

ATTEINTE À LA VIE PRIVÉE DES ENFANTS
Des télés privées menacées de poursuites judiciaires P.4

LE PRÉSIDENT DU CNES
Pour un contrôle effectif
des politiques publiques

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 2

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

DANS UN APPEL
TÉLÉPHONIQUE À TEBBOUNE

Macron propose
de reprendre
le travail sur
les dossiers
en commun

Lire l'article de Ghania Oukazi page 4

ORAN
Un mort
et un blessé
grave dans deux
incendies

Lire l'article de J. B. page 11

TIZI-OUZOU
Un mort et
trois blessés dans
une explosion
de gaz P.5

BILAN DE LA DIRECTION NATIONALE
DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
La «protestation
sociale» en hausse

Lire l'article de M. Aziza page 5



EXAMENS NATIONAUX
Près de 2 millions
d'élèves inscrits
via la plateforme
du ministère
de l'Education P.3



Le président du CNES Pour un contrôle effectif des politiques publiques



El-Houari Dirmi

Le « rapport annuel de conjoncture pour l'exercice 2020 est en cours d'élaboration et sera remis au président de la République au plus tard le mois d'avril prochain », a indiqué, hier lundi, le président du Conseil national économique, social et environnemental, M. Réda Tir.

Intervenant hier sur les ondes de la radio nationale, le président du Conseil national économique, social et environnemental, M. Réda Tir a déclaré que l'institution consultative qu'il préside veut désormais servir « d'intermédiaire entre le gouvernement et les opérateurs économiques et sociaux ». Explicitant sa pensée, le président du CNES a affirmé que le Conseil est « investi aujourd'hui de nouvelles missions et prérogatives, un statut qui va lui permettre de redevenir une véritable force de proposition et de contrôle et d'évaluation de toutes les politiques publiques ».

« Avec son nouveau statut, le CNES devrait initier ou contribuer à toute étude visant l'évaluation de l'efficacité des politiques publiques dédiées au développement de l'économie nationale », a encore indiqué Réda Tir, soulignant que le Conseil « est également appelé à dynamiser et de contribuer à l'organisation et à la facilitation du dialogue social et civil, ouvert à toutes les parties ». Et d'ajouter que le CNES « doit aussi assurer et favoriser la concordance et le rapprochement entre les différents acteurs économiques, sociaux et environnementaux, et ce, en associant les partenaires de la société civile, de sorte à concourir à l'apaisement du climat économique et social ». L'invité de la Radio a aussi expliqué à ce titre, que « le Conseil national économique et social et environne-

mental doit, également, proposer et recommander au gouvernement toutes mesures et dispositions d'adaptation ou d'anticipation des politiques publiques. Ce qui va améliorer la décision publique ». Le Conseil est également chargé de « préparer les rapports sur l'état de la nation qui comporte une évaluation des 10 dernières années et également des rapports de conjoncture semestrielle », a encore indiqué Réda Tir, précisant que « des rapports sont aussi élaborés sur la base des saisines du Président de la République et du Premier ministre ».

Le président du CNES a, par ailleurs, révélé que cinq rapports ont été édités et sont actuellement à la disposition du gouvernement, ajoutant que ce qui est « nouveau » dans la nouvelle vision du Conseil qu'il dirige est « l'évaluation des mesures à court terme du gouvernement ». Réda Tir avait, déjà, indiqué que les missions assignées au CNES est « dans l'anticipation, la surveillance des événements et des politiques publiques, sous forme d'un tableau de bord que nous mettons à la disposition du Président de la République et du Premier ministre, dans une optique moderne », selon lui.

Pour rappel, quatre rapports inhérents au système national d'information statistique, au système coopératif dans le domaine agricole, à la transition énergétique « du point de vue comportemental » et au « Doing Business », ce dernier contenant l'ensemble des « entraves » recensées par le Conseil en matière de climat des affaires en Algérie, ont été remis au Président de la République fin août dernier.

Réda Tir a enfin indiqué que la première session du CNES sera organisée au courant du mois de février prochain.

Projet de loi électorale Les assurances de Mohamed Charfi

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a affirmé, hier à Alger, que l'avant-projet de loi organique relative aux élections garantira à l'avenir la transparence et la régularité des élections à même d'instaurer « les institutions tant espérées par les Algériens depuis l'indépendance ».

Le projet de loi électorale, dévoilé la semaine écoulée, garantira l'organisation d'élections « libres et régulières » devant ouvrir la voie à l'instauration d'institutions élues tant espérées par les Algériens depuis l'indépendance, en sus de permettre au citoyen de choisir, en toute liberté, les responsables chargés de la gestion de ses affaires», a fait savoir M. Charfi dans une déclaration sur les ondes de la chaîne 2 de la Radio nationale.

Rappelant que l'ANIE avait

pour mission de rompre avec les anciennes pratiques, le même responsable a assuré que les dispositions contenues dans l'avant-projet « amorcent une nouvelle ère pour la moralisation de l'action politique, en mettant fin au système de quotas et à la tête de liste », ayant consacré l'intervention de l'argent sale » lors des élections précédentes.

Et d'enchaîner que « ce projet vise à garantir l'égalité entre tous les acteurs parmi les anciens et les nouveaux partis politiques, en leur offrant les mêmes moyens et chances lors des échéances électorales ». Dans le but de consacrer la transparence, tous les partis politiques et les listes participant aux élections auront, en vertu de la nouvelle loi, le droit de désigner des observateurs au niveau des bureaux de vote. Aussi, la surveillance populaire, adoptée lors du référendum sur

l'amendement constitutionnel du 1er novembre dernier, sera généralisée à l'avenir.

S'agissant de la condition relative au niveau d'études des futurs candidats aux élections, le président de l'ANIE a affirmé qu'il « est normal que toute nouveauté fasse l'objet d'une polémique », ajoutant que « les postes de responsabilité exigent des qualifications bien précises » dont le niveau d'instruction pour « une gestion judicieuse et une bonne gouvernance ».

Par ailleurs, M. Charfi a écarté la possibilité d'organiser les élections législatives et locales le même jour, précisant qu'une telle démarche ne peut faire « jurisprudence », en raison du manque de moyens notamment humains, d'autant que l'encadrement des élections « nécessite, au minimum, 9.000 magistrats, ce qui est actuellement impossible ».

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Quel consensus rencontre l'avant-projet de loi organique relative

Le consensus impossible?

et légitime, s'il n'y pas en amont des obstacles, sciemment mis en place ou croyant bien faire en les disposant dans le par-

aux élections au sein de la classe politique ? Vraisemblablement, tout le monde trouve à redire sur un article ou un autre, mais les critiques sont focalisées sur quelques articles seulement, dont le nombre se compte sur le bout des doigts d'une seule main. Les concepteurs de cet avant-projet de loi électorale, ainsi que le gouvernement, y voient de toute évidence, toute une armure d'articles qui consacreront à l'avenir la transparence et la régularité des élections, prévoyant également des solutions efficaces pour l'éradication de la corruption qui collait à l'urne. En somme, cet avant-projet de loi présente tous les atouts à même d'instaurer « les institutions tant espérées par les Algériens depuis l'indépendance », comme le souligne le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi. Que peut-on rêver de plus ? Quoi qu'on puisse dire, l'ANIE en soi est un acquis inestimable sur ce plan de l'organisation des élections où les voix des électeurs sont « halal », mais pour s'enfoncer dans le fond des articles de la nouvelle loi électorale en débat, le dernier mot devrait revenir aux partis politiques, aux représentants de la société civile, aux hommes politiques en général et à tout prétendant qui souhaiterait présenter sa candidature au choix des électeurs. Au-delà, donc, de la garantie d'aboutir à travers cet outil juridique, à des scrutins qui bannissent, à tout jamais, la fraude et la corruption, on se demanderait, d'une manière fondée

cours, pour exclure des candidats potentiels aux élections locales ou législatives ? Les articles proposés par la mouture de cet avant-projet de loi électorale des « pour » et des « contre », où il est quasiment impossible de trouver un équilibre entre les uns et les autres tellement les intérêts et les ambitions sont aux antipodes de la raison politique qui les anime. Forcément, on ne peut satisfaire ceux qui demandent le maintien des quotas pour les femmes aux assemblées élues et ceux qui acquiescent à cet arrangement introduit par la nouvelle loi électorale. Idem pour la condition du score de 4%, réalisé lors des précédentes législatives, exigée aux partis pour participer aux prochains scrutins, alors qu'on ne sait vraiment pas qui a réalisé quoi, à l'ombre de votes truqués par le passé, ou encore cette condition relative au niveau d'études des futurs candidats aux élections, qui ressemble à l'organisation d'un concours et non d'un vote qui donne la parole ou le choix libre aux électeurs. D'ailleurs, cette condition aurait-elle besoin d'être, tout autant que le quota réservé aux jeunes de moins de 35 ans, quand l'élite qui a fui les sentiers, voire les boursiers, de la politique, se réinstallera dans son rôle de guide du pays. Et cette condition de « bonne moralité » des candidats, qui pourrait s'en porter garant ? L'extrait du casier judiciaire ne suffit-il pas ? Il ne faut rien laisser à l'interprétation des humeurs pour éviter le risque de créer de nouveaux parrains qui lavent plus blanc que la justice.

Coronavirus 258 nouveaux cas et 3 décès

Deux cent cinquante-huit (258) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 198 guérisons et 3 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué lundi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 105.854 dont 258 nouveaux cas les derniè-

res 24 heures, soit 0,5 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2866 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 72.143, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 17 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 22 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 9

wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Par ailleurs, 34 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Fourar.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

Le Quotidien D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub : 041.23.25.21
Fax et Rédaction : 041.23.25.20

Imp. : Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET : <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

Exportation des hydrocarbures

L'Algérie a perdu 10 milliards de dollars en 2020

«Les prix du pétrole devraient se stabiliser autour de 55 dollars le baril, durant l'année en cours, d'abord en raison de la mise en place des vaccinations anti-Covid-19 mais aussi grâce à l'accord historique auquel est arrivé l'OPEP et ses alliés de l'OPEP+ pour ne pas augmenter la production à compter de janvier 2021», a indiqué, hier lundi, le ministre de l'Energie, Abdelmadjid Attar, lors du Forum de la Radio nationale.

El-Houari Dirmi

Aussi bien en volume qu'en prix du gaz et du pétrole, l'Algérie a perdu, en recul des exportations, plus de 10 milliards de dollars durant l'année passée», a encore indiqué le ministre de l'Energie, ajoutant que le prix moyen du pétrole algérien s'est stabilisé autour de 42 dollars le baril durant l'année, «malgré les retombées de la pandémie de Covid-19, qui ont fait chuter les prix du pétrole à des niveaux très bas en raison du confinement et de la paralysie du transport international», a-t-il expliqué. «Les prix du pétrole sont descendus jusqu'à 20 dollars le baril en avril de l'année dernière, ce qui a contraint les pays producteurs, y compris ceux qui voulaient augmenter leurs quotas de production, à prendre des mesures d'urgence pour redonner au marché un équilibre relatif», a-t-il déclaré. Saluant la décision de l'Arabie Saoudite qui a réduit sa production de 1 million de barils/jour, en plus de la décision salutaire de l'OPEP et ses alliés qui ont décidé de réduire l'offre de 2 millions de barils/jour, à compter de janvier 2021, «autant de facteurs positifs qui ont permis aux prix d'atteindre 55 dollars le baril», a encore

expliqué Abdelmadjid Attar. Se montrant optimiste quant à la reprise du transport international terrestre, maritime et aérien, l'invité du Forum de la radio a estimé que «l'évolution positive en matière de lutte contre le coronavirus (Covid-19) et la mise en place de plusieurs vaccins, va engendrer une augmentation de la demande et stabiliser les prix autour de 55 dollars le baril, durant l'année en cours», excluant, au passage, une éventuelle remontée des prix à 60 dollars le baril, durant le premier semestre de l'année en cours. «Il faudrait attendre jusqu'à 2022-2023 pour voir les prix revenir à des niveaux plus élevés, autour de 80 dollars», a encore indiqué le ministre de l'Energie, faisant état d'une augmentation de 5,6% en rythme annuel de la consommation domestique en énergie et précisant que 50% de la production de gaz est consommée localement, «ce qui va induire inévitablement une baisse des réserves du pays en gaz naturel et en pétrole», a-t-il affirmé. Et pour parer à cette situation, «nous sommes engagés dans des contrats de partenariat avec des groupes étrangers pour compenser ces pertes en développant de nouvelles explorations dans d'autres régions du pays», a-t-il conclu.

رد وتوضيح بخصوص الحملة القذرة التي تستهدفني

وفاء والتزاما مني بالبرنامج الإصلاحي الوطني المتعدد الأبعاد الذي جاء به السيد رئيس الجمهورية، الذي ساندته وأسأده من أي موقع كنت، وردا على الحملة القذرة التي تستهدفني، وتستههدف من خلالي شخص السيد رئيس الجمهورية، أوضح ما يلي:

1- شئت مؤخرا بعض صفحات التواصل الاجتماعي حملة مسعورة ضد شخصي، تستهدف بشكل واضح تشويه صورتي وسمعتي، بنشر معلومات كاذبة ومضللة.

2- وصل الأمر بجمعية نكرة و غير معتمدة إلى نشر بيان خلاصته "التحريض على تصفياتي" بتهمة "حيادي عن الخط الوطني".

3- وجد البيان بكل أسف طريقه إلى النشر في بعض الصحف الإلكترونية دون أدنى مهنية.

في أول الأمر لقد ترفعت بنفسي عن النزول إلى هذا المستوى المتدني والرد عليها، ولكن لما تعلق الأمر بالتشكيك في وطنيتي، ساكفح إلى آخر رمق. وإذا كان أصحاب تلك الحملة ينتظرون أن يصدر مني تعليق يسيء للدولة ومؤسساتها ورموزها وعلى رأسهم السيد رئيس الجمهورية، فهم مخطوون ومتوهمون ويستطيعون الإنتظار.

وإذ أحتفظ بحقي الكامل في الدفاع عن شرفي وعائلتي، بفضح كل ما نشره عبر الوسائل المتاحة، بعد عودة السيد رئيس الجمهورية إن شاء الله سالما معافي إلى أرض الوطن لاستكمال تحقيق مشروعه الوطني، فإنني أحمل تلك الجهات مسؤولية أي مكروه يصيبني أو يصيب عائلتي

الأستاذ الدكتور محمد لعقاب

Examens nationaux

Près de 2 millions d'élèves inscrits via la plateforme du ministère de l'Education



Près de deux (2) millions d'élèves candidats aux examens nationaux (session 2021) se sont inscrits via la plateforme numérique du ministère de l'Education nationale, a indiqué lundi le directeur général de l'Office national des examens et concours (ONEC), Mustapha Benzemrane.

Près de deux (2) millions d'élèves candidats aux examens nationaux (fin de cycle primaire, BEM et Baccalauréat) se sont inscrits via la plateforme du ministère de l'Education nationale depuis l'ouverture des inscriptions, le 3 janvier, a déclaré à l'APS M. Benzemrane, précisant que l'opération prévue jusqu'au 28 janvier «s'est déroulée, à ce jour, dans des conditions acceptables sans le moindre incident technique».

A quelques jours de la fin des inscriptions, près de 100 % des élèves (scolarisés et libres) concernés par les examens nationaux

sont déjà inscrits, a-t-il noté. Pour les élèves scolarisés, les inscriptions via la plateforme du ministère de l'Education nationale ont été prises en charge par les directeurs des établissements d'enseignement publics et privés des trois cycles, alors que les candidats libres se sont inscrits via le site Web de l'ONEC, a fait savoir M. Benzemrane.

Les candidats à cet examen peuvent choisir entre le paiement des droits d'inscription via la plateforme numérique dédiée au paiement électronique élaborée par le ministère, et ce à travers l'utilisation de la carte Edahabia d'Algérie poste ou par mandat postal retiré de la plateforme numérique.

L'inscription électronique, a-t-il précisé, vise essentiellement à «réduire la propagation de la pandémie Covid-19, à éviter les rassemblements et à respecter la distanciation physique au niveau des bureaux de poste».

Le site de l'ONEC ainsi que la plateforme numérique du ministère seront rouverts du 1er au 15 mars 2021 pour confirmer l'inscription, s'assurer des informations inscrites et signaler toute erreur à corriger, pour les élèves scolarisés et les candidats libres.

Concernant les inscriptions des cas particuliers, notamment ceux devant passer le Baccalauréat ou le BEM étranger, le responsable a précisé qu'ils doivent s'acquitter des droits d'inscription pour participer à ces deux examens».

L'épreuve sportive pour les candidats libres se déroulera entre le 16 et le 27 mai prochain et les convocations, pour cet examen, peuvent être retirées à partir du 25 avril prochain, a fait savoir le responsable qui invite les candidats libres ainsi que ceux relevant de l'Office national de l'enseignement à distance à se rapprocher des directions de l'éducation pour s'inscrire.

Raïna Raïkoum

A. C.

Des histoires à raconter

Le coronavirus est-il en passe de devenir un sujet révolu, en dépit d'une actualité sanitaire encore vivace dans l'esprit de beaucoup ? De toute façon, la crise pandémique n'est plus comme à ses débuts. Médialement parlant, les gens ne font plus du Covid, le sujet crucial des discussions et d'autres problèmes s'invitent dans les débats au quotidien, le volet social notamment, le pouvoir d'achat des foyers algériens, le chômage en hausse, en particulier chez la catégorie des jeunes. Même la campagne de vaccination contre le coronavirus se voit reléguée au second plan des préoccupations des citoyens. Les préparatifs et les moyens mobilisés par les pouvoirs publics ne sont que rarement évoqués, tant que la situation épidémiologique est généralement considérée bien maîtrisée, donc pas d'effolement, en attendant venir les choses, semblent dire certains. Certes, l'épidémie laisse derrière elle des séquelles sanitaires, économiques et sociales qu'il faudra du temps pour les évacuer. «Le va-et-vient du confinement et déconfinement a lui seul causé bien des dégâts parmi les familles, les organismes publics, des pertes en vies humaines et matérielles. Les activités des services ont tout simplement baissé de moi-

tié sinon plus, exemple illustratif, le transport pris dans ses divers segments. Plusieurs entreprises privées ont dû recourir à la compression de leurs effectifs, faute de pouvoir les maintenir et les rémunérer. Et la liste est longue. Durant des mois, il a fallu ramper, pour ne pas se faire engloutir par le désespoir et l'amertume », dira en conclusion notre interlocuteur très pointilleux sur l'actualité locale. D'autres avis se partagent sur sortie de la crise sanitaire et ses conséquences sur le moral de la population. Les gens se retrouvent lassés par le rythme lent des journées réduites à la morosité, oui le coronavirus y était pour une large part mais aussi cette habitude malsaine de tout porter sur la fatalité. Les commerces continuent de fonctionner au strict minimum, même si la foule compacte observée dans les ruelles des centres-villes paraît indiquer le contraire. La cherté de la vie accentue davantage ce sentiment de démission constaté chez les citoyens. Surtout ne vous laissez pas envahir par les idées noires ! Demain on aura à raconter des histoires pas toujours gaies, d'un récent passé qui a failli nous emporter. Par sur-saut de survie ou par envie de narguer le destin, nos semblables ont tenu tête aux dangers !!

Le procès en appel de Zoukh reporté

La cour de justice de Tipasa a décidé, lundi, de reporter le procès en appel de l'ex-wali d'Alger Abdelkader Zoukh, condamné en première instance à cinq ans de prison ferme, dans une affaire de corruption en relation avec la famille de l'ex-Directeur général de

la sûreté nationale (DGSN), Abdelghani Hamel, au 6 février prochain.

Cette décision de la chambre correctionnelle de la cour de Tipasa a été motivée par une demande de la défense de l'accusé qui avait introduit un pourvoi en cassation contre le jugement prononcé, en

première instance, par le tribunal de Tipasa le 8 décembre passé.

Le tribunal de Tipaza avait condamné l'ex-wali d'Alger Abdelkader Zoukh, à une peine de 5 années de prison ferme, assortie d'une amende d'un million de DA, avec la confiscation de ses biens.

Dans un appel téléphonique à Tebboune Macron propose de reprendre le travail sur les dossiers en commun

«Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu dimanche soir un appel téléphonique de son homologue français, Emmanuel Macron, qui s'est enquis de son état de santé et félicité de son rétablissement».

Ghania Oukazi

C'est ce qu'a rapporté un communiqué rendu public le jour même par le palais d'El Mouradia en précisant que «le Président Macron a fait part de sa volonté, dès le retour du Président Tebboune au pays, de reprendre le travail de concert sur les dossiers d'intérêt commun, notamment économiques, les questions régionales et le dossier de la Mémoire». Et conclut qu'«à son tour, le président de la République a remercié le Président Macron de ses sentiments sincères, lui affirmant sa disposition à travailler sur ces dossiers une fois de retour en Algérie». Emmanuel Macron n'en est pas à son premier contact téléphonique avec le Président Tebboune. Il a même pris comme habitude d'être le premier président à travers le monde à «s'enquérir» de l'état de santé de Abdelmadjid Tebboune qui est hospitalisé depuis le 10 janvier dernier pour une deuxième fois à l'étranger. Le Président avait en effet annoncé ce jour-là son départ à partir de l'aéroport militaire de Boufarik en disant aux Algériens qu'il allait probablement subir «une petite intervention chirurgicale au pied» sinon, a-t-il affirmé, «tout ce qu'on a fait avant (comme traitement et protocole médicaux ndlr) n'aura servi à rien». Excepté le communiqué qui a annoncé que Tebboune a subi son intervention chirurgicale et que tout s'est bien passé, à ce jour, aucun autre officiel n'a précisé qu'a-t-il exactement au pied. En estimant qu'il «se félicite de son rétablissement» tel que rapporté par le communiqué d'El Mouradia, c'est en fin de compte le président français qui fait savoir aux Algériens que le président algérien s'en est rétabli.

L'autre annonce de la Présidence de la république tente de répondre aux nombreuses critiques d'Algériens au rapport de Benjamin Stora sur les questions mémorielles. Rapport que l'historien a remis à Macron, il y a à peine deux jours, après qu'il ait chargé l'été dernier de «dresser un état des lieux sur le chemin accompli par la France sur la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie». Le président français a dit dimanche à Tebboune qu'il est d'accord pour «reprendre le travail de concert sur les dossiers d'intérêt commun, notamment économiques, les questions régionales et le dossier de la Mémoire».

LA LETTRE DE MISSION DE MACRON À STORA

L'historien français devait toujours à la demande de Macron «proposer des gestes susceptibles de contribuer à l'apaisement et à la sérénité de ceux que la guerre d'Algérie a meurtris tant en France qu'en Algérie». Tebboune avait chargé, lui, le directeur général du centre des archives, Abdelmadjid Chikhi, en sus d'être l'interface de Stora, de faire le même travail que lui mais en évidence du côté algérien. Chikhi n'a pas encore dit sur quels axes travaille-t-il. Il s'est même abstenu de réagir à cette grosse polémique que le

rapport Stora vient de provoquer. Interrogé hier par nos soins à propos de l'appel de Macron, Nadir Larbouli, ex-ambassadeur et représentant permanent auprès de la Ligue des Etats arabes, connu pour son sens raffiné de la répartie et parfois ses coups de boutoir contre ses pairs arabes à chaque fois qu'ils s'attaquaient à l'Algérie, nous a répondu qu'«au delà du message d'amitié pour s'enquérir de l'état de santé du Président et lui exprimer sympathie et solidarité, il y a manifestement chez le chef de l'Etat français une volonté à anticiper, d'une part, les tentations de surenchères politiciennes du passé colonial de la France en Algérie et, en attendant la réaction officielle, à contourner, d'autre part, les réactions et les critiques des Algériens déçus par les propositions contenues dans le rapport de Benjamin Stora sur les questions mémorielles, supposées être le résultat d'un travail de mémoire commun nécessaire permettant aux deux pays d'avoir une relation sereine et apaisée, tournée vers un avenir commun. Larbaoui estime que c'est là «un exercice extrêmement difficile, car à l'évidence, tant que la France n'aura pas reconnu officiellement ses crimes commis pendant la colonisation, il y aura toujours une confrontation des mémoires entre les deux pays, ce qui aura pour effet de retarder davantage l'heure de la réconciliation». Notons que la première grande remarque à propos du rapport Stora, pas d'excuses de la France à l'Algérie comme réclamé l'été dernier par Tebboune afin, avait-il dit à un média français lié à l'Elysée, «d'apaiser le climat et le rendre plus serein». Dans son rapport, l'historien français a respecté la lettre de mission que lui a assignée Macron. Glaner des excuses françaises à propos de la colonisation de l'Algérie n'en fait pas partie. Des excuses qui, faut-il le dire, ne changeraient rien aux massacres et aux crimes perpétrés par la France coloniale contre le peuple algérien, des innocents des deux sexes et de tout âge, chez eux, sur leur terre et dans leur pays. Ceux qui en ont échappé ont été précipités dans les abîmes de l'indigence de tout ordre de laquelle ils gardent de profondes séquelles. Au début de juin 2020, Tebboune avait lancé des hauts des Tagarins que «la position nationale constante de l'ANP (...) dérange les ennemis de l'Algérie parmi les haineux, les envieux et ceux qui se cachent derrière des lobbies, toujours prisonniers d'un passé à jamais révolu». Ces propos, Tebboune les voulait une réaction à la brutale crise diplomatique survenue à cette période entre Alger et Paris et à cause de laquelle Alger avait rappelé son ambassadeur. Tebboune avait pointé du doigt «des relents coloniaux» que dégageant «des prisonniers d'un passé à jamais révolu».

STORA EXPLIQUE SA MÉTHODE DE TRAVAIL

L'historien français met cependant dos à dos les deux pays et recom-

mande dans son rapport de sortir de «la communautarisation des mémoires» qui a poussé au lendemain de la guerre d'Algérie ses différents acteurs à «s'enfermer dans leur propre souffrance sans reconnaître la souffrance d'autres groupes». Il formule 22 recommandations «pour apaiser les mémoires» d'un côté comme d'un autre de tous ceux qui ont participé à la guerre d'Algérie, armées, pieds-noirs, harkis... Par son intermédiaire, la France réitère encore une fois la demande exprimée par Sarkozy alors président de la République qui veut forcer la main aux autorités algériennes pour «faciliter les déplacements des harkis et de leurs enfants entre la France et l'Algérie». Recommandation hypocrite lorsqu'on sait que les autorités des deux pays savent qu'en tant que détenteurs de passeports français, les harkis se déplacent régulièrement entre les deux rives. L'historien français propose la mise en place d'une commission «Mémoire et Vérité» appelée à formuler «des initiatives mémorielles communes entre les deux pays». Dans une tribune parue hier dans Le Quotidien d'Oran, Stora estime qu'«il règne en France et en Algérie, une grande ignorance sur ce que fut l'histoire complexe des Algériens: leurs engagements politiques anciens, leurs croyances religieuses préservées, leurs rapports maintenus à la langue arabe, française, berbère. Mon rapport, très discuté partout, propose précisément une méthode qui privilégie l'éducation, la culture, par la connaissance de l'autre, et de tous les groupes engagés dans l'histoire algérienne». Il rappelle à ce sujet «les regrettés Jacques Berque et Mohammed Arkoun: par la connaissance concrète, érudite, faire baisser la peur de l'autre, réduire la part de fantasmes, s'éloigner des mémoires dangereuses qui se sont développées dans les deux sociétés. A «ceux qui critiquent vivement, en Algérie», il affirme en référence à ses œuvres historiques que «dans mon rapport (...), j'ai simplement proposé une méthode qui est la mienne depuis longtemps: connaître les motivations, la trajectoire de tous les groupes de mémoire frappés par cette guerre dévastatrice, patiemment (cela fait plus d'un demi-siècle que je travaille et j'enseigne sur cette histoire) pour faire reculer les préjugés et le racisme; avancer pas à pas, par des exemples concrets, pour comprendre la réalité terrible de la conquête de l'Algérie et du système colonial (massacres de civils, exécutions sommaires, essais nucléaires, disparus, prises d'archives); et ne pas se contenter de s'enfermer dans la répétition de discours politiques (...). Mon rapport, conclut-il, «est une modeste contribution pour ce passage d'un cycle à l'autre. Après plus de cinquante ans de travail sur cette histoire, je vois que de nouvelles générations d'historiens, de chercheurs, d'écrivains, d'artistes s'engagent pour porter ces volontés de réconciliations mémorielles. J'espère qu'ils réussiront».



Atteinte à la vie privée des enfants Des télé privées menacées de poursuites judiciaires

Le ministère de la Communication et l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV) ont menacé lundi d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre des chaînes de télévision privées et d'autres supports médiatiques tels que les réseaux sociaux, qui portent atteinte à la vie privée des enfants et les exploitent.

«Nous exhortons les producteurs, journalistes et animateurs à observer scrupuleusement cet interdit. Faute de quoi, le ministère de la Communication et l'Autorité de régulation de l'audiovisuel engageront les poursuites judiciaires contre qui de droit pour mettre fin à ces pratiques», indique un communiqué commun du ministère et de l'ARAV.

«De nombreux dépassements relatifs à l'exploitation de l'enfant et à l'atteinte à son intégrité morale ont été constatés sur les réseaux sociaux et les chaînes audiovisuelles privées», relève-t-on.

Selon le communiqué, «les préjudices immédiats ou à venir sur son comportement sont incommensurables, cela est connu de tous. Toutefois, la circulation de vidéo sur les réseaux sociaux (Facebook et YouTube) et des chaînes de télévision algériennes privées, parallèlement à la généralisation des recours des journalistes aux déclarations des enfants, notamment, lorsque ces derniers ont des liens de parenté ou de voisinage avec des victimes de disparition, d'enlèvement ou d'homicide, témoignent d'une violation flagrante et criminelle des droits de l'enfant».

«On recense, par ailleurs, l'implication de l'enfant dans des mouvements de protestation à caractère politique, social et professionnel, son incitation à commettre des actes subversifs tels que la démolition des panneaux d'affichage

lors des campagnes électorales et, enfin, son exploitation par des chaînes de télévision privées dans des émissions ayant trait à des préoccupations sociales ou des différends familiaux, sans prendre en considération les risques qui en découlent sur sa santé mentale dans l'immédiat et sur le long terme», déplore cette source.

Pour ces deux institutions, «le suivi et l'accompagnement de l'enfant durant toutes les phases de sa croissance sont d'une importance primordiale, compte tenu de l'éventail des risques qui affectent l'intégrité de cette catégorie vulnérable à la fois sur le plan physique, mental et psychologique».

«C'est la raison pour laquelle un ensemble de textes législatifs a été promulgué afin de protéger l'enfant contre toute forme de préjudice, de négligence, de violence, de mauvais traitement, d'exploitation ou toute atteinte physique, morale ou sexuelle», note-t-on.

Le ministère de la Communication et l'ARAV rappellent, dans leur communiqué commun, qu'en vertu de l'article 10 de la loi 15-12 du 15 juillet 2015 relative à la protection de l'enfant, il est «interdit, sous peine de poursuites pénales, l'utilisation de l'enfant dans des spots publicitaires, des films, des photos ou d'enregistrements sous quelques formes que ce soit, sans l'autorisation de son représentant légal et en dehors des heures de scolarité conformément à la législation et la réglementation en vigueur».

«Ladite loi prévoit, dans les articles 140 et 141, des sanctions pénales en cas d'atteinte à la vie privée des enfants et leurs exploitation à travers tout moyen de communication sous toutes formes à des fins contraires aux bonnes mœurs et à l'ordre public».

Bilan de la direction nationale de la sécurité publique La «protestation sociale» en hausse

Les manifestations non autorisées, plutôt les marches de protestation populaire, ont connu une baisse considérable durant l'année 2020, qui a été marquée par la pandémie de Covid-19.

M. Aziza

Les services de la DGSN ont enregistré 767 marches de protestation en 2020, contre 4.813 en 2019, une année charnière en matière de contestation politique. Cette baisse de 84,08% du nombre de marches non autorisées n'a pas empêché les citoyens, en dépit des mesures de confinement et de prévention contre le coronavirus, de tenir des rassemblements et des sit-in et de procéder parfois au blocage de la route. Il a été constaté que les rassemblements non autorisés ont augmenté de 42,72% en 2020, avec 5.833 rassemblements contre 4.087 en 2019. Le nombre des coupures de route et blocage de la circulation était de l'ordre de 1.532 actions en 2020, contre 1.347 enregistrés en 2019, soit une augmentation de 13,73%. Selon le directeur de la sécurité publique, le contrôleur de police Aïssa Naili, la majorité des manifestations non autorisées enregistrées en 2020 sont d'ordre social, avec la prédominance des protestations dénonçant le chômage ou réclamant des logements et le développement local. Pour rappel, la majorité des actions de protestation enregistrées durant l'année 2019 avaient des revendications politiques. Des mouvements de protestation non autorisés, mais bien organisés exigeant le départ de Abdelaziz Bouteflika et son clan ainsi que la refonte du système. Ce recul du nombre des marches est dû, selon M. Naili, à la sagesse des citoyens et aux appels lancés par la société civile, les associations et par les partis politiques, y compris ceux de l'opposition, pour la suspension des marches hebdomadaires en raison de la crise sanitaire. Cette crise a imposé par ailleurs de nouvelles formes d'organisation dans les corps de sécurité qui devaient s'adapter à la nouvelle donne. C'est d'ailleurs ce qu'a indiqué le contrôleur de police Aïssa Naili, lors d'une conférence de presse tenue lors de la présentation du bilan annuel des activités nationales de la direction de la sécurité publique de l'année 2020, qui a été rendu public hier à Alger. Il a affirmé que les services de la police ont contrôlé, durant l'année 2020, plus d'un million de personnes, dans le cadre de la lutte contre le coronavirus. Pas moins de 452.861 personnes ont été interpellées pour non-respect des mesures de confinement et de prévention contre la propagation de la pandémie, sur un total de 1.185.934 de personnes ayant fait l'objet de contrôle,

selon M. Naili. Le bilan fait également état de la mise en fourrière de 68.869 véhicules et 22.225 motocycles.

TRANSPORT EN COMMUN : POUR LA RÉVISION DU CADRE RÉGLEMENTAIRE

Par ailleurs, 569 personnes ont trouvé la mort et 15.854 autres ont été blessées dans des accidents de la route enregistrés durant l'année écoulée, contre 676 morts et 19.151 blessés dans 15.992 accidents de la circulation enregistrés en 2019 au niveau national. Soit une baisse de la mortalité de 15,83% en 2020, comparative-ment à l'année précédente. Le contrôleur de police Aïssa Naili a précisé qu'en dépit de cette légère baisse due essentiellement au confinement, le taux de mortalité demeure tout de même élevé. Le même intervenant a évoqué, parallèlement, les dysfonctionnements relevés par les services de la police dans le transport en commun, le transport inter-wilayas et la congestion urbaine, qui ne se limitent plus aux heures de pointe. Le directeur de la sécurité publique a affirmé dans ce sens que les services de la police connaissent bien le terrain et ils sont disposés à présenter des propositions dans le cadre de la révision des lois régissant le transport en commun, les transports inter-wilayas et le transport urbain. L'accent a été mis sur la nécessité de revoir le cadre réglementaire qui régit le transport en commun. « Nous avons 60.000 opérateurs dans le secteur. Nous avons besoin d'une politique globale capable d'organiser tous les opérateurs », a ajouté le même responsable, qui a proposé la création d'une autorité organisatrice dans chaque wilaya qui sera chapeautée par une autorité organisatrice au niveau national.

PRIORITÉS POUR 2021

S'appuyant sur les directives données par le Directeur général de la sûreté nationale, Khelifa Ounissi, le directeur de la sécurité publique a affirmé que les services de la police sont appelés à renforcer leurs interventions dans la lutte contre l'informel. Et d'affirmer : « On ne tolérera plus le stationnement des bus vétustes et rouillés et des camions abandonnés sur les trottoirs, dont certains occupent les lieux pendant des années. Ces véhicules vétustes deviennent parfois des abris pour les dealers et des bandes de criminels ». Et d'affirmer qu'« on luttera également contre le dépôt et jets anarchiques de déchets ».

Tizi-Ouzou Un mort et trois blessés dans une explosion de gaz

Une adolescente est morte et ses deux sœurs et son père sont grièvement blessés dans l'explosion d'une bouteille de gaz dans un appartement au village Ait Rahmoune dans la commune d'Ait Yahia Moussa, à 25 km au sud-ouest de Tizi-Ouzou, a-t-on appris lundi de la protection civile.

Le chef d'unité de la protection civile de Draa El Mizan, le lieutenant Telache Laïfa, a indiqué à l'APS que « les éléments de son unité sont intervenus, dans la soirée d'hier dimanche pour un feu d'appartement qui s'est déclenché dans un appartement au village Ait Rahmoune, causé par l'explosion d'une bouteille de gaz butane et ayant causé la mort, brûlée, d'une fille âgée de 14 ans ».

Cet incendie, qui aurait été déclenché par une étincelle, a également fait trois victimes grièvement brûlées à savoir les

deux sœurs cadettes de la fille décédée (âgées d'une dizaine d'années) et le père âgé d'une quarantaine d'années, a-t-on indiqué de même source.

Le père a été admis à l'hôpital de Draa El Mizan, une des sœurs a été évacuée vers Alger et l'autre vers le CHU Nedir Mohamed de Tizi-Ouzou, établissement vers lequel a été également transféré le corps de la fille décédée, a-t-on appris de sources hospitalières.

La protection civile qui a entamé depuis le début de la saison froide une large campagne de sensibilisation sur les risques liés à une mauvaise utilisation du gaz (asphyxie au monoxyde de carbone, explosion), réitère son appel au respect des mesures de sécurité dont la vérification des appareils de chauffage et les bouteilles de gaz par un professionnel et l'aération du domicile.

Gilles Manceron Le refus de repentance et d'excuses de la France est «inquiétant»

La réaction de la France officielle qui refuse toute forme de repentance et d'excuses envers l'Algérie, suite au rapport de l'historien Benjamin Stora sur la colonisation, a été qualifiée d'«inquiétante» par le chercheur en Histoire, Gilles Manceron, qui appelle ainsi la «France à formuler des excuses».

M. Manceron fait référence au tweet de la présidence de la République française, juste après la remise du rapport de Stora, dans lequel, a-t-il précisé, il est mentionné que «des actes symboliques sont prévus, mais ni repentance, ni excuses», qualifiant ainsi ce tweet d'«inquiétant».

Dans un entretien accordé lundi à l'APS, l'historien spécialiste du colonialisme français soutient que ce tweet «laisse présager une reprise très partielle du rapport, accompagnée de propos qui donneraient des gages aux nostalgiques de la colonisation», estimant que «cela est à suivre de près, car l'important, ce n'est pas le rapport, mais les conclusions que le Président (Macron) va en tirer».

Il a rappelé que le thème du «refus de la repentance a été utilisé en France, notamment par Nicolas Sarkozy et ceux qui soutenaient sa présidence, comme un moyen de refuser la reconnaissance des crimes de la colonisation et de dire la vérité à leur sujet».

M. Manceron a, en outre, fait observer que «la presque totalité des historiens, en France comme en Algérie, demandent une reconnaissance et un discours de vérité», relevant que ces derniers «écartent le terme de repentance, qui est une arme dans les mains des ennemis de la reconnaissance et de la vérité, un épouvantail qu'ils agitent pour les écarter».

«En ce qui concerne l'idée d'excuses au nom des institutions de la France pour ce qu'elles ont commis dans le passé, cela me semble différent. Il faudra, à mon avis, que la France officielle vien-

ne à un moment à formuler des excuses, mais l'important aujourd'hui est de faire avancer dans l'opinion l'idée qu'il faut une reconnaissance et un travail de vérité».

Au sujet de la torture pratiquée durant la colonisation en Algérie, l'historien a rappelé qu'Emmanuel Macron a fait une «déclaration importante en septembre 2018 quand il avait rendu visite à la veuve du chahid Maurice Audin, torturé et assassiné par des militaires français, en lui demandant pardon au nom de la France et en disant que cette pratique de la torture suivie d'exécutions sommaires était alors systématique».

Et d'ajouter : «Mais il s'est arrêté là. Il aurait dû présenter les mêmes excuses au nom de la France à Malika Boumendjel, la veuve d'Ali Boumendjel, malheureusement décédée il y a peu sans les avoir reçues, comme le dit aujourd'hui sa nièce, Fadila Chitour-Boumendjel», notant ainsi qu'il reste beaucoup à faire de la part de la France officielle, pour les victimes connues comme pour les milliers d'autres que le site 1000autres.org essaie de sortir du silence et de l'oubli».

M. Manceron a également expliqué que «ce qui peut justifier qu'en France, on commence par évoquer le cas de Boumendjel, c'est que c'était un avocat et un brillant juriste, élève d'un professeur de droit très connu, René Capitant, qui avait été ministre du Général de Gaulle et quitté son enseignement pour protester contre l'assassinat d'Ali Boumendjel».

Toutefois, l'historien a rappelé que «d'autres personnalités algériennes ont été torturées et assassinées au même moment, lors de la Bataille d'Alger», citant entre autres le président de l'Association des Oulémas algériens, Larbi Tebessi, «qui suscitait, dès les années 1930, l'enthousiasme des Algériens par ses déclarations en faveur d'une Algérie

libre du joug colonial où tous ses habitants auraient leur place, quelles que soient leur origine et leur religion».

Rappelant que «des parachutistes français avaient enlevé Larbi Tebessi à son domicile à Alger, le 4 avril 1957 et qu'il n'y eut plus jamais de nouvelles de lui», M. Manceron a estimé que «la famille de cette personnalité musulmane doit recevoir, elle aussi, les excuses de la France».

DES FORCES AU SEIN DE L'ARMÉE FRANÇAISE DERRIÈRE LE BLOCAGE DES ARCHIVES

Enchaînant sur la question relative à la levée du secret-défense sur les archives, M. Manceron a relevé que des forces au sein de l'armée française sont derrière le «blocage», signalant qu'il y a aujourd'hui une bataille menée par de nombreux historiens, archivistes et juristes pour s'ériger contre ceux qui «veulent empêcher la libre communication des archives, prévue par la loi, au prétexte d'un processus complexe de +déclassification+, document par document, par les institutions qui les ont émis, c'est-à-dire le plus souvent l'armée».

«Encore aujourd'hui, il y a dans l'armée française des forces qui s'opposent à la reconnaissance et à la vérité sur cette page de notre passé. C'est de là que vient le blocage», a-t-il relevé.

Toutefois, a-t-il ajouté, «il y a d'autres forces dans la société française qui demandent la reconnaissance et la vérité sur cette page de notre histoire», soulignant que ces «forces l'emporteront tôt ou tard. J'espère bientôt».

«La demande de connaissance et de vérité sur la lutte d'indépendance nationale qui se manifeste actuellement dans la société algérienne, va dans le même sens que ce combat d'une partie de la société française», a-t-il conclu.

Alger Autoroutes à étages et relance du système de régulation du trafic

Deux projets structurants, portant sur des autoroutes à étages et la relance du système de régulation de la circulation, afin d'améliorer la mobilité dans la capitale, ont été annoncés lundi par le ministre des Travaux publics et ministre des Transports par intérim, Farouk Chiali.

Il s'agit de deux autoroutes à étages, qui seront réalisées de manière superposée avec la rocade sud (aéroport- Zéralda) et de l'autoroute est (aéroport-Alger centre), a-t-il expliqué, ajoutant que la capacité des autoroutes existantes dans ces deux axes ne suffisait plus pour absorber le flux du trafic routier estimé à 22.000 véhicules/jour.

Le ministre s'exprimait devant la Commission des Transports et des Télécommunications de l'Assemblée nationale populaire (APN), lors

d'une audition consacrée au débat du plan de circulation de la capitale ainsi que de l'état du secteur des transports et de ses perspectives.

Quant au projet du système de régulation et du contrôle de la circulation dans la capitale, il sera relancé, précise M. Chiali, par la wilaya d'Alger.

Ce projet, lancé en 2017 par la société mixte algéro-espagnole (MOBEAL), prévoyait l'installation de 500 carrefours avec feux tricolores afin de résoudre les problèmes de congestion du trafic dans tous les points noirs identifiés dans la capitale.

Lors de la première étape du projet, une vingtaine de carrefours ont été réceptionnés sur 200 prévus, du fait de contraintes liées, entre autre, à la pandémie du nouveau Coronavirus (Covid-19).

Le démarrage de ces deux

projets a été «demandé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune», a tenu à rappeler le ministre. M. Chiali a, en outre, évoqué le renforcement du réseau de transport de masse qui inclut le métro, la tramway ou encore le monorails pour améliorer la mobilité dans la capitale en créant une boucle qui entourera Alger et permettra d'y fluidifier la circulation routière.

Interrogé par les membres de la commission de l'APN sur l'ouverture des frontières et la relance des liaisons aériennes et maritimes à l'international, le ministre a souligné que ces dossiers «sont du ressort exclusif du président de la République». Pour ce qui est du nouvel aéroport d'Oran, le premier responsable du département des transports a annoncé la fin des travaux en mois d'avril prochain.

Les Sahraouis attendent de Biden la révision du «legs» de Trump

Le représentant du Front Polisario en France, Mohamed Sidati, a dit, dimanche, attendre de la nouvelle administration américaine qu'elle revoit et reconsidère la décision de l'ex-président Donald Trump ayant reconnu la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, et a appelé Washington à œuvrer au Conseil de sécurité de l'ONU avec les autres membres de l'organe afin de redresser la situation.

"Le legs de Trump est lourd mais nous ne perdons pas espoir puisque la nouvelle administration Biden a exprimé sa volonté de revoir et reconsidérer tout ce qui a été fait par son prédécesseur", a déclaré M. Sidati à la chaîne France 24. "A cet effet, nous formulons le souhait et l'espoir que l'administration puisse réparer cette injustice lorsqu'il s'agit du Sahara occidental et surtout user de leur position en tant que membre du Conseil de sécurité et s'investir aux côtés d'autres membres de l'organe afin de redresser la situation", a-t-il ajouté. Evoquant la situation sur le terrain depuis la reprise des affrontements armés, le diplomate sahraoui, a affirmé que "les combattants sahraouis de la liberté ont bombardé samedi la zone d'El-Gueguerat, car c'est en effet à partir de là que les troupes marocaines ont essayé d'étendre leur occupation illégale, et c'est depuis cette zone qu'elles acheminent illégalement des marchandises (...). C'est évident aujourd'hui pour les combattants sahraouis qu'ils mènent des attaques à El Guerguerat".

"Cela démontre qu'il n'est guère un point au Sahara occidental qui ne puisse être à la portée des com-

battants sahraouis", a-t-il soutenu. Le représentant du Front Polisario rappelle par la même occasion que "le Maroc ne peut pas continuer de dissimuler une réalité d'une guerre cruelle qui a lieu au Sahara occidental où le peuple sahraoui se bat pour pouvoir exercer son droit inaliénable à l'autodétermination".

Et d'ajouter: "Il faut restaurer la légalité internationale et l'application du droit international au Sahara occidental à même de parachever le processus de décolonisation". S'agissant des négociations, M. Sidati, a assuré que "le Front Polisario n'a jamais fermé les portes des négociations et souhaite vivement que les Nations unies s'engagent avec force en vue de parachever le processus de règlement et les négociations sont nécessaires à ce sujet". "Nous insistons sur la responsabilité des Nations unies de protéger le droit à l'autodétermination et le droit international au Sahara occidental", a-t-il assuré, affirmant que "les Sahraouis ne sont pas opposés à ce qu'il y ait à nouveau un processus pacifique" tout en tenant compte que "le cessez le feu d'avant n'existe plus et que le peuple sahraoui est en pleine guerre et il va poursuivre avec détermination cette résistance jusqu'à obtention de ses droits légitimes".

«ZONES DE GUERRE»

Le Secrétaire général du ministère sahraoui de la Sécurité et de la Documentation, M. Sidi Oukal a menacé dimanche l'armée d'occupation marocaine "d'intensifier l'escalade" suite au bombardement de la brèche illégale d'El Guerguerat,



mettant en garde les civils marocains et étrangers contre l'accès à ces territoires, classés "zones de guerre". Dans une déclaration à l'APS, M. Oukal a affirmé que "l'attaque lancée samedi par les unités de l'APLS contre les forces d'occupation marocaines au niveau de la brèche illégale d'El-Gueguerat revêt plus d'un sens, car l'occupation s'illustre dans cette région d'où sortent les drogues et où s'effectue la contrebande des richesses naturelles sahraouies pillées".

Le tir de missiles de l'armée sahraouie à El-Gueguerat prouve qu'il y a une escalade et une expansion de la guerre, précise le responsable, citant le bombardement à l'extrême Nord où se sont positionnées les forces d'occupation marocaines depuis deux jours, suivie par le bombardement d'El

Guerguerat à l'extrême Sud. "Tous les territoires sahraouis occupés sont un champ de bataille", a-t-il dit, mettant en garde les civils marocains et les étrangers contre l'accès à El Guerguerat "étant une zone non sécurisée et exposée au bombardement, à l'instar de tous les points de la République arabe sahraouie démocratique".

Le même responsable a imputé au "régime de Makhzen, la responsabilité de tout dégât qui sera causé à tout civil ou usager de cette route et de tous les lieux non sûrs". "Nous avons averti à maintes reprises et l'opération d'hier n'en est qu'une sévère mise en garde, que tous les territoires sahraouis seront un champ de guerre", a-t-il insisté. Pour M. Oukal, l'opération qualitative n'a pas pour objectifs, de prendre El Guerguerat mais

d'affirmer que tous les territoires occupés sous les frappes de l'armée sahraouie, ne sont ni sûrs ni sécurisés, contrairement aux allégations du régime marocain.

Cette brèche illégale se situe désormais derrière les nouvelles défenses de l'Armée royale du Maroc, érigées après le déclenchement de la guerre, a-t-il ajouté. "Depuis deux jours, nous avons frappé au cœur même du Maroc et nous affirmons que nous n'avons pas de velléités expansionnistes, mais nous frapperons dans tous les lieux où se trouve l'Armée royale, soit en territoire sahraoui ou en dehors de ce territoire" a soutenu M. Sidi Oukal. Et de conclure: "la guerre sera étendue et l'intensification sera poursuivie, jusqu'à concrétisation de l'indépendance pleine et entière".

Sous pression

La France veut un plus grand appui américain au Sahel



La France espère que la nouvelle administration américaine renforce son appui aux opérations militaires qu'elle mène contre les groupes armés au Mali, dans un contexte marqué par la montée d'un sentiment anti-français dans ce pays et des interrogations, dans l'Hexagone, sur la pertinence d'un engagement militaire qui dure depuis 2012. La multiplication des bavures de l'armée française au Mali et l'ensablement de l'opération "Barkhane", en cours depuis 2014, ont poussé le Sénat français à programmer un débat public, le 9 février prochain, pour faire le bilan de cette opération. Lors du prochain sommet du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina

Faso, Niger, Tchad), prévu en février à Ndjamena et auquel participera la France, la question de la réduction des effectifs engagés au Sahel, actuellement au nombre de 5.100, sera soumise à débat par la partie française. Barkhane qui a succédé à l'opération Serval couvre cinq pays avec pour mission de neutraliser les groupes terroristes dans la région. La pression imposée à la France au Sahel l'a poussée à regarder en direction des Etats-Unis, un allié qu'elle a failli perdre sur le terrain malien après une annonce faite au début de l'année 2020 par le président Donald Trump. Il avait prévenu que les Etats-Unis entendaient réduire leur présence en Afrique,

et indirectement l'aide américaine apportée à l'opération Barkhane. Ces paroles n'ont pas été suivies d'actes concrets, et la France espère aujourd'hui, non seulement le maintien du soutien américain mais son renforcement.

Le 20 janvier courant, la ministre des Armées, Florence Parly a évoqué cette question le jour même de l'investiture du 46ème président des Etats-Unis. "Nous souhaitons pouvoir, avec l'arrivée de la nouvelle administration américaine, obtenir l'assurance que ces moyens (fournis par les Etats-Unis) soient prolongés, et pourquoi pas renforcés", a-t-elle déclaré. Dans la région du Sahel, Washington fournit à l'opération Barkhane des capacités de renseignement et de surveillance - notamment grâce à ses drones -, du ravitaillement en vol et du transport logistique, pour un coût de 45 millions de dollars par an. Le 19 janvier, le président français, Emmanuel Macron avait parlé d'un "ajustement" des forces françaises au Sahel et de leur "redimensionnement", évoquant l'importance des renforts assurés par les pays européens. "Les résultats obtenus par nos forces au Sahel, conjugués à l'intervention plus importante de nos partenaires européens, vont nous permettre d'ajuster notre effort", a-t-il dit. Au Mali, les bavures de l'armée française, dont la plus sanglante avait fait 20 morts, le 3 janvier courant, a exacerbé la colère d'une partie de la population qui a exprimé clairement voir les militaires étrangers hors du pays.

Le 20 janvier, les autorités maliennes ont interdit l'organisation d'un grand rassemblement populaire contre la présence française. La France espère réaliser de meilleurs résultats sur le terrain et réduire les bavures commises par ses troupes avec un appui plus

important du côté américain, notamment.

BOURBIER MALIEN

Depuis 2012 et le déclenchement d'insurrections indépendantiste et djihadiste dans le Nord, le Mali s'enfonce dans une crise multiforme qui a fait des milliers de morts, civils et combattants, et des centaines de milliers de déplacés, malgré le soutien de la communauté internationale et l'intervention de forces de l'ONU, africaines et françaises.

Le centre du Mali est devenu l'un des principaux foyers de ces violences qui se sont propagées depuis 2015 vers le sud du pays, mais aussi au Burkina Faso et au Niger voisins. Dans la nuit de samedi à dimanche, six soldats maliens ont été tués et 18 blessés dans le centre du Mali dans deux attaques terroristes qui ont été repoussées avec l'aide des forces françaises, a indiqué dimanche l'armée malienne. "Le bilan provisoire est de six morts et 18 blessés" parmi les soldats lors des attaques contre "deux postes de sécurité" à Boulkessy et Mondoro (centre), entraînant une riposte qui a fait "une trentaine de morts côté terroristes", a écrit l'armée dans un communiqué publié sur Facebook.

Quatre soldats ont été tués et 12 blessés à Boulkessy tandis qu'à Mondoro, il y a eu deux militaires tués et six blessés, a ensuite précisé l'armée dans un communiqué distinct sur Twitter. Elle "déploie la perte d'un véhicule et d'une mitrailleuse". "Une quarantaine de motos et un lot important de matériels militaires (ont été) saisis" par l'armée, lors de ces "deux attaques complexes et simultanées aux environs de 03H30" (locales et GMT), a-t-elle affirmé dans le communiqué sur Facebook.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Tlemcen
Daïra de Maghnia
Commune de Maghnia

AVIS D'ADJUDICATION

Le président de l'Assemblée Populaire Communale de Maghnia. Informe qu'il sera procédé Le :
25/02/2021 .
à 10 h au siège de l'A.P.C. de Maghnia à L'adjudication aux enchères publiques pour louer deux (02) Marché de proximité n : 01 et n : 02 – Batiment – pour exploiter comme Hongar poly valent . pour une durée de (03) année .

Mise Apx

- 1- Marché de proximité n : 01 = 120.000.00 DA Par mois .
 - 2- Marché de proximité n : 02 = 168.000.00 DA Par mois .
- Les personnes intéressées pour prendre connaissance de cahier des charges auprès du service des biens communaux de l'A.P.C .

Les dossiers de participation doivent comprendre .

- 01 - Une demande manuscrite.
- 02 - Extrait de naissance du personne physique, au copie du statut de *personne morale* .
- 03 – copie de la carte d'identité ..
- 04 - Extrait de rôles moins de (03) mois.
- 05- extrait du Casier Judiciaire moins de (03) mois.
- 06 - certificat de résidence .
- 07 – copie numéro d'identification fiscale (Nif) .
- 08 – copier de Registre de commerce / ou Agrément .
- 09 - chèque visé par la banque d'où moins un mois représentant qantionement provisoire .
- 10 – L'offre financier dûment rempli et signée .
- 11 – quittance de paiement de retrait de cahier des charge .

Les dossiers réglementaires de participation devront être dé posés Avant une journée de l'djudication au prés le président A P C ou le secretaire générale de la commune dans deux enveloppes fermé et Anonyme ..

Maghnia, Le 2021 ²⁴ _{جانفي}
Le Président de l'Assemblée Populaire communale

ANEP N° 2131000591 Le Quotidien d'Oran 26/01/2021

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ORAN
DAIRA D'ES-SENIA
COMMUNE D'ES-SENIA
NUMERO D'IDENTIFICATION FISCALE : 001231059010651

2^{eme} Avis D'appel D'offres National Ouvert Avec Exigence De Capacites Minimales
N° 2/2021

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale d'Es-Senia, lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour :

Acquisition matériels roulants

Lot n 01 : acquisition matériels roulants pour l'environnement et hygiène

- camion ampli roll 5 tonne
- camion
- camion a benne 2 t 5

Les soumissionnaires intéressés .peuvent retirer le cahier des charges contre paiement de la somme de 5000 da auprès du service marches de la commune d'es senia .munies du cachet humide de l'entreprise.

- Conformément à l'article 67 du décret présidentiel n°15247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics, le dossier de l'offre est constitué en trois parties distinctes:
- Une partie « dossier de candidature » relative aux techniques du soumissionnaire ainsi que sur sa situation administrative.
- Une seconde « offre technique »
- Une troisième « offre financière »

1- DOSSIER DE CANDIDATURE:-

- 1- Une déclaration de candidature; (selon model ci-joint remplis signer et cacheter)
- 2- une déclaration de probité (selon model ci-joint remplis signer et cacheter).
- 3- les statuts pour les sociétés;
- 4- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise;
- 5- Un extrait du casier judiciaire en cours de validité (Original), du signataire de la soumission.
- 6- Une copie de l'extrait de rôle apuré et en cours de validité, ou accompagné d'un échéancier de paiement avec le dernier reçu
- 7- Une copie des attestations de mise à jour CNAS CASNOS, CACOBATPH, en cours de validité
- 8- tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires.
- 8-1- **Capacités financières** : moyens financiers justifiés par Une copie des bilans fiscaux des trois dernières années visés par les services des impôts.
- 8-2- **Capacités techniques** :
- La liste des références professionnelles appuyée par des attestations délivrées par les services contractants Projet similaire .
- 09- Une copie du registre de commerce comportant code afférent à la nature des équipements
- 10- Numéro identification fiscale

02 – OFFRE TECHNIQUE :

- 1- une déclaration à souscrire (selon model ci-joint remplis signer et cacheter)
- 2- copie d'attestation d'agrément
- 3- fiche technique pour matériels+ catalogue
- 4- pièces justificatif concernant le service apré vente
- 5- délai de livraison
- 6- délai de garantie
- 7- un mémoire technique justificatif (selon model ci-joint remplis signer et cacheter)
- 8- le cahier des charges signer et remplis et cacheter portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

03- L'OFFRE FINANCIERE CONTIENT :

- la lettre de soumission ; (selon model ci-joint remplis signer et cacheter)
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ; remplis signer et cacheter
- le détail quantitatif et estimatif (DQE) ; remplis signer et cacheter

N.B : le dossier de candidature, l'offre techniques et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées indiquant la dénomination de l'entreprise la référence et l'objet d'avis d'Appel d'offre ainsi que la mention « dossier candidature », « offre technique », « offre financière », selon le cas ces enveloppes sont mise dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention

2^{eme} avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales
N° 2/2021

Acquisition matériels roulants

Lot n 01 : acquisition matériels roulants pour l'environnement et hygiène

- camion ampli roll 5 tonne
- camion
- camion a benne 2 t 5

à ne ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

Les offres doivent être déposées au bureau des marche commune d'es senia
La date de dépôt les offres est fixé au 21 vingt et un jours à partir de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux.
les soumissionnaires sont invités à assister a l'ouverture des plis technique et financiers qui aura lieu le dernière jour de dépôt des offres
à 10 H 00 au siège de la commune d'es senia
- Le délai de validité des offres est égal au délai de préparation des offres augmenté de quatre-vingt dix jours (90) jours.

FAIT A ES-SENIA, LE 24/01/2021
LE PRESIDENT DE L'A.P.C

ANEP N° 2131000584 Le Quotidien d'Oran 26/01/2021

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION

IMMOBILIERE DE LA WILAYA DE MASCARA

N° identification Fiscale 099829066206233

AVIS DE CONSULTATION N° :04/2021

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Mascara sise à Rue Sidi Kada Belmokhtar Zone 8- Wilaya de Mascara, lance les Projets suivants :

PROJET	PROGRAMME	QUALIFICATION
ACHEVEMENT DES 20 LOGEMENTS PUBLICS LOCATIFS A GHRIS sans VRD EN LOT UNIQUE. 20 LOGTS (BLOC TYPE F3 EN R+4)	QNL 2010/2014/2010	2 ET PLUS DONT L'ACTIVITE BATIMENT PRINCIPALE OU SECONDAIRE
ACHEVEMENT DE REALISATION DES 20 LOGEMENTS PUBLICS LOCATIFS A MENAOUR sans VRD EN LOT UNIQUE. BLOC A01-BARRE 10 LOGTS F3 en R+4 BLOC A02-BARRE 10 LOGTS F3 en R+4	RHP 2010	2 ET PLUS DONT L'ACTIVITE BATIMENT PRINCIPALE OU SECONDAIRE

- peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction de l'office de promotion et de gestion immobilière de Mascara sise à Rue Sidi Kada Belmokhtar Zone 8- Wilaya de Mascara, contre paiement des frais de reproduction fixés à (2000 DA) non remboursables.

Les offres, accompagnées obligatoirement des pièces et documents et en cours de validité, tels qu'exigé par le cahier des charges, (Instructions aux soumissionnaires) doivent être présentées dans trois (03) enveloppes distinctes :

Une 1^{ere} enveloppe pour le dossier de candidature contient :

Le Dossier de candidature comporte les documents suivants

une déclaration de candidature ;

- Une déclaration de probité
- Les statuts pour les sociétés
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants :
- moyens humains : liste des moyens humains et d'encadrement à mobiliser pour le projet (quantitativement et qualitativement) appuyée de l'état des effectifs déclarés à la CNAS ; et justifier par les attestations d'affiliation délivrée par les services de la CNAS.

- moyens matériels : la liste des moyens matériels à mobiliser pour le projet appuyée de toutes pièces justificatives (cartes grises+police d'assurance en cours de validité, facture et PV de constat de l'huissier de justice pour le matériel fixe) , pour le matériel loué sa justification doit être par un contrat de location notarié Planning d'avancement des travaux faisant ressortir la proposition du délai de la réalisation.

Capacités Professionnelles : certificat de qualification et de classification catégorie 2 et plus dont l'activité bâtiment principale, ou secondaire (en cours de validité durant la soumission)

b- Capacités financières :

- Moyens financiers justifiés par les bilans financiers des trois derniers exercices dûment visés par les services fiscaux ou par le commissaire des comptes.

Attestation de solvabilité bancaire.

c- références professionnelles :

La liste des références professionnelles dûment justifiés par des attestations de bonne exécution délivrées par les maîtres de l'ouvrage.

Remarque :

Les documents justifiant les Informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public :

casier judiciaire datant de moins de trois (3) mois porte la mention « néant » : Dans le cas contraire, il doit joindre le jugement et le casier judiciaire. Le casier judiciaire concerne le candidat ou le soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société ;

Extrait de rôle porte la mention néant

Attestation de CNAS-CASNOS-CACOBATH

Registre Commerce

Déclen un numéro d'identification fiscale, pour les entreprises de droit algérien

Dépôt des comptes sociaux pour EURL, SARL, SPA et SNC

Une 2^{eme} enveloppe pour « l'offre technique » contient :

Une déclaration à souscrire.

un mémoire technique justificatif (voir annexe)

Compléter le présent cahier des charges par la mention manuscrite « lu et accepté ».

Une 3^{eme} enveloppe pour « l'offre financière » contient :

2. Lettre de soumission (selon modèle joint) ;
2. le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
3. le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;
4. Le soumissionnaire pourra compléter son offre éventuellement par une lettre de consentement d'un rabais.

A MONSIEUR LE DIRECTEUR GENERALE DE L'OFFICE DE PROMOTION

ET DE GESTION IMMOBILIERE DE MASCARA

« SOUMISSION A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET

D'EVALUATION DES OFFRES »

AVIS DE CONSULTATION N° :04/2021

PROJET	PROGRAMME	QUALIFICATION
ACHEVEMENT DES 20 LOGEMENTS PUBLICS LOCATIFS A GHRIS sans VRD EN LOT UNIQUE. 20 LOGTS (BLOC TYPE F3 EN R+4)	QNL 2010/2014/2010	2 ET PLUS DONT L'ACTIVITE BATIMENT PRINCIPALE OU SECONDAIRE
ACHEVEMENT DE REALISATION DES 20 LOGEMENTS PUBLICS LOCATIFS A MENAOUR sans VRD EN LOT UNIQUE. BLOC A01-BARRE 10 LOGTS F3 en R+4 BLOC A02-BARRE 10 LOGTS F3 en R+4	RHP 2010	2 ET PLUS DONT L'ACTIVITE BATIMENT PRINCIPALE OU SECONDAIRE

La date de dépôt des offres est fixée au Quinze (15) jour avant 13 heure, à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux et le BOMOP.

L'ouverture des plis est prévue le même jour de dépôt des offres à 14 heures. Cet avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires d'y assister.

Si la date de dépôt et d'ouverture des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de Week-end celle-ci est reportée au jour ouvrable suivant aux mêmes horaires auprès du siège de la direction de l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Mascara.

LE DIRECTEUR GENERAL

ANEP N° 2131000567 Le Quotidien d'Oran 26/01/2021

TIZI-OUZOU

Un plan de relance pour l'ENIEM

La situation de crise à l'Entreprise nationale des industries électroménagères (ENIEM) de Tizi-Ouzou, connaîtra un dénouement «dans les prochains jours», a assuré dimanche le wali, Mahmoud Djamaa, à une délégation des travailleurs de l'entreprise, a-t-on appris du directeur local de l'industrie et des mines, Hamitouche Moula.



Le wali a informé les représentants des travailleurs, qui ont organisé une marche pour réitérer leurs revendications, de «la mise en oeuvre dans les prochains jours, le temps d'accomplir les formalités réglementaires nécessaires et d'arrêter les mécanismes adéquats, d'un plan de relance de l'entreprise qui a été soumis au Gouvernement» à indiqué à l'APS, M. Hamitouche.

Les travailleurs, en arrêt de travail depuis 55 jours, ont marché du siège de l'entreprise à la zone industrielle de Oued-Aissi, à la sortie sud-est de Tizi-Ouzou, en destination du siège de la wilaya, en réitérant leurs principales revendications que sont «le départ de l'actuelle direction» et «l'élaboration d'un plan de relance pour l'entreprise».

Le 30 novembre dernier, une note de la direction de l'entreprise annonçait «un arrêt technique d'activité d'une durée d'un mois» (du 01 au 31 décembre), pour cause de «persistance du blocage de la banque pour l'octroi des crédits nécessaires pour le financement des ap-

provisionnement, la rupture des stocks des matières premières entraînant de fait l'arrêt de la production».

Les travailleurs avaient rejeté cette décision et organisé plusieurs actions de protestation pour exiger la reprise du travail, tout en demandant le départ de l'actuelle direction, «responsable», selon eux, de cette situation, ainsi que la mise en place d'un plan de relance pour l'entreprise.

Ils ont été reçus à plusieurs reprises par les autorités locales qui s'étaient engagées à «transmettre leurs préoccupations aux autorités du pays» et une délégation ministérielle a été dépêchée sur les lieux, dès la 1ère semaine, pour s'enquérir de la situation.

Dimanche dernier, c'était au tour du président du groupe Elec-El Djazair de se déplacer au niveau du complexe pour rencontrer les travailleurs qu'il avait invité à reprendre le travail en s'engageant à prendre en charge leurs revendications.

Un plan de relance élaboré, depuis, en collaboration avec le grou-

pe Elec-El Djazair et le ministère de l'industrie prévoyant, entre autres, une éventuelle sous-traitance mutuelle avec d'autres groupes du secteur, a été, également, soumis au Gouvernement.

Pour Mouloud Ould Elhadj, un des représentants syndicaux, les travailleurs refusent de reprendre l'activité car, «en plus de n'avoir rien à faire du fait de la persistance des conditions de blocage, ils savent ce qui les attend». La direction de l'entreprise, souligne-t-il, «est en droit d'aller vers un plan social de licenciement pour raisons économiques en cas de reprise».

Une disposition réglementaire, prévue dans la convention collective de l'entreprise, «permet à l'employeur d'y recourir pour des raisons économiques après deux arrêts techniques d'activité», rappelant que l'ENIEM a, justement, connu deux situations d'arrêt technique d'activité durant l'année écoulée.

Contacté à plusieurs reprises par l'APS, la direction de l'entreprise, dont le siège est fermé, était injoignable toute la journée.

ALGER

Perturbation de l'alimentation en électricité à Ouled Fayet

L'alimentation en électricité au niveau de la Cité 1018 logements LSP Semrouni dans la commune de Ouled Fayet (Alger) sera perturbée durant la journée d'aujourd'hui mardi en raison des travaux de d'entretien des postes électriques, a indiqué lundi un communiqué de la Direction de distribution de Bologhine relevant de la Région de distribution de l'électricité et du gaz d'Alger (SDA).

Cette perturbation de l'alimen-

tation en électricité prévue de 09H00 à 16H00 affectera la Cité 1018 logements LSP Semrouni à Ouled Fayet en partie, a-t-on précisé. La Direction de distribution de Bologhine met à la disposition de ses clients, pour toute information complémentaire, le numéro de son centre d'appel 3303, pour signaler les désagréments que pourrait occasionner cette coupure de l'alimentation en électricité, a ajouté le communiqué.

TIPASA

L'affaire des charges des logements AADL de Sidi Abdallah reportée

La chambre foncière près le tribunal de première instance de Koléa (Tipasa) a décidé, dimanche, de reporter l'examen de l'affaire des «charges supplémentaires» imposés aux habitants des cités AADL de la nouvelle-ville de Sidi Abdallah (Alger), au 14 février prochain.

La décision de reporter l'examen de cette affaire, introduite en justice par l'association des habitants de la nouvelle-ville de Sidi Abdallah contre l'entreprise de gestion immobilière «Gest-Immo», a été motivée

par l'absence de celle-ci, à cette première audience.

A noter que cette même association a introduit, au début de l'année en cours, une action en justice contre l'entreprise en charge de la gestion des logements location-vente (AADL), de la nouvelle-ville de Sidi Abdallah, après avoir constaté l'absence de nombreuses prestations, dont la gardiennage et le nettoyage, ainsi qu'une panne des ascenseurs d'un nombre d'immeubles, est-il signalé.

BLIDA

Plus de 2.200 accès au réseau de fibre optique réalisés en 2020

Quelque 2.261 accès au réseau de fibre optique FTTH (Fiber to the Home, ou Fibre optique jusqu'au domicile) ont été réalisés, par la direction opérationnelle d'Algérie Telecom (AT) de Blida, durant l'année 2020, a-t-on appris, dimanche, de la chargée de communication de cette structure, Hanane Babouche Abada.

«En dépit des circonstances exceptionnelles engendrées par l'épidémie de la Covid-19, depuis mars 2020, la direction opérationnelle locale d'AT a pu réaliser de nombreux projets de raccordement à la fibre optique, dans le cadre du programme annuel de développement du secteur, visant la modernisation du réseau et l'amélioration de la qualité des services offerts», a-t-elle indiqué, à l'APS.

Elle a fait part de la réalisation durant la période indiquée (2020), de 2.261 accès à la technologie FTTH, dont 1.037 dans la nouvelle ville de Bouinane, et 1.224 à la résidence Chrêa, du centre-ville et la cité des 80 logements promotion-

nels de la commune d'Ouled Aich, pour un débit internet de 100 Mb/s, ce qui a permis de raccorder un nombre important de citoyens.

Mme.Babouche Abada a souligné que la direction opérationnelle d'AT de Blida, concentre ses efforts sur la généralisation de cette technologie, considérée comme la meilleure en vigueur, «car Blida a été sélectionnée comme wilaya pilote pour le lancement de la FTTH, une technologie qui permet la transmission d'un service internet de très haut débit jusqu'au domicile du client, notamment dans les zones reculées et les lotissements nouvellement achevés ou en cours de réalisation», a-t-elle expliqué.

Outre la modernisation des réseaux et l'amélioration des prestations et offres fournies aux clients, ces projets ont pour objectif principal d'intégrer les nouvelles technologies, tout en augmentant le taux de couverture des clients en internet et téléphonie, a ajouté la même responsable.

BOUIRA

Carambolage sur la RN 5, trois blessés

Farid Haddouche

Un accident de la circulation s'est produit hier matin, vers les coups de 7 h 30, sur la RN 5, au lieu-dit Tesla, dans la commune de M'Chedallah, à une quarantaine de kilomètres à l'est du chef-lieu de wilaya de Bouira. Il s'agit d'un carambolage entre 6

véhicules (4 camions et 2 voitures) qui s'est soldé par des blessures graves à 3 personnes. Les éléments de l'unité secondaire de la protection civile de M'Chedallah sont intervenus sur le lieu de l'accident pour évacuer les 3 personnes blessées aux urgences du centre hospitalier de M'Chedallah.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

12 jomada ethania 1442

El Fedjr 06h25	Dohr 13h01	Assar 15h47	Maghreb 18h10	Icha 19h32
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



AÏN DEFLA

Les affaires de drogue en hausse

Au total, 50 affaires relatives au trafic de drogue ont été traitées à Aïn Defla en 2020, soit une hausse de 28 % par rapport à l'année 2019 (36 affaires), a indiqué dimanche le commandant du groupement local du Groupement local de la Gendarmerie nationale.

Les résultats obtenus sont le fruit du plan mis en place dans la lutte contre le trafic de drogue, lequel est basé sur l'occupation rationnelle du terrain par les gendarmes ainsi que le recours de manière optimale aux renseignements et à l'élément cynotechnique, a précisé le lieutenant-colonel Meghizli Boubekur au cours d'une conférence de presse consacrée au bilan de ses services durant l'année 2020.

«Sachant que la plus grande quantité de la drogue saisie provient de la partie ouest du pays, nous avons mis en place un plan visant la surveillance des entrées des villes, nous basant sur un certain nombre d'indices préalable-ment choisis pour déterminer les voitures susceptibles de faire l'objet de fouille», a-t-il expliqué.

Et d'ajouter : «la lutte contre la drogue est loin de constituer une sinécure dans la mesure où il faut connaître le profil des criminels potentiels et la manière à laquelle ils recourent pour échapper au

contrôle ou tenter de détourner l'attention des gendarmes».

A la faveur des affaires traitées, il a été procédé à la saisie de 224,76 kg de kif traité, 10,8 g de cocaïne ainsi que 25 véhicules utilisés dans le transport de ce produit prohibé, a-t-il détaillé, faisant état de l'arrestation de 119 individus impliqués dans le trafic de drogue dont 80 placés sous mandat de dépôt.

Abordant le crime ordinaire, le même officier a noté que les crimes et délits contre les personnes arrivent en tête de la liste des affaires traitées (547), suivis de ceux contre les biens (451), la sécurité publique et l'ordre public (90 chacune), la sûreté publique (57), la falsification (37) ainsi que la famille et les us (33), observant que les jeunes (18-40 ans) constituent la tranche la plus impliquée dans ce genre de criminalité.

«Ce qu'il y a lieu de retenir le plus c'est qu'en 2020, les affaires relatives aux agressions contre les personnes, les biens ainsi que la famille et les us ont connu des baisses respectives de 45, 41 et 25 % par rapport à l'année 2019», s'est-il réjoui.

Quelque 66 opérations inopinées lancées au niveau des endroits réputés être le fief de la cri-

minalité ont par ailleurs été lancées durant la période considérée, a-t-on fait savoir, faisant état de l'arrestation de 324 individus impliqués dans divers crimes.

Au sujet des accidents de la route, la même source a fait état d'une baisse de 30 % par rapport à 20219, notant que 81 % des accidents recensés incombent au facteur humain. (les jeunes étant à l'origine de 63 % des accidents).

La baisse du bilan enregistré est susceptible d'être expliquée par l'avènement de la pandémie du coronavirus ayant réduit grandement le trafic routier ainsi que des campagnes de sensibilisation menées durant le deuxième semestre de l'année, a analysé le lieutenant-colonel Meghizli, observant que les jeunes étaient à l'origine de la survenue de 63 % des accidents.

Un total de 7420 appels également été reçus par le numéro vert (1055), a-t-on encore précisé, relevant que l'implication des citoyens est importante dans la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes. Enfin, 25 opérations de sensibilisation sur les risques encourus par la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) ont été menées par ce corps de sécurité au profit des usagers de la route.

CONSTANTINE

20 policiers morts du Covid-19 dans la région Est

Abdelkrim Zerzouri

Suivant un même topo partout ailleurs vécu, l'année 2020 n'a pas été comme les autres pour les services de la police. Ces derniers se sont investis corps et âme dans la lutte contre la propagation du coronavirus sur les plans de la sensibilisation et de la contrainte dans l'application des mesures préventives et autres règles de confinement. Pas moins de 20 policiers sont décédés des suites de leur contamination au Covid-19, a révélé le contrôleur Daoud Mohand Cherif, inspecteur régional de la police de l'Est, lors d'une conférence de presse animée, hier, à Constantine et suivie par visioconférence à travers toutes les sûretés de wilaya de l'Est du pays. C'est pour dire l'engagement de ce corps de sécurité aux côtés des autres services engagés sur le terrain de la lutte contre la propagation du coronavirus. Dans le cadre de la sensibilisation des citoyens sur les dangers du coronavirus et des voies et moyens à distinguer pour s'en prémunir, la police a effectué dans ce contexte durant l'année écoulée pas moins de 308.176 actions de proximité, 2.318 opérations de sté-

rilisation ou désinfection et engagé en parallèle 168.518 poursuites judiciaires pour irrespect des consignes de confinement, soulignera le conférencier. Sur ce même registre, il signalera l'établissement par ses services de pas moins de 170.637 amendes pour non-port de masque et le traitement de 11.983 affaires de transport illégal, et la mise en fourrière de 24.449 véhicules et 5.840 motos. Un autre secteur, pris en charge d'une manière particulière en cette année 2020, en l'occurrence la lutte contre les bandes de quartiers, a permis de traiter 940 affaires impliquant 1.280 personnes, entraînant plusieurs armes blanches. M. Daoud Mohand Cherif soulignera la détermination des services de police pour éradiquer ce fléau étranger aux mœurs de notre société. Au même titre que les agressions contre le personnel médical, où l'on a enregistré 424 affaires, impliquant 529 personnes, dont 415 réglées. Grâce à la nouvelle réglementation et la mobilisation des services de police, précise le conférencier, le nombre des agressions contre le personnel médical s'est nettement tari ces dernières semaines. Les services de la

police judiciaire ont de leur côté traité 90.648 affaires, toujours dans la même période (2020), liées, entre autres, au trafic de drogue et de produits neuroleptiques, trafic d'armes, aux atteintes aux personnes et les homicides (82 assassinats dont 81 réglés) et autres crimes économiques. Le trafic de drogue et de produits neuroleptiques est en hausse avec 12.877 affaires traitées en 2020 (contre 7.684 affaires en 2019), impliquant 16.068 personnes et ayant permis la saisie de 10,08 quintaux de cannabis, près d'un million et demi de comprimés psychotropes, 1.678 grammes de cocaïne et un gramme d'héroïne. Sur le plan des accidents de la circulation, le conférencier a souligné une nette baisse avec 4.214 accidents (5.167 en 2019), ayant entraîné le décès de 208 personnes (240 morts en 2019) et fait 5.247 blessés. Avec un taux de 97,71%, la faute humaine reste la principale des causes des accidents de la circulation, ajoute le même responsable. Quant aux activités aéroportuaires et maritimes, elles ont été considérablement réduites avec la fermeture des frontières dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus.

EL TARF

Poursuite du traitement du glissement de terrain sur la RN 82

Les travaux de traitement du glissement de terrain sur la route nationale 82 (RN 82), située dans la commune frontalière de Ain Kerma (El Tarf), se poursuivent à un taux de réalisation de près de 98%, a-t-on appris dimanche auprès des services de la Direction locale des travaux publics (DTP).

Lancés en chantier en février 2020, ces travaux portent, ont ajouté les services de la DTP, sur la réalisation d'un drain, opération inscrite dans le cadre de la première tranche d'une opération d'entretien et de remise à niveau des routes nationales.

Les travaux d'assainissement et de drainage portent, a-t-on expliqué, sur

la réalisation d'un fossé bétonné, d'un ouvrage busé ainsi que le confortement du talus avec, notamment, enrochement et géotextile de filtration. Les travaux ayant nécessité un investissement de près de 39 millions de dinars ont enregistré des retards dans leur livraison, a indiqué la même source, relevant que le délai prévisionnel était initialement de huit (08) mois.

Les travaux de soutènement sur micro-pieux prévus, également, au niveau de cette route nationale portent, a-t-on signalé, sur la construction d'un mur ainsi que le traitement de la section route.

Ce projet dont le délai de réalisa-

tion est de 10 mois, a nécessité un coût global de 200 millions de dinars.

Lors de sa récente visite de travail, le ministre des Travaux publics dans cette wilaya avait souligné «l'urgence» des travaux en cours au niveau de cette route nationale, qui est source de désagréments aux habitants en raison de sa dangerosité. Pas moins de 13 glissements de terrain sont enregistrés au niveau de la route nationale 82 située entre les communes de Zitouna et Bouhadjar, a-t-on rappelé à la DTP, signalant les efforts déployés par l'Etat dans le cadre de l'entretien et la modernisation des routes et la prise en charge des pré-occupations des citoyens.

MILA

L'alimentation en eau affectée dans 10 communes à cause de travaux

Des travaux de réhabilitation de la station de traitement d'eau potable d'Ain Tine (Sud de Mila), lancés dimanche, vont réduire la production quotidienne d'eau, affectant la distribution dans 10 communes du nord de la wilaya, rapporte dimanche un communiqué de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE).

La production de la station baissera de 20.000 m3, ce qui affectera le programme de distribution d'eau dans les communes de Mila, Grarem Gouga, Sidi Merouane, Zaghia, Oued Nedja, Rouached, Ahmed Rachedi, Ferdjoua, Tiberquent et Yahia Beni Guecha, indique le communiqué.

Les travaux dureront trois mois

et concerneront les filtres de carbone actif et les filtres biologiques, ajoute le texte.

Les services de l'ADE ont rassuré les populations des communes concernées qu'une série de mesures visant à assurer la continuité du service public d'eau durant la période des travaux a été prise incluant la fixation de quotas de distribution aux habitants de ces collectivités locales en fonction de la capacité de production, révèle le communiqué.

Il ajoute également qu'une commission de contrôle quotidien a été installée pour la mise en œuvre du programme de distribution et qu'un numéro vert (1593) est mis à leur disposition pour toute information ou réclamation.

TÉBESSA

Darmoune espère mieux

A. C.

Dès qu'on évoque la commune de Thlygene, il vient à l'esprit de certains la région de Darmoune, et pour cause, ce hameau encastré au pied d'un relief accidenté constitue, à lui seul, une référence en matière d'élevage d'une race ovine de qualité. Une réputation qui, avec le temps, a dépassé les frontières du pays.

Parler de la qualité de la viande d'agneau de Darmoune faisait saliver les gens, dit-on. Un agneau élevé dans les vastes parcours de pâturage, une viande bio au goût de romarin, à la saveur unique.

Pourtant, les éleveurs de la région ne se sentent pas en sécurité, tant les interventions de gens hors de l'activité d'élevage font naître en eux ce sentiment de frustration, d'ingratitude du métier et quand ils sèment, ce sont d'autres qui viennent récolter les fruits de leurs efforts. Des spéculateurs parcourant les marchés à bestiaux de Chéria, Tébessa et Bir Mokkadem à la recherche d'animaux à revendre à l'occasion des fêtes religieuses, cérémonies de mariage, au prix fort. Une chose

qui n'arrange pas les petits éleveurs. Ceux-ci veulent avoir leur propre marché à bestiaux à Thlygene et pourquoi pas des activités dans l'agroalimentaire, à travers l'investissement dans la réalisation d'abattoirs.

A Darmoune, on se vante de la réussite dans le créneau des cultures fourragères (luzerne, avoine) et dans l'arboriculture en dépit des entraves souvent signalées par les agriculteurs, déficit en électricité rurale, réhabilitation ou ouverture de pistes, forage de puits destinés à l'irrigation, entre autres.

Et pourtant, les fellahs continuent d'exploiter leurs parcelles de terres et l'élevage de leurs troupeaux de moutons. Enfin, retenons que la commune rurale de Thlygene située à une dizaine de kilomètres à l'est de Chéria est la plus vaste du point de vue superficie (1.825 km²) sur les 28 communes que compte la wilaya de Tébessa et recèle à elle seule un quart du cheptel (300 mille têtes). Située sur un axe routier dense (RN 16-83), la localité pourra faire un important relai routier, en activités de services et de commerce.

Une femme découverte morte à son domicile

Les pompiers de l'unité principale à Tébessa sont intervenus, ce dimanche, pour évacuer le cadavre d'une femme âgée de 54 ans, retrouvée morte chez elle, à la cité du 1^{er} Novembre, sise au chef-lieu de la wilaya de Tébessa. Le corps de la victime présentait plusieurs coups sur le

crâne et le thorax. La défunte a été transférée à la morgue de l'hôpital Alia Sahah, a-t-on appris de la DPC.

Une enquête a été ouverte par les services compétents afin d'élucider les causes et les circonstances de cette mort.

A. C.

10 bus de transport scolaire en renfort

Dix (10) bus dédiés au transport scolaire ont été attribués, à la fin de la semaine passée, au profit de plusieurs communes de la wilaya de Tébessa, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Ce quota de bus a été octroyé par le ministère de l'intérieur et des collectivités locales à plusieurs communes entre autres, Bir El-Atter, Négrine, El-Houdjbet, Bir Mokadem, Ain Zarga et Laouinet, a-t-on précisé.

«Cette opération vise l'amélioration des conditions de scolarisation des écoliers habitant les zones d'om-

bre et les régions enclavées», a ajouté la même source, soulignant que le transport scolaire, les repas chauds et la réhabilitation des établissements scolaires représentent «les principales préoccupations des autorités locales». En outre, une «importante» enveloppe financière a été mobilisée du budget de wilaya de l'année 2021 pour l'acquisition de 10 nouveaux bus scolaires qui seront répartis sur d'autres communes, afin d'assurer de bonnes conditions de scolarisation des élèves notamment du cycle primaire, a-t-on conclu.

GUELMA

Trois opérations pour renforcer l'alimentation en eau potable

Trois grandes opérations de renforcement de l'approvisionnement en eau potable des habitants de la wilaya de Guelma mobilisant 1,7 milliards DA seront engagées en 2021, a-t-on indiqué dimanche à la direction locale des ressources en eau.

Une de ces opérations sectorielles appelées à bénéficier aux 34 communes de la wilaya portera sur la rénovation d'une partie de 2,6 km de la canalisation de pompage à

partir de la station de traitement des eaux du barrage Bouhamdane (dans la commune de Hammam Debagh) jusqu'au château d'eau de la commune de Medjaz S'fa, a souligné la même source.

La canalisation à mettre en place sera en acier avec un diamètre de 1000 mm et mobilisera une enveloppe financière de 400 millions DA, a-t-on fait savoir.

La seconde opération divisée en

16 lots portera sur la construction de réseaux de distribution d'eau potable, de châteaux d'eaux et de stations de pompage au profit de villages et agglomérations secondaires de 15 communes de la wilaya, a-t-on ajouté. La dernière grande opération comprenant 26 lots concernera la requalification des stations de pompage d'eau dans 20 communes de la wilaya, a relevé la direction des ressources en eau.

JIJEL

L'eau H24 pour plus de 90% des quartiers

Plus de quatre-vingt dix pour cent (90%) des quartiers de la ville de Jijel sont alimentés en eau potable 24h sur 24h, a-t-on appris dimanche auprès des services de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE). Les services de l'ADE s'attèlent depuis des mois à améliorer le service public de l'eau, leur permettant d'atteindre durant le mois de janvier courant un taux de distribution en H24 pour plus de 90% des quartiers de la ville de Jijel, selon la même source.

Plusieurs opérations et interventions avaient été concrétisées sur le

terrain par les services techniques de l'ADE pour garantir une meilleure alimentation en cette substance vitale à la population, a-t-on précisé.

En début de cette semaine, les quartiers Herathène, Chemaim et Lagabi totalisant 20.000 âmes ont bénéficié d'un système d'alimentation en eau potable en H24 à l'issue des ajustements techniques réalisés sur les conduites principales de distribution, a-t-on fait savoir.

Les interventions menées en octobre 2020 par les agents de l'ADE sur les conduites de distribution de l'eau potable a permis une

AEP en H24 pour environ 80.000 âmes des quartiers El Forsane, Ben Achour, El Mekasèb, 40ha et l'université, a-t-on indiqué.

Des opérations similaires seront effectuées «prochainement» au quartier Errabta pour une meilleure prise en charge des besoins en eau potable, a-t-on ajouté.

L'ADE de Jijel avait lancé, il y a des mois, de vastes opérations d'intervention pour réparer les différentes pannes signalées sur son réseau (sur environ 50 points) en vue de réduire les fuites d'eau et préserver cette ressource vitale, a-t-on rappelé.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

12 jomada ethania 1442

El Fedjr
06h11Dohr
12h47Assar
15h34Maghreb
17h57Icha
19h19

Rejets des eaux usées et huileuses dans les réseaux d'assainissement Contrôle des stations de lavage et de vidange à Aïn El Turck



Rachid Boutlelis

Dans le cadre de la lutte contre la pollution et l'atteinte à l'environnement, à l'intérieur du tissu urbain, les services d'Hygiène de la commune d'Aïn El-Turck, viennent de lancer une opération de contrôle des stations de lavage et de graissage à travers l'ensemble des localités côtières, a-t-on appris auprès des services de la commune. Il s'agit, selon nos sources, d'une opération programmée par les services d'Hygiène, chaque année, pour inciter les gérants de ces stations à se conformer aux règles de protection de l'environnement.

Lors de la précédente opération, le mois de mars dernier, les agents de contrôle avaient dressé près d'une vingtaine de mises en demeure à des gérants et propriétaires de stations de lavage et vidange, réparties entre les localités et le chef-lieu de la commune d'Aïn El Turck.

Il est reproché aux contrevenants, le rejet des eaux huileuses dans les réseaux d'assainissement. Selon nos sources les gérants et propriétaires de ces stations ont été sommés de mettre à niveau leurs installations, sous peine de fermeture. Il faut

signaler que dans le cadre des dispositions prises pour lutter contre les rejets des huiles usagées dans le réseau d'assainissement, une vaste opération de recensement des entreprises ne disposant pas de station de prétraitement, a été lancée. L'opération prévoit, aussi, le recensement des vidangeurs privés conventionnés avec les industriels.

Selon nos sources, cette opération vient en application des dernières instructions des services de la wilaya et s'inscrit dans le cadre des mesures prises par les autorités de la wilaya visant une traçabilité des déchets rejetés dans les réseaux d'assainissement.

En effet, et selon les mêmes sources, l'ex chef de l'exécutif de la wilaya a instruit, lors d'une visite à la station de traitement et d'épuration du Groupement urbain d'Oran, sise à El Kerma (Es-Sénia), la direction de l'Environnement de la wilaya à travailler dans la sérénité, avec la SEOR, pour dénombrer, en urgence, toutes les entreprises qui n'ont pas de station de prétraitement ainsi que les vidangeurs privés qui évacuent cette contenance vers les regards isolés du réseau de la SEOR. « La traçabilité doit passer par la SEOR »,

a-t-il souligné, tout en insistant sur une coordination avec la police des eaux et la direction du Commerce pour savoir si les vidangeurs privés sont conventionnés, connaître leurs points de rejets et s'ils disposent d'un registre de commerce.

Il y a lieu de signaler que près de 40.000 tonnes d'eaux huileuses sont rejetées, chaque année, dans les réseaux d'assainissement ou d'autres milieux récepteurs. Une récente étude commandée par la direction a permis de révéler, une atteinte flagrante à l'environnement, dont les principaux acteurs sont les responsables des stations-services. La quantité de ces rejets représente près de 40% de l'ensemble des déchets spéciaux dangereux de la wilaya d'Oran, estimés à 10.000 tonnes par an. L'étude du Plan de gestion des déchets spéciaux (DS) et déchets spéciaux dangereux (DSD), réalisée par le Cabinet d'études environnementales et risques industriels (CEERI), indique que l'ensemble des effluents aqueux, provenant des eaux de lavage des planchers, des équipements et des véhicules sont rejetés directement dans le réseau d'assainissement ou en milieu récepteur.

Délégation du médiateur de la République 70% des requêtes des citoyens réglées

La délégation du médiateur de la République de la wilaya d'Oran a réglé 70% des requêtes grâce à un personnel mobilisé pour faciliter toute mesure garantissant les droits du citoyen, et ce en coordination avec les instances locales concernées, a affirmé le délégué local de l'instance, Choaïb Baghli.

Depuis son entrée en activité, le 16 août dernier, la délégation locale du médiateur de la République a reçu plus de 500 requêtes, a indiqué M. Baghli, assurant que toutes ont été étudiées et envoyées aux secteurs concernés. Selon le délégué, les requêtes ont trait, pour la plupart, au logement public toutes formules confondues, à la réalisation d'équipements publics dans les nouvelles cités d'habitation, à l'éclairage public, aux autorisations d'ouverture de pharmacies, aux problèmes relatifs au foncier agricole et l'aménagement des zones industrielles, entre autres. « Toutes les requêtes parviennent aux responsables locaux concernés, ce qui explique que 70% d'entre elles ont été réglées », a-t-il estimé, qualifiant le bilan réalisé de « positif ».

M. Baghli a expliqué à l'APS la méthode de gestion des missions de la délégation du médiateur de la République d'Oran, au niveau local, notamment ce qui a trait au suivi quotidien des doléances et préoccupations des citoyens, ainsi que la rapidité de leur prise en charge conformément aux lois et règlements en vigueur. Le suivi, a ajouté le délégué local, débute dès l'accueil des citoyens pour le dépôt des réclamations et des requêtes, poursuivant qu'un guichet de réception et d'orientation est dédié à cet effet à l'entrée du siège de la délégation, où un formulaire contenant les renseignements personnels et l'objet de la requête est rempli puis enregistré sur le réseau. Pour le dépôt des requêtes, « le citoyen peut prendre rendez-vous via le site de la délégation sur les réseaux sociaux, par courrier électronique ou en se présentant directement au siège local, sans rendez-vous préalable », a fait savoir M. Baghli, notant que le personnel de la délégation prend soin de recevoir les préoccupations des citoyens, en toute circonstance de 8h à 19h.

« Le personnel de la délégation offre les meilleures conditions d'accueil aux citoyens, ce qui a pour effet de les rassurer d'autant que parfois ils sont accablés par des préoccupations complexes et difficiles à solutionner », a-t-il assuré.

Afin de garantir un bon accueil aux citoyens, une psychologue reçoit leurs réclamations et les aide à rédiger leurs renseignements. Suite à quoi, elle oriente les plaignants pour la présentation de leurs requêtes, qu'ils discuteront avec l'un des conseillers du délégué du médiateur de la République.

Les personnes âgées ou présentant des handicaps sont reçues au rez-de-chaussée du siège pour leur éviter le désagrément de monter à l'étage supérieur, a ajouté le responsable.

DES CONSEILLERS DE DIVERSES SPÉCIALITÉS POUR L'ÉTUDE DES REQUÊTES

La délégation, dont le siège local a été inauguré par le médiateur de la République, Karim Younès, le 5 janvier en cours, emploie plusieurs conseillers de diverses spécialités, dont des bénévoles, pour une étude appropriée des recours et réclamations.

Elle peut également faire appel à un expert si la requête le nécessite, a affirmé M. Baghli, ajoutant que les conseillers étudient d'abord les requêtes avec les concernés, puis enquêtent et s'assurent de leur compatibilité avec les lois en vigueur, pour enfin les envoyer à l'administration publique concernée pour leur prise en charge. A ce propos, le délégué local a relevé qu'un « délai de 15 jours est accordé à l'administration publique pour répondre à la requête et la prendre en charge », poursuivant qu'« une fois le délai expiré le wali est informé ».

Et si la réponse tarde encore plus d'une semaine, une correspondance est envoyée directement au ministère de tutelle, sous la supervision du médiateur de la République. Dans certains cas, le délégué du médiateur de la République prend en charge de régler la réclamation à l'amiable, notamment dans certains litiges entre des fonctionnaires et leurs directeurs, a indiqué à titre d'exemple, le responsable.

Depuis l'inauguration de son nouveau siège de deux étages sis à la cité Emir Abdelkader (Bir El-Djir), la délégation accueille une moyenne quotidienne de 40 personnes, généralement des jeunes, a-t-on indiqué. Des citoyens, rencontrés à la délégation, ont fait part de leur satisfaction quant aux conditions d'accueil et la qualité d'écoute de leurs préoccupations par l'instance.

Un prix littéraire au nom de la poétesse défunte «Oum Siham»

Le club littéraire "Athar El-Abirine" d'Oran vient de créer "le prix littéraire d'Oum Sihem" en hommage à la poétesse défunte et à ses œuvres qui ont eu un impact sur le champ culturel de la capitale de l'ouest du pays, a-t-on appris, lundi, des initiateurs de ce prix.

Ce club littéraire a décidé de créer un prix national annuel intitulé "prix littéraire d'Oum Sihem" à la mémoire de la poétesse Bilal Amaria, décédée le 19 janvier de l'année en cours, en hommage à ses créations dans la poésie et à sa présence intensive dans les dif-

férentes soirées poétiques et les rencontres organisées sur les plans local et national, a indiqué à l'APS le président du club, relevant de l'association locale "Wahiou mouthaqafine" (l'inspiration des intellectuels).

Le prix, qui sera lancé cette année, sera annoncé lors de la cérémonie de remise des prix aux lauréats du concours national "écrits au temps du confinement", prévue mercredi prochain à la salle du musée national public "d'art moderne et contemporain" d'Oran et organisée par le club en question, avec la par-

ticipation de l'association "wahiou mouthaqafine" et la direction de la culture et des arts de la wilaya d'Oran, a déclaré le romancier Cherif Rouane.

A cette occasion, les trois premiers lauréats de la catégorie "nouvelle", en l'occurrence Rajaâ Mohamed, Mrah Rachid d'Oran et Bendahou Nabil de Tlemcen, ainsi que les trois premiers lauréats dans la catégorie "pensée", à savoir Keddad Mohamed, Rassani Mohamed d'Oran et Samia Beahmed de Batna, seront récompensés, en plus des lau-

réats de la catégorie "poésie", notamment Fatima Zohra Gharbi, Sohaïb Djaouadi d'Oran et Halfaoui Mohamed de Mascara, selon la même source. Ce concours virtuel, qui a eu lieu jusqu'au mois d'octobre dernier, a vu la participation de 72 candidats de différentes wilayas du pays, en plus de 8 innovateurs de Tunisie, du Maroc, d'Egypte et d'Irak, qui ont participé hors concours et ont été récompensés par des certificats de participation qui leur ont été envoyés par courrier électronique, a-t-on ajouté.

«Salaire dérisoire» et «prime Covid-19 non perçue» Protestation des communaux devant le siège de l'APC

Rachid Boutlelis

Des dizaines de communaux ont observé, hier, un sit-in devant le siège de la mairie d'Oran, pour dénoncer la situation délétaire, en termes de salaire, dans laquelle ils se débattent. Les manifestants des travailleurs exerçant dans différents secteurs urbains dépendant de l'APC, chef-lieu de la daïra d'Oran, ont revendiqué les primes qu'ils devaient percevoir durant la crise sanitaire, conformément aux instructions du gouvernement. Brandissant des banderoles dénonçant l'opprobre auquel ils sont sordidement confrontés dans leur statut de travailleurs, depuis des années et les engagements non honorés des responsables locaux, les manifestants ont crié leur désarroi et leur désapprobation durant une partie de la matinée d'hier. Les revendications ont gravité essentiellement autour d'une augmentation du salaire, de la perception de la prime du Covid-19 et de l'amélioration des conditions de travail. « Cela fait 6 mois que nous n'avons pas perçu la prime du

Covid-19 et nous dénonçons le laxisme et l'indifférence des responsables concernés, éprouvés à notre égard. Nous revendiquons également le rééchelonnement des salaires à hauteur du Smig, conformément aux normes universelles relative au statut du travailleur, ainsi que l'amélioration de nos conditions de travail », ont martelé en écho, sur un ton laborieusement sarcastique des communaux abordés sur les lieux par 'Le Quotidien d'Oran', avant d'ajouter avec un mélange de colère, de sidération et de sarcasme « nous percevons un salaire mensuel de 9 000 DA, c'est absurde-ment insensé, une insanité et une honte à notre époque. La grande majorité d'entre nous sont des pères de famille. Nous n'avons perçu pas la prime de 25.000 DA depuis 6 mois. Nous travaillons dans des conditions épouvantables et effarantes, qui flirtent avec l'aviissement ». Par souci d'équité, nous avons vainement tenté de nous rapprocher des responsables concernés pour avoir leur version des faits. La semaine dernière, des travailleurs de la commune d'Oran,

non affiliés à la section syndicale UGTA, se sont rassemblés devant le siège de la Recette communale d'Oran, sise au centre-ville, pour protester, contre des promesses non tenues par des responsables qualifiés d'incompétents ».

Selon les protestataires, cette action intervient après un ultimatum adressé aux autorités locales pour la satisfaction de leurs revendications et qui a expiré jeudi dernier. Arborant des affiches demandant le départ des responsables de la direction des Finances de la commune d'Oran et le secrétaire de la Recette communale. Les protestataires ont exigé des explications sur les subventions accordées par la wilaya à la commune d'Oran. En résumé, ces travailleurs demandent le départ des responsables de la direction des Finances qui n'ont pas pu régler le problème financier dont ils souffrent. Pour rappel, ces communaux avaient annulé, mardi dernier, leur quatrième sit-in devant le siège de la Recette communale. Les travailleurs affirment avoir reçu des garanties sur la prise en charge de leurs doléances, mais rien n'a été fait.

Délégation communale «El Menzeh»

Un programme horaire pour lutter contre le rejet anarchique des ordures



K. Assia

Un programme horaire visant à réorganiser la collecte des ordures ménagères dans le secteur urbain d'El Menzeh vient d'être instauré a-t-on appris, auprès de son délégué M. Sahraoui. L'opération vise à lutter contre le rejet anarchique des ordures ménagères et permet de respecter les horaires du passage des camions chargés de la collecte.

Les responsables de la délégation communale invitent désormais, les habitants à faire preuve de civisme et à se conformer au nouveau programme qui fixe les tranches horaires pour jeter leurs ordures. Ainsi et pour mieux réor-

ganiser l'opération de collecte, il a été décidé de fixer les horaires de 18h à 20h, pour les habitants de certains quartiers dont le passage du camion est prévu dans la nuit. Il s'agit, de l'ancien Canastel, les coopératives 117, 380, 11 octobre, 128, les coopératives Benboulaïd et Ahmed Wahid. En ce qui concerne les coopératives Tekouk, Haï 20 Août, le Front de mer, les promotions immobilières et la cité militaire, les habitants doivent déposer leurs sacs d'ordures entre 6h et 8h du matin. A la cité des '1.430 logements, 2 rotations sont prévues le matin et dans la soirée. Sur ce, un appel est lancé à tous les habitants et les commerçants pour respecter les horai-

res et toute transgression et non respect de ce programme horaire peut entraîner des sanctions. Ce dispositif vise selon ses initiateurs à lutter contre la prolifération des décharges sauvages et à inciter les habitants à entretenir leur environnement. Une réunion regroupant les responsables de la délégation communale 'El Menzeh' et les représentants de l'entreprise 'Oran Propreté' a été tenue, ce qui a permis de mettre sur pied ce programme horaire.

La semaine dernière, 30 tonnes d'ordures ménagères ont été ramassées à la cité '1.430 logements' à Canastel. Une opération qui a été menée en collaboration avec l'entreprise 'Oran Propreté'.

Vaccination contre la grippe saisonnière et dépistage du Covid 19 L'ANP dans les localités déshéritées de la wilaya



J. Boukraâ

Les campagnes de vaccination contre la grippe saisonnière et du dépistage de la Covid-19, décidées par le Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP), au profit des habitants des zones enclavées, se poursuivent dans la 2^{ème} Région militaire (RM). Selon un communiqué du MDN « en exécution des instructions du Haut Commandement de l'Armée nationale populaire et dans le cadre du soutien apporté au système national de Santé, les équipes médicales des services de santé militaires de la 2^{ème} Région militaire ont lancé, avant-hier, 24 janvier, une campagne de vaccination contre la grippe saisonnière et la détection du virus Covid-19, à l'aide de tests de détection rapide, dans les zones d'ombre de la wilaya d'Oran ». Des équipes médicales équipées de tous les moyens matériels nécessaires et composées de médecins spécialistes, ont été mobilisées au profit des habitants des zones isolées. Les citoyens ont exprimé leur satisfaction face à de telles initiatives émanant

de l'Armée nationale populaire, sachant que cette campagne humanitaire est menée, en continu, à travers les différentes Régions militaires, afin de soutenir en permanence les citoyens des zones isolées et de leur porter assistance en toutes circonstances. Pour rappel la direction de la Santé et de la Population d'Oran a mobilisé tous ses moyens en prévision de la campagne de vaccination contre le Covid-19. Pour sensibiliser la population une campagne d'information sur la vaccination contre la pandémie Covid-19 a été entamée dans la wilaya d'Oran, avec l'objectif de toucher un maximum de personnes, notamment les personnes vulnérables pour leur expliquer l'importance de la vaccination, mais aussi pour apaiser les appréhensions que peuvent avoir certaines personnes par rapport au vaccin anti-Covid19. La campagne de sensibilisation impliquera les professionnels de la Santé, notamment ceux des établissements de santé de proximité, les imams et la société civile, qui veilleront à sensibiliser un maximum de personnes.

Bousfer et Hai El Badr

Un mort et un blessé grave dans deux incendies

Un jeune homme, âgé de 25 ans, est mort avant-hier, dans un incendie. Selon la Protection civile le drame s'est produit dans une habitation à la plage dite 'la grande' dans la commune de Bousfer. Selon la même source, la victime originaire de la wilaya de Mascara, souffrant de brûlures des parties supérieures et inférieures du corps a été découvert mort à l'intérieur de la maison qui a pris feu. La dépouille mortelle

a été déposée à la morgue de l'hôpital d'Aïn El-Turck. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de ce drame. Le même jour un homme a été gravement blessé dans des circonstances pareilles à Haï El Badr, où une habitation avait pris feu. L'infortuné, âgé de 32 ans, a été brûlé sur plusieurs parties du corps. Il a été transféré au service des brûlés de l'établissement hospitalier 1^{er} Novembre 1954.

J. B.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Ferendi Fouzia, 91 ans, Victor Hugo
Bekouche Mohamed, 80 ans, Bousfer
Kibir Cherifa, 94 ans, Bel-Air
Benali Zoubida, 83 ans, Maraval

Horaires des prières pour Oran et ses environs

12 jomada ethania 1442				
El Fedjr 06h40	Dohr 13h16	Assar 16h05	Maghreb 18h28	Icha 19h49



Sidi Chahmi et Ras El-Aïn Relogement de plus de 3.000 familles en mars



J. Boukraâ

Initialement prévue pour ce mois, l'opération de relogement de plus de 3.000 familles des bidonvilles a été reportée au mois de mars prochain, et ce, pour permettre l'achèvement des derniers travaux d'aménagement extérieurs, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Il s'agit des bidonvilles de Sidi Chahmi et Ras El Aïn. Les familles bénéficieront de logements décents dans les sites de Benfreha et Oued Tlalat. Concernant le quota réservé à ces familles, les mêmes sources indiquent que 2.500 logements implantés à Oued Tlalat et 1.000 autres à Benfreha sont en phase d'achèvement et seront fin-prêts, avant la fin de l'année en cours. Les mêmes sources indiquent que les opérations de relogement se feront par étapes tout au long du 1^{er} trimestre de l'année prochaine.

D'autre part et selon des sources de la wilaya, l'affichage des listes des bénéficiaires des logements sociaux, dans une dizaine de communes de la wilaya est programmé pour le 1^{er} semestre de l'année prochaine. Selon les services de la wilaya, l'affichage concernera, entre autres, les communes de Bethioua, Ain El

Bia, Oran, Misserghine, El Kerma, Hassi Mefsoukh, Bousfer, El Ancor... Les mêmes interlocuteurs indiquent que l'étude des dossiers et les enquêtes ménages, qui étaient à l'arrêt à cause de la pandémie, ont repris depuis quelques semaines.

Le retard dans l'attribution des programmes achevés des logements sociaux dans plusieurs communes de la wilaya, est à l'origine de plusieurs actions de protestation des mal-logées à travers la wilaya d'Oran, notamment les habitants des bidonvilles, à l'image d'Es-Senia, Ain El-Turck, etc. L'affichage des listes de bénéficiaires des logements sociaux constitue un véritable casse-tête pour les gestionnaires des collectivités locales de la wilaya d'Oran, car souvent confrontés au problème de l'inadéquation entre l'offre et la demande. A ce titre et selon des sources proches de la wilaya, près de 4.000 logements répartis entre une dizaine de communes, n'ont toujours pas été distribués. Il s'agit de programmes qui ont été achevés, pour certaines communes, il y a plus de 6 ou 7 années. Selon nos sources, le retard dans l'affichage des listes ne fait qu'accentuer la pression sur les services chargés de l'attribution de ces logements, car au fil des

ans le nombre de demandeurs ne fait qu'augmenter. A ce titre nos interlocuteurs signalent que le nombre de demandes déposées dans certaines communes dépasse, de très loin, le nombre d'unités proposées à la distribution. A Ain El-Bia, la commune a bénéficié de 300 logements pour plus de 7.000 demandeurs, Mers El Hadjadj de 300 logements pour près de 2.000 demandes, Es-Senia plus de 12.000 demandes pour 700 logements sociaux, Gdyl 500 unités pour près de 8.000 demandes, tout comme d'autres communes à l'instar de Misserghine, Bethioua où les programmes réalisés sont loin de répondre à la forte demande.

Selon nos sources, le wali d'Oran a instruit les chefs des daïras et les maires des communes retardataires, concernés pour procéder à l'affichage des listes des bénéficiaires, dans les plus brefs délais. La décision du wali vise à accélérer le processus d'attribution de ce quota de logements dans les plus brefs délais, selon nos interlocuteurs. A ce titre et conformément à cette directive, certaines communes concernées par le programme et qui ont finalisé leurs listes, procéderont à l'affichage, au début de l'année prochaine.

Malgré son classement zone protégée 2.100 pêcheurs activent aux alentours des îles Habibas

Pas moins de 2.100 pêcheurs exercent leurs activités dans un périmètre proche des îles Habibas (Oran), indique une étude réalisée récemment avec le concours de la direction locale de l'Environnement. Cette étude fait état de 2.100 professionnels qui pratiquent la pêche, régulièrement aux alentours des îles Habibas, considérées comme zone protégée et donc interdite aux activités de pêche, a précisé la directrice de l'Environnement Samira Dahou. La question de la protection de cette zone, a-t-elle souligné, se pose ainsi de manière accrue, surtout que le plan de gestion des îles demeure inexistant, de même que le balisage qui définit les limites de la zone permise et de la zone interdite à la pêche. Malgré le classement des îles Habibas comme « Aire spécialement protégée

d'importance méditerranéenne (ASPIM) depuis 2005, et national comme zone protégée en 2003, les textes de lois définissant les modalités de protection n'ont pas encore été établis, a-t-elle déploré.

La direction de l'Environnement a récemment participé à une visioconférence avec le ministère de l'Environnement où tous ces problèmes ont été posés, a fait savoir la même responsable, estimant que le classement des îles par arrêté de wilaya et la promulgation de textes d'application de la loi relative au classement des Aires marines protégées promulguée en 2011, devra permettre d'élaborer un plan de gestion et résoudre ces problèmes. Le zonning des îles permettra de poser un balisage, limites claires que les pêcheurs seront obligés de respecter, a-t-elle déclaré.



Gdyl

Démantèlement d'un atelier clandestin de fabrication de détergents



Un atelier clandestin de fabrication de détergents a été démantelé dans la commune de Gdyl, wilaya d'Oran, par les services de la Gendarmerie nationale, a rapporté, dimanche, la cellule de communication du groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Oran. L'opération s'est soldée par la saisie d'une quantité de détergents périmés d'une valeur de 15 millions de DA, a-t-on fait savoir.

Dans le cadre de la protection du consommateur et de la répression de la fraude et sur la base d'informations parvenues aux éléments la brigade de protection de l'environnement d'Oran, relevant du groupement territorial de la Gendarmerie nationale, faisant état de l'exis-

tence d'un atelier clandestin de fabrication de détergents, à Gdyl, une enquête a été ouverte permettant la localisation de l'atelier, a-t-on indiqué. Après avoir accompli toutes les procédures réglementaires et l'obtention d'une autorisation de perquisition, délivrée par le procureur de la République du Tribunal de Gdyl, l'atelier a fait l'objet d'une perquisition, a précisé la même source, ajoutant que sur les lieux, les enquêteurs ont découvert l'existence d'une activité de fabrication de produits détergents de différents types, déjà périmés, de manière illégale. 4.692 bouteilles de détergents de type 'lave-sol', 840 bouteilles de dégraissants et de nettoyants de vaisselle, 6 fûts de 100 litres cha-

cun contenant du liquide détergent et désodorisant de sol, 5 barils contenant de la matière première de fabrication de détergents, 3 autres barils de 100 litres contenant de la matière première pour la fabrication d'autres types de détergents ont été saisis, a-t-on ajouté.

Un baril contenant du détergent liquide dégraissant, un baril de produit chimique (sulfate de sodium) utilisé dans la fabrication de liquide nettoyant, ainsi que 9.280 bouteilles prêtes au remplissage, ont été également saisis, lors de l'opération. Un dossier judiciaire à l'encontre des personnes impliquées a été préparé pour les présenter devant les autorités judiciaires compétentes.

TLEMCEM

« Un risque de troisième vague », alerte le Pr. Lounici

Khaled Boumediene

Le Pr. Lounici Ali est visiblement inquiet sur le risque de la troisième vague de la Covid-19. « Il y a un risque de troisième vague ! Nous devons être très vigilants ! », alerte le chef du service de médecine interne du CHU de Tlemcen. Le professeur est revenu sur les arguments dont dispose l'Algérie aujourd'hui pour envisager le risque d'une troisième vague. « Si l'on analyse bien les vagues précédentes, l'on constate premièrement, que ce virus appelé SARS-CoV-2 ou Covid-19, ne se comporte pas du tout comme les virus qu'on avait l'habitude de voir.

Il a un comportement anormal et imprévisible ! Le virus est apparu d'abord en Chine en décembre 2019 puis il s'est propagé en Europe vers janvier - février avec un pic en mars dans les pays du sud de l'Europe. Il est apparu, en Algérie, en mars 2020 avec un pic en avril et mai. Il était moins agressif et moins redoutable qu'en Espagne, France et Italie. Mais, sans disparaître complètement, il est revenu en juillet et août alors que tout le monde pensait que le fait de la température élevée atteignant les 40 °C, ce virus ne pouvait pas se propager. Il était beaucoup plus agressif et il a mis en péril toutes les capacités d'hospitalisation de nos structures de santé. En octobre, avec la baisse des hospitalisations, on pensait qu'il allait disparaître et on a même décidé de fermer la structure dédiée à la Covid au niveau du CHU de Tlemcen parce qu'il ne restait que 14 malades à l'époque.

On pensait alors qu'on était à la fin du cauchemar. Mais, à partir de novembre, on a noté une reprise des hospitalisations même si la situation est actuellement maîtrisée parce qu'il y a une tendance baissière avec des frémissements mais le virus est toujours là ! ».

S'agissant des données épidémiologiques mondiales, M. Lounici souligne que l'apparition du variant anglais préoccupe toutes les autorités du monde entier du fait de la rapidité de sa propagation. « Pour mémoire, ce variant anglais est apparu dans le sud de l'Angleterre en octobre 2020 où il représente à peine 3 %.

Le 2 novembre, ce variant représente 64 % pour arriver à 98 % le 7 décembre 2020. Actuellement la Grande-Bretagne est complètement dépassée par une vague très redoutable de ce variant d'autant plus que les autorités britanniques pensent qu'il est plus mortel que les autres variants, selon la déclaration du Premier ministre britannique en date du 22 janvier 2021. Actuellement ce variant anglais est déjà présent dans plus de 60 pays particulièrement en Europe où il y a beaucoup d'inquiétude.

Les Européens envisagent même d'opter pour le confinement général. Par ailleurs, la situation est très inquiétante aux États-Unis avec 400.000 morts, depuis le début de la pandémie. Ce qui se passe en Amérique latine, en particulier au Brésil, est très préoccupant », précise-t-il.

DES INTERROGATIONS

En ce qui concerne l'Algérie, le professeur Lounici soulève deux questions : « Est-ce que l'Institut Pasteur d'Alger est capable de reconnaître le variant anglais par la méthode de séquençage qui permet de déterminer avec précision l'identité du variant. Pour l'information, certaines techniques de RT PCR permettent de suspecter ce variant car normalement en cas de positivité, l'on a trois signaux



positifs mais en cas de variant anglais il n'y a que deux signaux qui sont liés à la perte de deux acides aminés en position 69 et 70 de la protéine Spike ». La deuxième question soulevée a trait au trafic aérien. « Il faudrait qu'on sache, si l'Algérie a eu des relations aériennes, au cours de ces deux derniers mois, avec la Grande-Bretagne ou même les pays où le variant est déjà présent. Les chercheurs anglais ont démontré que dans tous les pays ayant eu un trafic aérien avec Londres, le variant anglais était présent sur la preuve du séquençage ! », ajoute-t-il. Selon notre interlocuteur, la réponse à ces deux questions par les responsables de la santé permettra d'évaluer le risque avec moins d'erreurs pour anticiper. « À défaut d'avoir des informations qui nous aident à anticiper on peut envisager l'hypothèse maximale, c'est-à-dire la plus grave : le variant anglais va rentrer en Algérie et peut-être il est déjà chez nous. On va faire une simulation avec sa contagiosité très élevée si les variants anglais contaminent 1.000 personnes par jour. Il va provoquer 1 à 2 % de mortalité, c'est-à-dire 10 à 20 décès. Il va être à l'origine de 5 % qui nécessite une assistance respiratoire, c'est-à-dire la réanimation de 50 malades et 15 à 20 % de formes sévères nécessitant une hospitalisation, ce qui nous fera 150 à 200 hospitalisations par jour. Notre système de santé va s'effondrer en quelques semaines car aucun pays au monde n'a les capacités de faire face à cette crise que ce soit sur le plan des structures ou du personnel de la santé, qui est très épuisé, ou sur le plan des moyens matériels, tels que les tenues de protection, les médicaments et l'oxygène. Le seul point positif de ce variant anglais, c'est que dans l'état actuel des choses, il répond à l'immunité naturelle et à la vaccination disponible actuellement. Ce qui est inquiétant c'est l'apparition concomitante de deux autres variants sud-africain et brésilien. Il y a une moindre capacité de neutralisation par les anticorps induits par l'infection ou par la vaccination pour ces deux variants. Ces faits ont été démontrés dans les laboratoires. Une remarque est à faire, c'est que ces variants apparaissent au moment où on découvre le vaccin. C'est quand même troublant le comportement de ce virus ! ».

INSISTER SUR LES MESURES BARRIÈRE

Le Pr. Lounici préconise des solutions pour l'Algérie. « Il faut toujours insister sur l'importance des mesures barrières car ces mesures de prévention sont efficaces, quel que soit le variant.

Nous rappellerons l'importance de ces mesures individuelles à savoir la distanciation physique, le port du masque, le lavage fréquent des mains et surtout l'aération régulière des pièces. Il y a aussi les mesures collectives qui relèvent de la compétence des pouvoirs publics, à savoir le confinement général et l'arrêt du trafic aérien ou routier. La deuxième mesure, c'est qu'actuellement, il y a un vaccin efficace contre la Covid, qui permet de diminuer les formes sévères et les hospitalisations ainsi que les décès. Il faut activer la campagne de vaccination et surtout avoir une stratégie de déploiement opérationnelle et efficace.

L'équation est de vacciner le maximum de la population en un minimum de temps, pour atteindre l'objectif principal qui est d'arriver à vacciner 60 à 70 % de la population. C'est le seul moyen qui permet d'avoir une immunité collective capable de stopper la propagation du virus. Il faudra que les autorités responsables du secteur de la santé nous détaillent ce déploiement de vaccination avec les quantités disponibles et le timing pour arriver à l'objectif principal. Tous les pays du monde sont confrontés à un problème de disponibilité du vaccin. L'Algérie a opté pour deux vaccins, russe et chinois, et peut-être un troisième celui d'Oxford-Astra.

C'est un choix pertinent, parce que d'abord, ils ont été conçus avec des méthodes classiques dont les effets sont connus à long terme. Ils ont aussi un avantage de conditionnement simple, à savoir, ils se conservent entre 2° et 8° dans un réfrigérateur ordinaire. Nous pensons que pour pouvoir disposer des quantités nécessaires pour notre population, il faudrait que les pouvoirs publics étudient les possibilités de fabrication sous licence des vaccins russe et chinois au niveau de l'Institut Pasteur, car apparemment le gouvernement russe est prêt pour les transferts de technologies. C'est une opportunité à saisir ! ».

RELIZANE

Plus de 70 structures de santé retenues pour la vaccination

Pas moins de 71 structures de santé ont été retenues dans la wilaya de Relizane pour l'opération de vaccination contre Covid-19, a-t-on appris lundi de la direction de la santé et de la population (DSP).

Ces structures relèvent de 67 établissements de santé dont des polycliniques, des établissements publics hospitaliers (EPH) et des services mère-enfant, en plus d'équipes médicales mobiles pour les zones rurales et éloignées, a-t-on indiqué. En outre, une commission de wilaya de suivi et de supervision de l'opération de vaccination contre Covid-19 a été installée, a-t-on fait savoir, signalant qu'une unité principale de stockage est dotée de tous les moyens nécessaires dont ceux du froid et de conservation des doses de vaccin dont bénéficiera la wilaya.

Au sujet des staffs médicaux qui superviseront l'opération de vaccination, la même source a fait part d'une formation des personnels des unités et services de vaccination à travers les différentes polycliniques et services. La DSP de la wilaya de Relizane a pris une série de mesures pour une bonne coordination entre différents acteurs et la réussite de l'opération de vaccination contre coronavirus en application de l'instruction ministérielle portant sur le volet organisationnel, a-t-on encore indiqué.

AÏN-TÉMOUCHENT

Des promesses pour le financement de micro-projets

Les responsables en charge de l'Agence nationale de la gestion du micro-crédit (ANGEM) à Aïn Témouchent prévoient le financement de 750 micro-projets durant l'année en cours, a-t-on appris du directeur de l'antenne de wilaya de l'Agence, Lahouari Touati.

Près de 88,5 millions DA ont été consacrés pour assurer le financement et matérialiser quelque 750 projets durant l'année en cours dans le cadre du dispositif de l'ANGEM devant créer au moins 750 emplois, a indiqué la même source.

La priorité sera accordée au financement des micro-projets, lesquels doivent s'adapter avec la spécificité économique de la wilaya d'Aïn Témouchent notamment agricoles, à savoir l'artisanat d'art avec l'encouragement de la femme rurale et la femme au foyer pour s'insérer dans le monde de l'investissement à travers la nomenclature des projets de l'Agence nationale de la gestion des micro-crédits, a-t-on fait savoir. Pour rappel, le nombre de projets financés dans le cadre du même dispositif de la wilaya durant l'année écoulée, est de 376 pour une valeur financière globale de 31,7 millions DA.

Le total de micro-projets qui ont été matérialisés durant l'année écoulée a permis d'offrir 479 postes d'emplois dont 68 pour cent dédiés aux femmes artisanes, femmes rurales mais aussi aux femmes au foyer, a-t-on souligné de même source.

Prix Mohamed Dib: ouverture des candidatures

L'association «La Grande Maison» de Tlemcen a annoncé l'ouverture des candidatures pour la 8ème édition du Prix littéraire Mohamed Dib (2021-2022), a indiqué un communiqué de l'association.

La 8ème édition sera consacrée au meilleur roman ou au meilleur recueil de nouvelles dans chacune des trois catégories du Prix: Arabe, amazigh et français. L'œuvre doit contenir 100

pages au minimum et doit être publiée pour la première fois auprès d'une maison d'édition algérienne entre le 1er octobre 2020 et le 05 janvier 2022.

Les œuvres et les dossiers de candidature doivent être envoyés avant le 7 janvier 2022 à l'adresse électronique et à l'adresse postale de l'association «La Grande Maison».

Les conditions de participation restantes

peuvent être consultées sur son site électronique. Ont été primés lors de la précédente édition, Abdelmounaïm Bensayeh en langue arabe, Mourad Zimu (langue amazighe) et Mustapha Benfodil (langue française). Créé en 2001, le Prix littéraire Mohammed-Dib a pour objectif de motiver la créativité littéraire chez les jeunes dans les trois langues: arabe, amazighe et française.

TIARET

Prochaine connexion de la wilaya avec l'autoroute Est - Ouest

El-Houari Dilmi

Le projet de raccordement de la wilaya de Tiaret à l'autoroute Est - Ouest est programmé selon les capacités financières disponibles », a indiqué jeudi dernier le ministre des Travaux publics et ministre des Transports par intérim, Farouk Chiali. En effet, intervenant devant le Conseil de la nation, le ministre a expliqué qu'un projet d'autoroute entre les wilayas de Tiaret et Relizane sur une distance de 50 kilomètres dans le cadre du Plan national d'orientation des routes, précisant que « l'étude du projet a été finalisée en sus de la réalisation d'une autre autoroute entre Khemis Meliana et Tissemsilt (160 kilomètres) dont l'étude est en cours », ajoutant que l'étude du projet a été finalisée. Répondant à une question du sénateur Ahmed Bouziane, lors d'une séance plénière du Conseil de la nation dédiée aux questions orales, au sujet du raccordement de la wilaya de Tiaret à l'autoroute Est - Ouest passant par Boughezoul, le ministre a indiqué que la nouvelle vision prospective de son secteur reposait sur « le développement du réseau routier national, avec réalisation des projets de dédoublement de voies structurales au niveau des circuits inter wilayas en vue d'insuffler une dynamique efficace au trafic routier tout en tenant compte des normes de sécurité routière ». La politique du secteur repose également sur « la classification des routes en fonction du nombre des véhicules qui les traversent au quotidien », a-t-il expliqué ajoutant que « ces projets seront inscrits selon les capacités financières disponibles ». Lotfi Chiali a également indiqué que le programme comportait un troisième projet concernant la réalisation d'une autoroute reliant Ténès à Tissemsilt et Tiaret (220 kilomètres) dont l'étude est en cours. Ces projets visent à désenclaver ces wilayas et à y booster la croissance économique, a-t-il dit, soulignant que le gouvernement lancera ces projets dès que les enveloppes financières seront disponibles.



Pour rappel, la ligne ferroviaire reliant Tiaret à Saïda entrera en service fin 2021, avait annoncé jeudi le wali de Tiaret Mohamed Amine Dramchi. En inspectant le chantier du projet, le wali a souligné que la ligne ferroviaire Tiaret - Saïda qui s'étend sur 153 kilomètres est un projet stratégique d'importance économique qui entrera en service à la fin de l'année en cours, affirmant que des efforts sont fournis pour lever les contraintes et que le taux d'avancement des travaux est de 85 %. La pandémie du coronavirus a affecté les travaux qui ont été suspendus durant 9 mois avant leur reprise dernièrement, a-t-il déclaré, signalant qu'il avait donné des instructions pour résoudre les problèmes dans le cadre de la coordination avec différentes entreprises, instances et directions de l'exécutif pour la livraison du projet dans les temps fixés. Le premier responsable de la wilaya a également indiqué que les

problèmes soulevés au niveau du projet de la ligne ferroviaire Relizane - Tiaret - Tissemsilt seront examinés pour trouver des solutions pour la relance du projet après une suspension des travaux pour plusieurs raisons, soulignant que les citoyens détenant des terres sur le tracé de cette ligne seront indemnisés dans le cadre de l'expropriation, en vertu de la loi au cas par cas.

Ces nouvelles connexions avec l'autoroute vont permettre à la wilaya de Tiaret de s'ouvrir de nouveaux débouchés économiques, en attendant l'entrée en service des nouvelles lignes ferroviaires Tissemsilt - Tiaret - Relizane et la deuxième Tissemsilt - Tiaret - Saïda, qui vont jouer un rôle stratégique dans le développement économique et le désenclavement des populations qui pourront se déplacer par rail sur plusieurs wilayas voisines, un rêve qui pourrait devenir réalité dès la fin de l'année en cours.

Le monoxyde de carbone fait une nouvelle victime

E. H. D.

Le « tueur silencieux » a fait une nouvelle victime, un jeune homme de 29 ans, retrouvé sans vie asphyxié au monoxyde de carbone dans son appartemen-

ment au quartier de la « 3ème Tranche » à Sougueur.

Selon la Protection civile, la victime se trouvait toute seule dans sa maison. Elle a été retrouvée sans vie dans la matinée de dimanche, asphyxiée par des émana-

tions de monoxyde de carbone provenant d'un chauffage défectueux. Sa dépouille a été déposée à la morgue de l'hôpital « Mimouni Tahar » de Sougueur et une enquête ouverte par les services de la Sûreté de daïra.

SIDI BEL-ABBÈS

Le test PCR disponible au CHU

Un appareil de dépistage par PCR (réaction de polymérisation en chaîne) du Covid-19 a été mis en service dimanche dans le laboratoire d'analyses médicales du CHU « Abdelkader Hassani » de Sidi Bel-Abbès, a annoncé le directeur de l'établissement sanitaire, Youcef Cherifa.

Toutes les procédures administratives et techniques ont été finalisées pour la mise en service de l'appareil, a indiqué le responsable, précisant que des tests techniques ont été effectués en quatre étapes pour garantir le succès de l'opération, la première du genre au niveau de la wilaya depuis l'appari-

tion de la pandémie du Covid-19.

Selon M. Cherifa, une coordination avec le service dédié au traitement des malades atteints de coronavirus de l'établissement public hospitalier « Dahmani Slimane » de Sidi Bel-Abbès et d'une gestion maîtrisée de l'opération de dépistage du virus permet d'effectuer 90 tests par jour.

Des médecins, infirmiers et biologistes ont bénéficié d'une formation au niveau de l'Institut Pasteur d'Oran et d'Alger d'une durée de trois semaines, a-t-on indiqué, ajoutant une formation d'une semaine au CHU « Abdelkader Hassani » supervisée par un expert de l'Institut

de Pasteur d'Alger a été organisée au profit du personnel qui encadrera l'opération. A noter que tous les moyens matériels nécessaires ont été mis à disposition.

Le directeur du CHU « Abdelkader Hassani » de Sidi Bel-Abbès a salué les efforts déployés localement en matière de lutte contre la pandémie du coronavirus, signalant l'ouverture de ce service pour éviter une attente de quatre jours pour la réception des résultats des analyses envoyés auparavant à l'Institut Pasteur d'Oran et épargner également aux malades le déplacement vers le même institut pour effectuer un test PCR.

SAÏDA

Plus de 1.300 commerces fermés dans six wilayas

Pas moins de 9.527 infractions ont été enregistrées lors d'interventions des agents de contrôle du secteur du commerce, à travers six wilayas de l'Ouest du pays en 2020, a-t-on appris auprès de la Direction régionale du commerce à Saïda.

Le chargé d'information Bougnina Okacha auprès de cette Direction qui couvre six wilayas de l'Ouest a indiqué que ces infractions enregistrées à travers les wilayas de Mascara, Relizane, Chlef, Saïda, Tissemsilt et Tiaret ont fait l'objet de 8.910 procès-verbaux pour poursuite judiciaire et de la fermeture de 1.365 locaux commerciaux.

Les infractions liées aux pratiques commerciales ont atteint 6.486 pour non affichage des prix, défaut de facturation, non dépôt des comptes sociaux, non respect des prix codifiés, pratique d'activité commerciale stable sans registre de commerce et autres, a-t-on fait savoir, sou-

lignant que 3.041 infractions décelées dans le cadre de la répression des fraudes ont trait notamment au non respect de l'hygiène et de l'étiquetage.

Les agents de contrôle des pratiques commerciales et de répression de la fraude dans les six wilayas ont effectué, au cours de la même période, 166.729 interventions dont 86.840 dans le domaine du contrôle des pratiques commerciales et 79.889 dans le domaine de la répression des fraudes.

La valeur des denrées alimentaires non conformes ou impropres à la consommation saisies en 2020 dans les six wilayas est estimée à plus de 58 millions DA et celle de défaut de facturation à plus de 11, 900 milliards DA.

Les résultats d'analyses microbiologiques et physicochimiques sur 1.521 échantillons de produits alimentaires font état de 233 non conformes, a-t-on fait savoir.

ADRAR

La loi de finances au menu

Bentouba Said

Les dispositions douanières dans la loi de finances 2021 est le thème d'une journée d'étude organisée dimanche par les douanes algériennes et la cour de justice d'Adrar. Etaient présents, le procureur général, le président de la cour de justice, le divisionnaire de la douane d'Adrar, et les autorités civiles et militaires de la wilaya. Des juristes, des cadres de la douane et des économistes ont également pris part à cette journée d'étude.

Les travaux ont été retransmis par visioconférence aux unités de la douane et les tribunaux de la wilaya. Une action qui vise à clarifier tous les aspects liés surtout au contentieux à la lumière de cette nouvelle loi de

finances 2021. Les thèmes de cette journée d'étude étaient axés sur la présentation des dispositions douanières de la loi de finances pour 2021, la réconciliation douanière comme nouvelle procédure pour régler les conflits, la nouvelle réglementation de l'autorisation de circulation surtout pour les zones frontalières du sud et la spécificité des preuves matériels.

En outre, grâce aux interventions et des débats qui ont suivi l'intervention de plusieurs cadres des douanes et de la justice, cette journée a permis aux douaniers et juristes de s'imprégner des nouvelles dispositions introduites par la loi de finances 2021 surtout pour ce qui en relation avec le domaine des douanes.

MASCARA

Le nouveau directeur de l'Education installé

Belkecir Mohamed

Le salon d'honneur du cabinet du wali a abrité, en ce début de semaine, une cérémonie présidée par le chef de l'exécutif pour l'installation dans ses fonctions du nouveau directeur de l'Education. M. Madjid Kassoui, venant de la wilaya de Boumerdes, vient d'être nommé à la tête de cette administration

à Mascara. Le directeur sortant, M. Yahia Bechlaghem, a fait ses adieux après un séjour dans la wilaya de près de six années. Admis à la retraite, il a été honoré par les autorités locales.

Une réunion s'est tenue par la suite au siège de la direction de l'Education pour les passations de consignes en présence des cadres de la direction de l'Education.

17 dealers sous mandat de dépôt

B. M.

Durant le mois de décembre de l'année écoulée, 25 individus ont été arrêtés pour trafic et usage de stupéfiants. Ils sont impliqués dans 17 affaires. Leurs arrestations ont permis la saisie de 2.656 comprimés psychotropes.

Parmi les suspects, 17 ont été placés en détention à l'issue de leur présentation devant la justice, alors que les autres ont bénéficié de libération. En comparaison à novembre dernier, on constate une baisse du nombre d'affaires traitées et des quantités saisies.

Football - Ligue 1 Duels des extrêmes à Tlemcen et Alger

Adjal Lahouari

Après neuf étapes menées tambour battant, les entraîneurs se plaignent de la cadence imprimée au championnat national. Ils ont tout à fait raison, puisque le peu de temps entre une journée et la suivante, ils ne peuvent assurer des séances correctement, leurs soucis étant liés aux blessures et à la récupération. Mais, s'ils ont des comptes à demander, ils doivent s'adresser à leurs présidents qui ont accepté ce championnat marathon qui pompe tant d'énergies. Cette fois, l'ESS reçoit l'OM et, en principe, devrait s'imposer et garder en solo le fauteuil de leader. Cependant, les Médéens ne sont pas sur le podium par hasard, et comme les Sétifiens, tout en remportant leurs matches, ne brillent pas outre mesure, il y a lieu de prévoir une rencontre plus serrée qu'on ne croit. Les hommes d'El-Kouki auront l'oreille tendue vers Tlemcen où leur principal rival actuel

affrontera le WAT dans un duel des extrêmes. Certes, sur le papier, les Mouloudéens sont supérieurs, mais si leur défense vient à commettre des bourdes comme celles commises face à l'ASAM, ils ne sont pas tout à fait à l'abri du danger. Car les Widadis ont remporté leur première victoire, gagnant en confiance ainsi que quelques places au tableau.

Plus facile s'annonce la tâche du CRB qui reçoit l'USMBA où la défense est la plus friable. La seule lumière d'espoir chez les Belabbessiens reste le retour massif des nouvelles recrues, enfin qualifiées. Ceci revient à dire qu'il y a une part d'inconnu. Pour leur part, les Relizanais, en dépit des efforts fournis par leur staff technique, déçoivent de plus en plus. Que peuvent-ils espérer à Aïn M'lila, face à une équipe qui a fait trembler le MCA au stade du 5-Juillet ? Toutes les données penchent du côté de l'ASAM, vraiment impressionnante à l'heure actuelle et qui fait partie du groupe

des outsiders du championnat. On s'attend donc à ce que les défenseurs du Rapid seront sollicités par les assauts des buteurs comme Djabout, Hamia et Mâamri. De son côté, quel sera le visage du MCO au stade Omar Hamadi ? Celui affiché lors des matches joués face au CRB et au MCA, ou celui, peu rassurant, contre l'ASO ? Les hommes de Belatoui Omar se diront peut-être « Jamais deux sans trois » pour contraindre l'USMA à un nul évidemment souhaitable. Pour cela, il faudra que les attaquants se montrent enfin efficaces, ce qui n'est pas le cas actuellement avec sept joueurs à se partager l'actif offensif (9 buts). Dans ce volet, l'USMA a également sept buteurs, sauf que son capitaine Koudri est dans la forme de sa vie. A Magra, les Canaris auront l'occasion de poursuivre sur leur lancée et de remonter au tableau, à condition d'éviter tout excès de confiance, alors que les Bécharis de la JSS sont appelés à se ressaisir après le revers subi à Tizi-Ouzou. Sur sa méforme actuelle, le CSC est une victime toute désignée. Les trois rencontres restantes se joueront sous le sceau du suspense où tout peut arriver. En effet, l'ASO, l'USB et la JSMS, malgré leur statut de club recevant, doivent se méfier respectivement du PAC, du CABBA et du NAHD qui ne manquent pas d'arguments.

Aujourd'hui à 14h30

Skikda:	JSMS	-	NAHD
Magra:	NCM	-	JSK
Aïn M'lila:	ASAM	-	RCR
Alger:	CRB	-	USMBA
Biskra:	USB	-	CABBA

A 15h00

Sétif:	ESS	-	OM
Chlef:	ASO	-	PAC
Bologhine:	USMA	-	MCO
Béchar:	JSS	-	CSC
Tlemcen:	WAT	-	MCA

ASO Chlef Nadir Leknaoui en renfort

M. Z.

La défaite essuyée vendredi dernier face au Mouloudia d'Oran a débouché sur des changements au sein de la barre technique de l'ASO Chlef. En effet, conscients du manque d'expérience de leur jeune coach Fodil Mouissi, les dirigeants se sont rachetés de leur erreur du début de saison et viennent d'engager Nadir Leknaoui, un entraîneur chevronné qui a dirigé plusieurs formations de l'élite, à l'ima-

ge de l'US Biskra, le MC Oran, et tout récemment le NAHD. Le nouveau coach de l'ASO, qui s'est engagé avec un contrat renouvelable jusqu'à la fin de la nouvelle saison, a exigé, selon notre source, le maintien de Fodil Mouissi au sein du staff.

L'ancien entraîneur de l'équipe réserve de l'ASO ne va pas quitter la formation chélifienne et occupera le poste d'entraîneur-adjoint, précise la même source.

Pour rappel, Nadir Leknaoui a débuté la saison avec le

NAHD avant de jeter l'éponge il y a quelques semaines en raison des mauvais résultats du Nasria et a été remplacé par Dziri Billel. Au terme de la neuvième journée et à l'issue de la défaite concédée au stade Ahmed Zabana, l'ASO pointe à la 10^{ème} place au classement avec 13 points, à trois longueurs du podium. Aujourd'hui, le nouveau driver des Chélifiens entamera sa nouvelle mission lors du match contre le Paradou AC dans le cadre de la dixième 10^{ème} journée.

MO Béjaïa L'ère Mourad Karouf commence

M. Z.

Le nouvel entraîneur du Mouloudia de Béjaïa, Mourad Karouf, l'ancien driver du CRB Aïn Fekroun, a entamé sa mission en remplacement de Mustapha Sebaâ, démissionnaire. Après le faux bond du coach Aziz Abès, le nom de Mounir Zeghdoud a été annoncé, mais les dirigeants des « Crabes » ont finalement jeté leur dévolu sur Mourad Karouf. Le président Farid Hassissen a confirmé l'information après avoir trouvé un accord avec le technicien en question, notamment sur le plan financier et les objectifs assignés. Alors, l'ex-entraîneur adjoint à la JS

Kabylie parviendra-t-il à relever le défi ? Il est encore trop tôt pour se prononcer, mais une chose est sûre, le nouveau responsable technique du MOB est investi d'une lourde responsabilité au sein d'une équipe où les joueurs sont préoccupés par leur situation financière. Ainsi donc, une nouvelle page s'ouvre pour le Mouloudia de Béjaïa.

Pour mieux connaître le groupe et permettre aux joueurs de s'adapter à la méthode de travail de leur nouveau coach, il est prévu un stage d'une dizaine de jours à Chlef. Le président de l'équipe est en train d'effectuer une course contre la

montre pour trouver les moyens financiers pour organiser ce regroupement. Il est tout de même étonnant qu'un club de la trempe du MOB n'arrive pas à réunir l'argent pour se payer un stage. Plusieurs matches amicaux seront au menu des « Crabes », une occasion pour Mourad Karouf de déterminer les dispositions actuelles de ses joueurs.

Le nouveau responsable technique du Mouloudia sera secondé par Mohand Milizou, comme entraîneur-adjoint et Mourad Taïri en tant qu'entraîneur des gardiens de but, deux techniciens qui connaissent parfaitement le groupe.

FC Metz

Farid Boulaya poursuit sur sa lancée

Le milieu de terrain algérien de 27 ans, Farid Boulaya a réussi à prendre une autre dimension avec son club le FC Metz, sous les ordres de Frédéric Antonetti. Il fait désormais partie intégrante de collectif Grenat et commence à aligner les statistiques intéressantes. Lors de match Metz - Nantes, joué avant-hier, Farid Boulaya a signé sa quatrième passe décisive et son quatrième but en Ligue 1 cette saison. Lors de le

première période, le métronome algérien, a réussi à délivrer une magnifique passe décisive pour l'attaquant belge Leya Iseka, pour permettre à son club de mener au score. Le milieu est revenu en deuxième période, dans les dernières minutes pour faire le break, et marquer le deuxième but avec une belle frappe, ne laissant aucune chance pour portier adverse. Ainsi, Farid Boulaya a signé sa quatrième passe décisive et son

quatrième but cette saison, continuant ainsi sur sa lancée, et confirmant ses performances devenues consistantes. Pour rappel, l'Olympique de Marseille a affiché récemment ses intentions de recruter l'international algérien pour éventuellement remplacer son milieu sur le départ Morgan Sanson. Or, la direction du FC Metz a tout de suite fermé la porte devant le club phocéen, refusant de céder son maître à jouer.

O. Lyonnais

Trois clubs de Ligue 1 veulent Benlamri

Djamel Benlamri est très demandé sur le marché saoudien, puisque Al Ahli Saudi a tenté ces derniers jours de signer l'algérien. L'agent du joueur, Madjid Bouamer, a indiqué que les négociations avec le club saoudien n'ont pas encore atteint leur forme officielle, expliquant qu'il n'y a pas d'accord entre le joueur et le club. En attendant, d'autres pistes sérieuses pourraient permettre à Djamel Benlamri de quit-

ter l'Olympique Lyonnais dès cet hiver.

Et pour cause, trois autres clubs de Ligue 1 française sont intéressés par les services du défenseur algérien. Selon plusieurs médias locaux, Nîmes Olympique ou évolue l'international algérien Zinedine Ferhat et l'OGC Nice de Youcef Atal, ont formulé des offres sous forme de prêts pour s'attacher les services du défenseur algérien Benlamri. Cependant, la direction sportive

de l'OL, qui ne souhaite pas laisser filer son joueur n'a pas donné suite aux deux offres. A en croire la même source, Montpellier Hérault garde un œil sur la situation du champion d'Afrique et compte passer à l'attaque sur son dossier prochainement. Benlamri, qui a rejoint Lyon en début de saison, est en manque terrible de temps de jeu. La preuve, en treize rencontres de championnat français, il n'a disputé que 49 minutes.

Naples

Ghoulam veut rester et se battre



Le défenseur international algérien Fawzi Ghoulam, déchu de sa place de titulaire à Naples suite à des blessures à répétition depuis 2017, persiste à vouloir rester au club avec l'objectif de reconquérir son ancien statut, a-t-il dit dans un entretien. « Je suis à Naples depuis plusieurs années et je me suis beaucoup attaché à cette ville, tout comme ma famille. Il est vrai que le marché des transferts approche et que je serai attentif aux différentes opportunités qu'il pourrait m'offrir. Mais en toute franchise, je réfléchis-

rai à deux fois avant de partir, car mon souhait est de briller à nouveau sous le maillot napolitain », a assuré le latéral gauche de 29 ans, dans un entretien accordé à Napoli Magazine. A son arrivée à Naples, l'Algérien formé à l'AS Saint-Etienne avait réussi à s'imposer comme titulaire à part entière, devenant même une pièce maîtresse dans la composante des « Partenopei ». Mais des blessures à répétition depuis 2017, particulièrement cette double rupture des ligaments croisés du genou, ont fini par tout remettre en cause. Même

aujourd'hui qu'il s'est entièrement remis de ses pépins physiques, Ghoulam n'entre toujours pas dans les plans de son entraîneur Gennaro Gattuso, ce qui a conduit certains analystes à dire que le mieux pour lui, dans ces conditions, serait de changer de club. Ghoulam, lui, affirme qu'il préfère faire le choix inverse, en restant à Naples, avec l'objectif de reconquérir son statut de titulaire : « Je pense que j'aurai une occasion de prouver mon aptitude à apporter un plus à Naples et j'espère bien saisir cette opportunité ».

Handball - Mondial 2021 L'Egypte qualifiée pour les quarts



L'Egypte a composé son billet pour les quarts de finale du Mondial de handball aux dépens de la Slovaquie, privée de plusieurs joueurs malades et éliminée après le match nul entre les deux nations (25-25) dimanche au Caire.

Les Slovaques, privés au dernier moment de Dragan Gajic, Stas Skube, Blaz Blagotinsek, malades, avaient pris une bonne avance (15-10) avant de voir l'Egypte revenir dans le second acte. Aidés par leur gardien Klemen Ferlin en feu (18 arrêts à 49%), ils se sont accrochés jusqu'au bout, remontant deux buts de retard dans la dernière minute, dont une égalisation à la dernière seconde par le Barcelonais Blaz

Janc. Insuffisant, après une défaite face à la Russie au premier tour (31-25) et un précédent nul arraché face à la Suède (28-28) vendredi, pour passer devant l'Egypte au classement. Cette dernière sera accompagnée par la Suède ou la Russie qui s'affrontent dans la soirée. Le vainqueur sera qualifié, ou la Suède en cas de nul. Cette qualification confirme le retour au premier plan de l'Egypte, 8e du Mondial 2019 qui ne comptait pas de quarts de finale. Au tournant du millénaire, les Pharaons avaient rallié le stade des quarts sur 4 Mondiaux successifs, atteignant même le carré final en 2001 face à la France, pays-hôte et futur vainqueur. Par ailleurs, les

handballeurs français se sont qualifiés pour les quarts de finale du Mondial-2021 en Egypte, grâce à leur succès contre le Portugal, tout comme la Norvège et la Suède dimanche lors de leurs dernières rencontres du tour principal. La Norvège, battue par la France pour son entrée dans la compétition, s'est hissée en quarts, grâce à sa victoire contre l'Islande (35-33), et au succès des Français sur le Portugal. La Suède a dominé la Russie (34-20) et s'est elle aussi qualifiée pour les quarts de finale. Invaincus en six matches (quatre victoires et deux matches nuls), les Suédois devront patienter pour connaître leur adversaire, entre l'Argentine, la Croatie ou le Qatar.

JO - Tokyo 2021

L'option du huis clos toujours à l'étude

Les autorités japonaise et le Comité international olympique (CIO) étudieraient sérieusement l'option d'un huis clos qui pourrait être imposé aux Jeux olympiques (23 juillet-8 août 2021) et Jeux paralympiques (24 août-5 septembre), a rapporté lundi le site Kyodo News. Selon la même source, le huis clos envisagé par le gouvernement japonais permettrait d'éviter une annulation pure et simple de l'événement, ajoutant que les organisateurs plancheraient actuellement sur trois scénarios: ne pas imposer de limite au

nombre de spectateurs, plafonner à 50 % la capacité des sites, et organiser les épreuves à huis clos. «Il est peu probable que la pandémie soit contenue d'ici cet été», avait confié un haut responsable du gouvernement, expliquant qu'il est devenu difficile d'organiser des événements sans limiter le nombre de spectateurs.

Pour sa part, le président de l'Association médicale japonaise, Toshio Nakagawa, a estimé qu'il ne sera «pas possible» d'accueillir des visiteurs de l'étranger si les hôpitaux peinent toujours à

contenir l'augmentation du nombre de patients atteints du COVID-19. «Le nombre de délégations est très important. Il n'est pas possible pour notre système médical d'accepter des visiteurs venus de l'étranger alors qu'il est en permanence soumis à rude épreuve», a-t-il expliqué. Selon les estimations des organisateurs, organiser les Jeux de Tokyo sans spectateurs constituerait un manque à gagner considérable pour les organisateurs, les recettes de la billetterie devant normalement atteindre 867 millions de dollars.

Athlétisme - Lancer du poids Un nouveau record du monde pour Crouser



L'Américain Ryan Crouser, champion olympique en titre du lancer du poids, a réalisé un nouveau record du monde en salle, en battant la marque de Randy Barnes, vieille de 32 ans, avec un lancer à 22,82 mètres, dimanche à Fayetteville (Arkansas). L'Américain de 28 ans, sacré aux Jeux de Rio en 2016, a réussi cette performance dès son premier lancer, lors de l'American Track League, compétition nouvellement créée. Le précédent record (22,66 m) datait de janvier 1989. «C'est un bon début pour 2021», a sobrement commenté Crouser, qui est le lanceur ayant le plus souvent réussi à dépasser les 22 mètres. Son jet a atterri au-delà du tapis de réception. Après quelques minutes de tergiversations, les officiels ont pu mesurer le lancer - 22,82 m -. Après quoi ils ont ajouté un autre tapis au cas où ce type de performance se répèterait.

CHAN-2021

Le Cameroun et le Mali passent

Le Cameroun et le Mali ont validé leur ticket dimanche à Yaoundé pour les quarts de finale du CHAN-2021, grâce à respectivement un match nul et une victoire qui leur permettent de finir aux deux premières places du groupe A. Le pays hôte a partagé les points (0-0) avec le Burkina Faso, tandis que

le Mali a battu le Zimbabwe 1-0 grâce à un but de Demba Diallo dès la 11e minute. Les Aigles terminent en tête du groupe A avec sept points, deux de plus que les Camerounais. En quarts de finale de cette compétition panafricaine pour les joueurs qui évoluent dans des clubs de leur pays, les Maliens af-

fronteront le 2e du groupe B, et les Lions indomptables défronteront le premier de la même poule. La dernière journée de la phase de groupes dans la poule B devait mettre aux prises hier le Congo et la Libye, ainsi que le Niger et la République démocratique du Congo. Les quarts de finale, qui réuniront les deux

Turquie Ozil à Fenerbahçe pour trois ans et demi



La signature de l'ancien milieu de terrain d'Arsenal Mesut Ozil au club turc de Fenerbahçe, pour trois ans et demi, a été confirmée dimanche par les deux clubs. Arrivé à Londres en 2013, le champion du monde allemand était écarté depuis mars dernier

du groupe des «Gunners», aussi bien pour la Premier League que pour la Ligue Europa. Il lui restait six mois d'un contrat qui lui garantissait 390.000 euros par semaine. «Je veux remercier le club pour ce séjour incroyable lors de ces sept ans et demi», a déclara-

ré le joueur, cité dans le communiqué du club anglais. «Ensemble, nous avons gagné le premier trophée depuis plusieurs années (la Coupe d'Angleterre la saison passée) et créé des souvenirs qui dureront pour le reste de notre vie», a-t-il ajouté.

Chelsea Lampard limogé, Tuchel prend le relais

Coup de tonnerre sur la Premier League lundi. Chelsea a pris la décision de virer Frank Lampard pour le remplacer par... Thomas Tuchel ! The Telegraph a été le premier média à annoncer la mise à l'écart de l'ancien milieu de terrain vedette des Blues, meilleur buteur de l'histoire du club et qui était à la tête de l'équipe depuis 18 mois. «Lamps» n'a pas survécu à la mauvaise passe de la formation londonienne, qui reste sur 5 défaites en 8 matches de championnat, pour une actuelle 9e place au classement (à 11 points du leader). Le début de saison avait déjà été laborieux dans la foulée du recrutement XXL réalisé durant l'été, avec les arrivées

d'Edouard Mendy, Thiago Silva, Ben Chilwell, Hakim Ziyech, Kai Havertz et Timo Werner. Deux internationaux allemands qui sont particulièrement décevants mais qui vont avoir la chance d'être dirigés par un compatriote désormais. C'est Sky Sports qui a annoncé que le club de Roman Abramovich avait déjà opté pour le technicien allemand de 47 ans. «C'est presque fait», précise ainsi le journaliste Max Bielefeld. Tuchel rebondit exactement un mois après son départ du PSG. Il a visiblement été préféré à Massimiliano Allegri et l'entraîneur des finalistes de la Ligue des champions en août dernier tentera d'imposer sa patte sur l'effectif des Blues.



Ce qu'il n'est pas parvenu à faire au PSG de Neymar et Kylian Mbappé.

Beach Tennis Un tournoi amical les 29-30 janvier à Oran

Un tournoi amical de Beach-Tennis se déroulera les 29-30 janvier courant, sur la plage des Andalouses à Oran, a-t-on appris lundi auprès de la fédération algérienne de tennis (FAT). «Le coup d'envoi de ce tournoi sera donné à

14h00. Il sera précédé de deux séances d'initiation au Beach-Tennis. La première de 10h00 à 12h00, et elle sera destinée aux enfants, alors que la seconde sera consacrée aux adultes, et elle se déroulera de midi à 14h00» a encore précisé

l'instance fédérale dans un bref communiqué. Ce tournoi amical, ainsi que lesdites séances d'initiation s'inscrivent dans le cadre d'une «journée portes ouvertes sur le Beach-Tennis», ciblant à faire connaître un peu mieux cette discipline.

Espagne Felix-Suarez, la fête continue à l'Atlético



Le leader ne flanche pas: grâce à sa redoutable doublette offensive Luis Suarez - Joao Felix, l'Atlético Madrid a dompté le Valence CF 3-1 dimanche pour la 20e journée de Liga, et creuse l'écart en tête du classement, 10 pts devant le FC Barcelone (3e), vainqueur 2-0 à Elche sans Messi. Les Colchoneros ont été d'abord surpris sur une superbe frappe d'Uros Racic des 25 mètres venue se loger dans la lucarne de Jan Oblak, mais ont ensuite égalisé puis repris l'avantage grâce à deux buts du duo Felix (23e) - Suarez (54e), et une dernière réalisation d'Angel Correa (72e). Plus associés sur le front de l'attaque rojiblanco depuis quelques matches, le Portugais et l'Uruguayen (qui fêtait ses 34 ans dimanche) ont été étincelants, combinant à merveille à l'image du but du plat du pied droit de Suarez sur un service par-

fait en profondeur de Felix, pour offrir un 7e succès consécutif en Liga aux Colchoneros.

Et derrière eux, c'est tout l'Atlético qui a servi une prestation de haut-niveau. Côté valencien, cette défaite vient empirer un peu plus une situation sportive et financière déjà bien envenimée.

Quatorzième au classement à 2 points de la zone rouge, Valence y a cru sur la magnifique ouverture du score de Racic, mais s'est ensuite essoufflé... et a même perdu le Français Mouctar Diakhaby et le Portugais Thierry Correia, sur des claquages en deuxième période. Plus tôt dans la journée, c'est Frenkie De Jong qui a relancé le Barça en Liga à Elche (2-0) en l'absence de son capitaine Lionel Messi (suspendu).

L'international Oranje (14 sélections) a propulsé dans les filets d'Elche un ballon détourné par

Diego Gonzalez vers ses propres cages (39e) avant de servir une louche parfaite pour le premier but de Riqui Puig au Barça en fin de partie (89e). De Jong a ainsi relancé le club catalan en championnat, 3e à 10 points du leader. Attendu à son meilleur niveau depuis son transfert de l'Ajax Amsterdam au Barça en juillet 2019 pour 86 millions d'euros, le Néerlandais a encore prouvé dimanche qu'à désormais 23 ans, il est proche de son plein potentiel.

En Liga, Barcelone a enchaîné dimanche son 9e match sans défaite, et reste toujours invaincu depuis le 5 décembre (défaite 2-1 à Cadix). Plus tôt dans la journée, Osasuna est sorti de la zone rouge en s'imposant franchement 3-1 face à Grenade grâce à un doublé d'Ante Budimir, malgré le carton rouge infligé à Facundo Roncaglia (88e).

Coupe d'Angleterre United élimine Liverpool, Chelsea n'a pas tremblé

Manchester United est sorti vainqueur du choc l'opposant à Liverpool (3-2) en seizièmes de finale de FA Cup dimanche, comme Chelsea, qualifié pour les huitièmes de finale après sa victoire contre Luton (3-1). Au terme d'un match à rebondissements, Bruno Fernandes, le maître à jouer mancunien, a donné la victoire à son équipe d'un coup franc direct à l'entrée de la surface (78e).

Le doublé de Mohamed Salah n'a pas suffi aux joueurs de Jürgen Klopp. Liverpool n'a gagné

qu'un seul de ses sept derniers matches (3 défaites, 3 nuls), tandis que Manchester, en tête de Premier League, traverse une période de bons résultats (6 victoires en 8 matches).

L'attaquant de Chelsea Tammy Abraham, auteur d'un triplé, a permis de son côté aux Blues de l'emporter contre Luton (3-1), club de deuxième division. Ce succès permet à Frank Lampard, entraîneur menacé, de respirer un peu. Chelsea est seulement neuvième de Premier League malgré environ

250 millions d'euros investis sur le marché des transferts l'été dernier. Leicester sera également présent en huitièmes de finale grâce à sa victoire contre Brentford (3-1), club de deuxième division, de même que Burnley, qui l'a emporté contre Fulham (3-0), et Everton, intraitable face à Sheffield (3-0). Au tour suivant, Chelsea affrontera Barnsley, équipe de deuxième division, vainqueur de Norwich samedi (1-0), tandis que Manchester United jouera contre West Ham.

Italie

Milan et Naples battus, l'Inter muette

Milan battu et l'Inter muette samedi, Naples renversé par l'Hellas Vérone (1-3) dimanche: les déboires du trio de tête font les affaires de la Juventus, qui, en battant Bologne (2-0), a fait la bonne opération de la 19e journée de Serie A. Les nonuples champions en titre turinois, 4e, reviennent à sept longueurs du leader rossonero, champion d'hiver malgré sa déroute contre l'Atalanta Bergame (0-3), et à cinq points de l'Inter (2e), accrochée par l'Udinese (0-0). La Juve compte aussi encore un point de retard sur la Roma (3e), mais, avec le joker du match en retard

contre Naples (date à déterminer), elle est clairement revenue dans la bataille à mi-parcours après les hauts et les bas du début de saison. Après sa défaite contre l'Inter (0-2) le week-end dernier, la victoire est venue du premier but en Italie de l'ex-Barcelonais Arthur, aidé par une déviation du défenseur bolonais Jerdy Schouten (15e), et d'une tête de Weston McKennie (71e), qui s'impose semaine après semaine comme la valeur montante de l'équipe d'Andrea Pirlo. Mauvaise semaine en revanche pour Naples qui, après cette Supercoupe perdue, a laissé filer à Véro-

ne une rencontre pourtant à sa portée. Naples est rejoint par la Lazio Rome, qui a construit au stadio Olimpico une précieuse victoire contre Sassuolo (2-1).

Dans le bas du classement, le Genoa (16e), en plein renouveau, a remporté un match capital contre Cagliari (1-0) grâce à Mattia Destro sur une offrande de la recrue Kevin Strootman. Les Sardes, désormais relégables (18e), poursuivent leur descente aux enfers avec une sixième défaite consécutive. Leur président Tommaso Giulinati a toutefois confirmé son entraîneur Eusebio Di Francesco.

Championnats européens

Espagne - Coupe du Roi

Aujourd'hui

(19h00): Valladolid - Levante
(21h00): Girona - Villarreal
..... Real Bétis - Real Sociedad

Mercredi

(19h00): Séville - Valence
(21h00): Rayo Vallecano - Barcelone
..... Almería - Osasuna

Jeudi

(19h00): Navalcarnero - Grenade
(21h00): Alcoyano - Athletic Bilbao

Coupe d'Italie

Aujourd'hui

(20h45): Inter Milan - AC Milan

Mercredi

(17h45): Atalanta Bergame - NC
(20h45): Juventus Turin - SPAL

Jeudi

(21h00): Naples - Spezia

Angleterre - 20e journée

Aujourd'hui

(19h00): Newcastle - Leeds United
..... Crystal Palace - West Ham
(21h15): West Brom - Manchester City
..... Southampton - Arsenal

Mercredi

(19h00): Burnley - Aston Villa
..... Chelsea - Wolverhampton
(20h30): Brighton - Fulham
(21h15): Everton - Leicester
..... Manchester United - Sheffield United

Jeudi

(21h00): Tottenham - Liverpool

Allemagne Le Bayern déroule et met les voiles



Le Bayern s'est logiquement imposé 4-0 dimanche sur la pelouse de la lanterne rouge Schalke, avec un doublé de Thomas Müller et le 23e but de Lewandowski en 18 journées, et se détache inexorablement en tête de la Bundesliga. Le tenant du titre profite des faux pas de ses principaux rivaux ce week-end.

Leipzig, battu contre toute attente samedi 3-2 par l'avant-dernier Mayence, est toujours deuxième, mais repoussé à sept points. Leverkusen, troisième, a été dominé 1-0 et rejoint au classement par Wolfsburg: ces deux équipes sont distancées à 10 points. A Dortmund, le Borussia s'enfoncé dans la crise après sa défaite 4-2 à Mönchengladbach, qui le laisse 13 lon-

gueurs derrière Munich, en septième position, hors des places européennes. Le 4-0 contre Schalke ne reflète pas vraiment la physionomie du match, plutôt équilibré, mais le Bayern a fini par s'imposer. Même si Schalke n'était évidemment pas un adversaire redoutable, le Bayern n'en a pas moins montré un meilleur visage que lors des matches précédents.

Mais l'exigeant Hansi Flick a mis un bémol: «Je n'étais pas totalement satisfait», a-t-il dit, «nous mettons quatre buts, mais j'ai vu aussi que nous pouvions faire mieux dans la possession de balle.

Nous prenons parfois trop de risques, et nous jouons trop lentement. En défense, nous leur avons fait quelques cadeaux».

Brésil

Six morts, dont quatre joueurs, dans le crash d'un avion

Quatre joueurs du club de Palmas, évoluant en quatrième division brésilienne, ainsi que son président sont morts dimanche après le crash de leur avion, a annoncé le club. Le pilote est également décédé dans le crash, qui n'a laissé aucun survivant et a eu lieu juste après le décollage de l'avion léger, parti dimanche matin de Tocantins (centre) en direction de Goiania, où Palmas devait rencontrer lundi le club de Vila Nova. D'après un communiqué du club,

les joueurs décédés sont Lucas Praxedes, Guilherme Noe, Ranule et Marcus Molinari, ainsi que le président Lucas Meira. «Dans ce moment douloureux et de consternation, le club appelle aux prières pour les familles, qui recevront tout le soutien nécessaire», a dit le club. En 2016, 19 joueurs du club brésilien de Chapecoense avaient perdu la vie dans un crash en Colombie, qui avait fait 71 morts au total, alors qu'ils devaient disputer un match à Medellin.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION
DE LA WILAYA DE SIDI BEL ABBES
NIF: 40801600022041

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°01/2021

La Wilaya de Sidi Bel Abbès, représentée par la Direction de la santé et de la population de la wilaya de Sidi Bel Abbès lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°01/2021 relatif au :

ACQUISITION, PRE INSTALLATION, INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE DES EQUIPEMENTS AU PROFIT DE LA POLYCLINIQUE DE MOSTAPHA BEN BRAHIM WILAYA DE SIDI BEL ABBES EN LOTS SÉPARÉS

- LOT N°01 : équipement médical.
- LOT N°02 : mobilier médical.
- LOT N°03 : mobilier de bureau.
- LOT N°04 : équipement Informatique.
- LOT N°05 : stores et rideaux
- LOT N°06 : Plaque de signalisation et d'orientation
- LOT N°07 : climatisation. (ANSEJ-CNAC-ANJEM)

L'appel d'offres faisant l'objet du présent cahier des charges s'adresse aux fabricants, aux importateurs ainsi qu'aux distributeurs, grossistes ou groupe commercial installés en Algérie :

Pour le lot N°01 : équipement médical et le lot N°02 : mobilier médical :

- Qui ont l'agrément du Ministère de la santé, de population et de la réforme hospitalière.
- Qui ont un chiffre d'affaire moyen des trois dernières années supérieur ou égale à 8 000 000.00 DA pour le lot N°01.
- Qui ont un chiffre d'affaire moyen des trois dernières années supérieur ou égale à 8 000 000.00 DA pour le lot N°02.
- Qui détiennent au moins Une (01) attestation de bonne exécution de même nature (équipement Médicaux) délivrée par un maître d'ouvrage public pour chaque lot.

Pour le lot N°03 : mobilier de bureau et le lot N°04 : équipement Informatique.

- Une copie de l'extrait du registre de commerce électronique (code approprié) certifiée conforme par le C N R C - Qui ont un chiffre d'affaire moyen des trois dernières années supérieur ou égale à 2 000 000.00 DA pour le lot N°03.

- Qui ont un chiffre d'affaire moyen des trois dernières années supérieur ou égale à 3 000 000.00 DA pour le lot N°04.

- Qui détiennent au moins Une (01) attestation de bonne exécution de même nature délivrée par un maître d'ouvrage public pour chaque lot.

Pour le LOT N°05 : stores et rideaux et le lot N°06 : Plaque de signalisation et d'orientation

- Une copie de l'extrait du registre de commerce électronique (code approprié) certifiée conforme par le C N R C

- Qui ont un chiffre d'affaire moyen des trois dernières années supérieur ou égale à 500 000.00 DA pour le lot N°05.

- Qui ont un chiffre d'affaire moyen des trois dernières années supérieur ou égale à 200 000.00 DA pour le lot N°06

- Qui détiennent au moins Une (01) attestation de bonne exécution de même nature délivrée par un maître d'ouvrage public pour chaque lot.

Lot N°07 : climatisation.

- Les soumissionnaires doivent être créés dans le dispositif ANSEJ, CNAC, ANJEM.

- Qui ont un registre de commerce (code approprié) certifiée conforme par le C N R C.

- NB : Les entreprises créées durant l'année 2020 ne doivent pas présenter de bilan.

Et ce conformément au cahier des charges. Les intéressés par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction de la Santé et de la Population de la wilaya de Sidi Bel Abbès - N° 06, Rue Ben Friha Abdelkader SIDI BEL ABBES.

Conformément à l'article 67 du décret Présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public :

Les offres comprendront un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière, conformément au cahier des charges (documents constituant l'offre).

1. Le dossier de candidature contient :

- une déclaration de candidature selon modèle ci-joint renseignée, datée, visée et paraphée et cachetée ;
- une déclaration de probité selon modèle ci-joint renseignée, datée, visée et paraphée et cachetée ;
- les statuts pour les sociétés ;
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
- tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants :
 - o a/Capacités professionnelles ;
 - o b/Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans des trois dernières années ;
 - o c/Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles.
- Dossier administratif ;

- Une copie de l'extrait du registre de commerce électronique (code approprié) certifiée conforme par le C N R C.

- Un extrait du casier judiciaire du soumissionnaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique, et du gérant ou du directeur général de l'entreprise lorsqu'il s'agit d'une société en cours de validité (moins de 03 mois) ;

- L'extrait de rôle du soumissionnaire apuré ou avec échéancier de paiement daté de moins de trois (03) mois ;

- Le numéro d'identification fiscale (NIF) ;

- Les copies des attestations de mise à jour envers les organismes parafiscaux (CNAS, CASNOS) en cours de validité ;

- Une copie de l'attestation de dépôt légal des comptes sociaux délivrée par les services du centre national du registre de commerce (CNRC) pour les soumissionnaires ayant la qualité de société commerciale (SARL, EURL, SPA ...) de l'année 2019.

- Attestation de garantie de l'équipement sur une durée minimale de trois (03) années. Toute offre proposant un délai inférieur à trois (03) ans sera rejetée ;

- Certificat d'origine des équipements proposés délivré par le pays fabricant ou attestation d'homologation, le certificat de conformité et le catalogue.

- Fiche technique

- Mémoire technique justificatif est obligatoire.

2. L'offre technique contient :

- une déclaration à souscrire selon modèle ci-joint renseignée, datée, visée et paraphée et cachetée ;
- le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite : « lu et accepté »

3. L'offre financière contient :

- la lettre de soumission selon modèle ci-joint renseignée, datée, visée et paraphée et cachetée ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;
- Planning de livraison.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N°01/2021

ACQUISITION, PRE INSTALLATION, INSTALLATION ET LA MISE EN SERVICE DES EQUIPEMENTS AU PROFIT DE LA POLYCLINIQUE DE MOSTAPHA BEN BRAHIM WILAYA DE SIDI BEL ABBES EN LOTS SÉPARÉS

Lot N°01 : équipement médical.

« A ne pas ouvrir »

NB : les offres adressées par voie postale ne seront pas acceptées.

Les offres doivent être déposées à l'adresse du maître de l'ouvrage figurant sur l'avis d'appel d'offres à la direction de la santé et de la population de la wilaya de Sidi Bel Abbès (bureau d'ordre) N° 06, Rue Ben Friha Abdelkader SIDI BEL ABBES.

- La date de dépôt des offres est fixée le 16^{ème} jour de la première parution de l'avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP. L'heure de dépôt des offres est fixée de 8h00 à 12h00.

Si le jour de dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la urée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

- La période de validité des offres est fixée par la durée de préparation des offres augmentées de 03 mois

- Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis qui aura lieu le même jour à 14h00 au siège de la D S P de Sidi Bel Abbès.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE TIARET
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
Numéro d'identification Fiscale : 000214015001770

avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimales.

02
N°01/2021

La Direction des Equipement Publics de la Wilaya de Tiaret, lance un avis d'appel d'offre national

ouvert avec exigence des capacités minimales.

- Intitulé du l'Opération : Réalisation Et Equipement d'un Collège Type Base 06/200 rations, En Remplacement Collège Aissaoui à AIN KERMES

Intitulé de Projet : Réalisation d'un Collège Type Base 06/200 rations, En Remplacement Collège Aissaoui à AIN KERMES En lot unique

Le présent d'appel d'offres est ouvert avec exigence de capacités minimales destiné aux entreprises :

- qualifiés dans le domaine Bâtiment comme activité principale de catégorie 05 ou plus en cours de validité.
- ayant réalisé au mois un projet de même nature
- Ayant comme encadrement au mois un ingénieur en génie civil ou architecte

Ayant un chiffre d'affaire moyen des 03 dernières années supérieures ou égale 40.000.000,00 DA

Conformément aux dispositions réglementaires prévues par le décret présidentiel N° 15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, et de délégation du service public.

N°	Désignation projet	Domaine	Activité	Catégorie	OBS
Lot unique	Réalisation d'un Collège Type Base 06/200 rations, En Remplacement Collège Aissaoui à AIN KERMES En lot unique	Bâtiment	Principale	05 ou Plus	Qualifiés dans le domaine bâtiment comme activité principale de catégorie 05 ou plus en cours de validité Ayant réalisé au mois un projet de même nature ayant comme encadrement au mois un ingénieur en génie civil ou architecte Ayant un chiffre d'affaires moyen des 03 dernières années supérieures ou égal à 40.000.000,00 DA conformément aux dispositions réglementaires prévues par le décret présidentiel N° 15/247 de la loi 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et de désignation du service public

Peuvent effectuer le retrait du cahier des charges et le dépôt de l'offre auprès du Secrétaire de la Direction des Equipement Publics Rue Hamiri Mohamed (ex CNR)-Tiaret.

Les offres se constituent d'un dossier de candidature, une offre technique et d'une offre financière distinctes, accompagnées obligatoirement des pièces réglementaire suivantes

- A- Le dossier de candidatateur Comprendra :

- Une déclaration de candidature : Dument renseignée datée et signée.
- Une déclaration de probité dument renseignée datée et signée.
- Les statuts pour les sociétés.
- L'Attestation de dépôt des comptes sociaux pour les personnes morales
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires.
- Capacité professionnelles : certificat de qualification et de classification dans le domaine Bâtiment comme activité principale de catégorie 05 ou plus en cours de validité. Ayant réalisé au mois un projet de même nature, Ayant comme encadrement au mois un ingénieur en génie civil ou architecte, Ayant un chiffre d'affaire moyen des 03 dernières années supérieures ou égale 40.000.000,00 DA Conformément aux dispositions réglementaires prévues par le décret présidentiel N° 15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, et de délégation du service public.
- Capacité financière : moyens financier justifiés par les bilans et les références bancaires.
- Capacité techniques : moyen humains et matériels et références professionnelles. Conformément aux dispositions de l'article 69 du décret présidentiel N° 15-247 de la 16/09/2015 portant réglementation du marché public et des délégations de services public.
- Copie du registre commerce électronique
- Mises à Jour CNAS-CASNOS-CACOBATPH.
- NIF numéro d'identification Fiscale.
- Casier Judiciaire
- Extrait de Rôle.
- Attestation de dépôt des comptes sociaux pour les personnes morales

- B/L'offre Technique Contient :

- Une déclaration à souscrire dument renseignée datée et signée.
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : Tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel suscitée à savoir Moyens humains. Justifiés par les diplômes pour encadrement technique et les attestations. D'affiliation pour les ouvriers et moyens matériels justifiés par les cartes grises et attestations d'assurances pour le matériel roulant et les PV d'huissier de justice ou d'expert pour le matériel non roulant.
- Les délais d'exécution justifiés par le planning
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite (lu et accepté).

B/L'offre Financière Contient :

- La lettre de Soumission dument remplie, datée et signée par le soumissionnaire.
- La Bordereau des prix Unitaires hors taxes, dument rempli et signé par soumissionnaire.
- Le détail quantitatif et estimatif de l'offre dument rempli et signé par le soumissionnaire.

Les offres accompagnées des documents ci-haut doivent être déposées à l'adresse suivantes :

La Direction des Equipements Publics
De la Wilaya de Tiaret
Rue Hamiri Mohamed (ex CNR)-Tiaret- Tiaret

" a n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et dévaluation des offres "
Projet: Réalisation d'un Collège Type Base 06/200 rations, En Remplacement Collège Aissaoui à AIN KERMES En lot unique

La première enveloppe doit comporter le terme « a N'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et dévaluation des offres », avec le nom du projet et l'anonymat de l'expéditeur et contenir trois (03) autres enveloppes :

- ❖ La première comportera le nom du projet et le terme : « Soumission – dossier de candidatateur »
- ❖ La deuxième comportera le nom du projet et le terme : « Soumission – Offre Technique »
- ❖ La troisième comportera le nom du projet et le terme : « Soumission – Offre Financière »

La durée de préparation des offres est fixée à Quinze «15» Jours à compter de la date d'affichage de la préparation des offres au plus tard à 12^h00 du même jour, si ce jour coïncide avec un jour férié ou de repos légal la date se ra reportée au jour ouvrable à la même heure .

Toute offre déposée en retard du délai de dépôt des offres fixé initialement ne sera pas réceptionnée.

L'ouverture des plis se tiendra en séance publique le même jour de la clôture de dépôt des offres à 14^h00 au siège de la Direction Des Equipements Publics.

La durée de validité des offres est fixée à « 105 » Cent cinq Jours, c'est à la durée de préparation des offres augmentées de trois « 03 » mois .

Les soumissionnaires sont cordialement invités à la séance d'ouverture.

Le Directeur

Coronavirus : l'inquiétude monte face aux variants



Inquiets de la propagation de nouveaux variants du coronavirus, plusieurs pays, comme les Etats-Unis ou la France ont imposé des restrictions d'entrée sur leur territoire, un durcissement des mesures sanitaires qui suscite des manifestations, notamment aux Pays-Bas où des heurts ont mis aux prises opposants au couvre-feu et forces de l'ordre. Le président Joe Biden a restauré lundi des restrictions d'entrée aux Etats-Unis, en particulier pour les étrangers ayant séjourné en Grande-Bretagne et en Afrique du Sud, où sont apparus des variants du coronavirus plus contagieux.

L'interdiction d'entrer aux Etats-Unis s'appliquera à la plupart des citoyens non américains qui se sont rendus en Grande-Bretagne et dans une grande partie de l'Europe, ainsi qu'au Brésil et en Afrique du Sud, a déclaré un responsable de la Maison Blanche. Les Etats-Unis ont officiellement passé dimanche la barre des 25 millions de cas de Covid-19. Plus de 419.097 personnes ont succombé au virus dans le pays, le plus touché au monde en valeur

absolue, et dont le nouveau président Joe Biden a voulu faire de la lutte contre le virus sa priorité.

La pandémie a fait au moins 2.121.070 morts dans le monde et contaminé plus de 98,6 millions de personnes depuis son apparition fin 2019, selon un bilan de l'AFP dimanche. L'inquiétude face aux nouveaux variants a entraîné le durcissement des mesures de restriction dans de nombreux pays, suscitant l'opposition d'une frange de la population.

CONFINEMENTS ET FERMETURE DES FRONTIÈRES

Deuxième pays le plus touché (au moins 217.037 morts) après les Etats-Unis, le Brésil commence tout juste sa campagne de vaccination. Après 10 jours de couvre-feu nocturne, l'Etat d'Amazonas va instaurer un confinement d'une semaine à partir de lundi.

Capitale de cet Etat du nord-ouest du pays, Manaus a déjà vécu plus de 3.000 enterrements durant ce

funeste mois de janvier, le plus meurtrier depuis le début de la pandémie, où la flambée des contaminations a submergé les hôpitaux.

Officiellement, le virus est responsable de presque la moitié de ces décès et il a fallu lancer des travaux d'extension dans le cimetière Nossa Senhora Aparecida, le plus grand de la ville, afin d'y accueillir 2.000 à 3.000 morts de plus.

Au Mexique, où la pandémie a fait plus de 146.000 morts, le président Andres Manuel Lopez Obrador, 67 ans, a annoncé dimanche avoir été testé positif au Covid-19, mais ne souffrir que de "légers symptômes".

De nouvelles restrictions sont imposées dans de nombreux pays pour répondre à l'inquiétude face aux variants du coronavirus.

La France, déjà sous strict couvre-feu, a durci dimanche ses contrôles aux frontières et présenter un test PCR négatif est devenu obligatoire pour les voyageurs venant de l'UE. La mesure s'appliquait déjà depuis mi-janvier aux voyageurs d'autres pays. Mais "il faudra probablement aller vers un confinement", pour faire face aux variants qui "changent complètement la donne" sanitaire en France, a déclaré le président du conseil scientifique Jean-François Delfraissy. La Suède a interdit dimanche pour trois semaines l'entrée sur son territoire depuis la Norvège après l'apparition d'un foyer de variant anglais du coronavirus près d'Oslo, tout en prolongeant la même mesure à l'égard du Royaume-Uni et du Danemark.

La Norvège avait annoncé samedi des mesures de semi-confinement à Oslo et sa région, les plus strictes depuis le début de l'épidémie. En Autriche, le port du masque FFP2 deviendra obligatoire lundi dans les transports publics et les magasins.

Pays-Bas

Heurts et pillages en marge de manifestations anti couvre-feu

Des heurts avec la police et des pillages ont éclaté dimanche dans plusieurs villes des Pays-Bas en marge de manifestations contre le couvre-feu en place depuis samedi pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, selon les médias néerlandais et les autorités locales. Des incidents ont été signalés notamment à Amsterdam, Eindhoven, La Haye, Breda, Arnhem, Tilbourg, Enschede, Appeldoorn, Venlo et Ruremond.

Un canon à eau et des chiens policiers ont été déployés sur le Museumplein, une place du centre d'Amsterdam, pour disperser des centaines de manifestants, selon la télévision publique NOS.

Au moins 100 personnes ont été arrêtées en marge du rassemblement, a affirmé dimanche dans un communiqué la mairie d'Amsterdam, qui estime le nombre de manifestants présents dimanche dans la capitale à environ 1.500. Selon la télévision locale AT5, la sécurité a été renforcée autour de la résidence officielle de la maire d'Amsterdam Femke Halsema, la zone ayant été bouclée par un cordon de police.

A La Haye, dans le quartier du Schilderswijk, plusieurs incendies

ont été signalés et un agent de police a été filmé en train de prendre la fuite face à un groupe de personnes rassemblées, selon la télévision publique NOS.

A Eindhoven, dans le sud du pays, les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène pour disperser une foule de plusieurs centaines de personnes, selon la télévision régionale Omroep Brabant. Plusieurs véhicules ont été incendiés et des commerces de la gare centrale d'Eindhoven ont été pillés, selon Omroep Brabant. "Au moins trente personnes ont été arrêtées", a déclaré à l'AFP la police d'Eindhoven, affirmant ne pas disposer de bilan sur d'éventuels blessés.

"Je pense que si on va sur ce chemin, nous nous dirigeons vers une guerre civile", a déclaré dimanche devant les caméras de télévision le maire d'Eindhoven John Jorritsma, qualifiant les personnes présentes au rassemblement de "lie de la société" et suggérant la nécessité d'une intervention de l'armée.

Un centre de dépistage du Covid-19 a également été incendié samedi soir dans le village d'Urk, dans le nord du pays, alors que le couvre-feu national imposé par le gouvernement entraine en vigueur, ont in-

diqué les autorités locales. "L'incendie dans un centre de dépistage d'Urk dépasse toutes les limites", a déclaré dimanche le ministre de la Santé Hugo de Jonge.

Les Pays-Bas ont entamé samedi leur premier couvre-feu depuis la Seconde Guerre mondiale. Il est interdit de sortir de chez soi entre 21H00 et 04H30, et ce au moins jusqu'au 9 février. Tout contrevenant encourt une amende de 95 euros. Certaines dérogations sont possibles, notamment pour les personnes revenant de funérailles ou celles devant travailler pendant le couvre-feu, à condition qu'elles présentent une attestation de déplacement. Le Premier ministre Mark Rutte avait déclaré mercredi que la décision d'instaurer un couvre-feu avait été confortée par la propagation du variant britannique du coronavirus. Selon M. Rutte, le couvre-feu doit éviter un confinement, alors que depuis le début de la crise sanitaire, les Néerlandais n'avaient encore jamais dû justifier leurs déplacements.

En plus d'avoir soulevé l'opposition de certains députés, dont le chef de file de l'extrême droite Geert Wilders, le couvre-feu suscite la colère d'une partie de la population.

Des restaurants de Dubaï offrent des promos aux clients vaccinés



Trois restaurants de Dubaï offrent des réductions aux clients vaccinés contre le coronavirus, ont-ils annoncé sur les réseaux sociaux, au moment où l'émirat du Golfe ralentit le déploiement du vaccin Pfizer-BioNTech en raison de retards de livraison. Restaurants, hôtels et magasins sont ouverts à Dubaï, qui a largement rouvert ses frontières aux touristes internationaux pour relancer un secteur crucial pour son économie. "Première dose: 10% de réduction sur votre facture. Seconde dose: 20% de réduction", ont indiqué les trois restaurants sur Instagram et Facebook, précisant qu'une "preuve" - comme un certificat médical - serait exigée pour en bénéficier. Dubaï, l'une des sept principautés formant les Emirats arabes unis, a lancé mi-décembre une campagne de vaccination après l'approbation des vaccins chinois

Sinopharm et américano-allemand Pfizer-BioNTech.

Mais alors que le pays subit une hausse des contaminations, l'Autorité de santé de Dubaï a annoncé ce week-end un ralentissement dans l'administration du vaccin Pfizer en raison de retards de livraison.

Dans ce contexte, le gouvernement a notamment décidé de limiter certaines activités de divertissement et de renforcer les mesures de distanciation physique. Les autorités ont appelé les habitants à "rapporter" les violations de ces restrictions via une application mobile.

Plus de deux millions de doses ont déjà été injectées, pour une population de 10 millions d'habitants, selon les chiffres officiels.

Les Emirats ont comptabilisé plus de 280.000 cas de contamination au Covid-19, dont près de 800 décès.

Pasteur arrête son principal projet de vaccin, pas assez efficace



L'Institut Pasteur a annoncé lundi qu'il arrêterait le développement de son principal projet de vaccin contre le Covid-19, car les premiers essais ont montré qu'il était moins efficace qu'espéré.

Un autre acteur français, le laboratoire Sanofi, avait annoncé en décembre que son vaccin avait pris du retard et ne serait prêt que fin 2021, en raison de résultats moins bons qu'attendu.

Dans le cas du vaccin de Pasteur, "les réponses immunitaires induites se sont avérées inférieures à celles observées chez les personnes guéries d'une infection naturelle ainsi qu'à celles observées avec les vaccins autorisés" contre le Covid-19, a expliqué l'Institut pour justifier sa décision de mettre fin à son projet.

Le vaccin de Pasteur utilisait comme base le vaccin contre la rougeole, adapté pour combattre le Covid-19.

Pour le concevoir et le distribuer, l'institut de recherche français s'était allié au laboratoire

pharmaceutique MSD (nom du groupe américain Merck hors des Etats-Unis et du Canada).

MSD avait en effet racheté l'an dernier la société de biotechnologie autrichienne Themis, avec laquelle Pasteur travaille depuis plusieurs années sur l'élaboration de différents vaccins, dont celui contre le Covid-19. Les essais de phase 1 (le premier stade des essais sur l'humain) avaient commencé en août dernier.

Pasteur a précisé qu'il poursuivait ses travaux sur d'autres projets de vaccin contre le Covid, à un stade toutefois préliminaire.

"Le premier, administrable par voie nasale, est développé avec la société de biotechnologie TheraVectys, issue de l'Institut Pasteur et spécialisée dans la mise au point de vaccins. Le second est un candidat vaccin à ADN", a indiqué Pasteur. Ces deux projets "sont aujourd'hui en phase préclinique", c'est-à-dire qu'aucun essai n'a encore été mené sur des humains.

Les plus riches sortis indemnes voire renforcés de la pandémie

L'ONG Oxfam a estimé lundi, dans son rapport annuel sur les inégalités, que les grandes fortunes mondiales étaient jusqu'ici sorties indemnes voire renforcées de la pandémie, renouvelant son appel à taxer la richesse afin de combattre "le virus des inégalités".

"Les 1.000 personnes les plus riches du monde ont retrouvé leur niveau de richesse d'avant la pandémie en seulement neuf mois alors qu'il pourrait falloir plus de dix ans aux personnes les plus pauvres pour se relever des impacts économiques", fait valoir l'ONG dans ce rapport publié le jour de l'ouverture du Forum économique mondial (WEF) qui se tient en ligne - et non pas à Davos en Suisse - jusqu'à vendredi.

A l'échelle mondiale, les milliardaires ont même vu leur fortune augmenter de 3.900 milliards de dollars entre le 18 mars et le 31 décembre 2020, selon l'ONG qui s'appuie en particulier sur les données de Forbes et de Credit Suisse. En France, les milliardaires - dont Bernard Arnault, 3e fortune mondiale derrière les américains Jeff Bezos et Elon Musk - ont "gagné près de 175 milliards d'euros" sur la même période, "dépassant leur niveau de richesse d'avant la crise". C'est la troisième plus forte progression, après les Etats-Unis et la Chine.



Face à cette flambée des inégalités, Oxfam reprend les propositions des économistes Thomas Piketty et Gabriel Zucman en faveur d'une hausse de la fiscalité des plus riches.

"La crise du corona doit marquer un tournant dans la fiscalité des personnes et des entreprises les plus riches. Elle nous offre l'occasion d'établir enfin une fiscalité juste, de mettre fin au nivellement par le bas et d'initier un nivellement par le haut. Cela peut prendre la forme d'une augmentation de l'impôt sur la fortune, de taxes sur les transactions financières et de mesures d'éradication de l'évasion fiscale", note le rapport. L'ONG cite en exemple l'Argentine, qui a adopté en décembre une loi instituant un

impôt extraordinaire sur les grandes fortunes, susceptible de rapporter quelque 3 milliards de dollars, pour financer la lutte contre les effets du Covid-19.

En France, où l'impôt sur la fortune a été supprimé en 2018, le gouvernement a exclu d'augmenter les impôts d'ici la fin du quinquennat en 2022 pour financer son coûteux plan de soutien à l'économie. A l'occasion de la sortie de ce rapport, Oxfam France lance lundi une campagne pour dénoncer les inégalités. La devise républicaine, détournée en "liberté, inégalités, fraternité", sera brandie devant des lieux symbolisant la République dans 10 villes de France dont Paris, Lyon et Lille.

Davos

Pandémie, «virus des inégalités» et rebond chinois au menu



Le Forum économique mondial, qui abandonne cette année les neiges de Davos au profit d'un format complètement virtuel, s'est ouvert lundi avec le discours du président chinois Xi Jinping, dont le pays semble avoir tourné la page du coronavirus, sur le plan économique du moins. C'est, avec la maîtrise d'une pandémie qui continue à tuer partout dans le monde, la question clé pour les officiels, responsables d'entreprises et scientifiques participant à cette semaine de tables rondes virtuelles. L'optimisme qui a prévalu en novembre quand les vaccins sont devenus une réalité n'est plus de mise en ce début d'année, marqué par l'imposition de nouvelles restrictions et la progression de variants du coronavirus.

Lors de l'édition 2020 du WEF, l'apparition e Chine d'une mystérieuse pneumonie - qui n'était pas encore une pandémie - ne suscitait encore qu'une vague inquiétude. L'élite économique réunie dans la cossue station alpine était plus intéressée par les passes d'armes entre Donald Trump et Greta Thunberg que par le confinement décrété à Wuhan. Un an plus tard, alors que

le milliardaire républicain vient de quitter à contrecœur la Maison Blanche, le continent asiatique revient sur le devant de la scène pour cette 51e édition, sur le thème: "Une année cruciale pour rebâtir la confiance". L'Europe fera acte de présence via le président français Emmanuel Macron, la chancelière allemande Angela Merkel ou la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen.

La toute fraîche administration Biden, qui a entrepris de renouer avec le multilatéralisme, dépêche, elle, l'immunologue Anthony Fauci, conseiller de la présidence sur la pandémie. Ainsi que John Kerry, l'envoyé spécial pour le climat, qui sera certainement bien accueilli après la décision du nouveau président démocrate de faire revenir les Etats-Unis dans l'accord de Paris. L'Asie est représentée par les présidents chinois et sud-coréen, et les premiers ministres indien et japonais.

Comme un symbole, après cette première session virtuelle, "Davos" se transportera en mai à Singapour, loin de la station de ski suisse où se déroule habituellement ce symposium créé en 1971 par le pro-

fesseur allemand Klaus Schwab.

«VIRUS DES INÉGALITÉS»

La raison invoquée est la "sécurité sanitaire", la cité-Etat, qui n'a eu à déplorer que 29 morts, étant jugée plus sûre que Genève, un temps évoquée comme solution de repli.

Cet accent particulier mis sur l'Asie par les organisateurs du Forum économique mondial fait écho au résultat d'une étude récente de l'assureur-crédit Euler Hermès montrant qu'à la faveur de l'épidémie, le PIB chinois devrait égaler le PIB américain dès 2030, soit deux ans plus tôt qu'anticipé avant la crise.

Seule grande économie à avoir dégagé une croissance en 2020, de 2,3%, la Chine a aussi gagné des parts de marché: son excédent vis-à-vis des Etats-Unis s'est accru de 7% en 2020, signant l'échec de la guerre commerciale menée par Donald Trump.

Un autre grand sujet débattu cette semaine sera celui de la montée des inégalités et du risque que cela fait peser sur la cohésion des sociétés - et ce alors que le nom de Davos symbolise, pour ses critiques, la toute-puissance de l'argent et les dérives de l'ultra-libéralisme. Les organisateurs entendent d'ailleurs "refonder le capitalisme". Oxfam a appelé à taxer les plus riches pour combattre "le virus des inégalités", selon le titre de son rapport annuel publié lundi, et qui chaque année fait figure de piqûre de rappel pour les participants au Forum économique mondial. Alors que des millions de personnes ont plongé dans la pauvreté, les milliardaires ont vu leur fortune augmenter de 3.900 milliards de dollars entre le 18 mars et le 31 décembre 2020, a calculé l'ONG.

Syrie: la majorité des enfants sont privés d'école

En raison de la guerre qui ravage le pays depuis près de dix ans et de la pandémie de nouveau coronavirus, la majorité des enfants syriens sont privés d'école, s'est alarmé dimanche le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). "En Syrie, plus de 2,4 millions d'enfants sont non scolarisés", ont noté dans une déclaration commune Ted Chaiban, le directeur régional de l'Unicef pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et Muhannad Hadi, le coordinateur humanitaire régional de l'ONU pour la crise syrienne. A ceux-là s'ajoutent les 700.000 jeunes syriens réfugiés dans les pays voisins et qui ne vont pas à l'école non plus, a indiqué Juliette Touma, porte-parole régionale de l'Unicef, portant à 3,1 millions le nombre d'enfants syriens non scolarisés, sur un total de cinq millions.

L'agence onusienne a estimé qu'en 2020, un enfant syrien sur trois était déscolarisé. "Ce nombre a probablement augmenté en 2020 en raison de l'impact de la

pandémie de Covid-19, qui a accru la désorganisation du système éducatif", a fait savoir les deux responsables à l'occasion de la journée internationale de l'éducation. Pour eux, "le système éducatif en Syrie est surchargé, sous-financé, fragmenté et incapable de fournir des services équitables et durables à des millions d'enfants".

Selon l'Unicef, une école sur trois en Syrie est inutilisable car elle a été détruite, endommagée ou utilisée à des fins militaires.

Quand les enfants peuvent s'y rendre, ils se retrouvent dans des classes surchargées et dans des bâtiments ne disposant pas d'installations suffisantes en eau, en électricité ou en chauffage.

"Près de 700 attaques ont visé des établissements d'enseignement en Syrie" depuis 2014. "L'année dernière, 52 attaques ont été confirmées". Déclenchée en 2011, la guerre en Syrie a fait plus de 380.000 morts et entraîné le déplacement de millions de personnes.

Le chef de la diplomatie tunisienne atteint du COVID-19

Le chef de la diplomatie tunisienne, Othman Jarandi, a été testé positif au COVID-19, a indiqué dimanche dans la soirée le ministère tunisien des Affaires étrangères. L'information a été confirmée par le ministre lui-même dans un tweet: "aujourd'hui, mes tests ont confirmé que j'avais le COVID-19, malgré toutes les précautions nécessaires et le respect du protocole sanitaire".

M. Jarandi a indiqué que des sévères symptômes l'avaient incité davantage à continuer ses efforts

en vue de fournir des vaccins pour protéger les compatriotes de cette épidémie, malgré les critiques qui l'ont affecté ces dernières années. "Au milieu de ma résistance face à ce virus, je voudrais faire l'éloge du travail inlassable et l'effort grandiose déployé, dans le silence, par le président de la République, de l'équipe du Comité scientifique et de nos ambassadeurs à l'étranger afin de fournir tous les mécanismes et les instruments pour faire face à cette épidémie", a déclaré le chef de la diplomatie tunisienne.

Communiqué

Djezzy enrichit sa gamme entreprise avec l'offre «Pack Smartphone Pro»!

DJEZZY

PACK PRO

DJEZZY CONFORT PRO 100GB

2 500 DA

CONFOR L8 PRO 30 500 DA

DJEZZY CONFORT PRO 150GB

3 500 DA

SAMSUNG J6+ 37 900 DA

3 000 DA

DJEZZY

Djezzy a le plaisir d'annoncer le lancement d'une nouvelle offre «Pack Smartphone Pro» pour répondre aux attentes des clients entreprises en Algérie. L'offre pack smartphone pro est composée d'un smartphone 4G et une Sim Djezzy Confort Pro. Deux modèles de smartphones sont proposés aux clients: Condor L8 PRO au prix de 30.500 DZD et Samsung J6+ au prix de 37.900 DZD. La nouvelle offre se décline en deux forfaits aussi généreux l'un que l'autre:

- Le premier forfait est de 100 Gb d'internet avec des appels et sms en illimité vers Djezzy et 5000 DZD de crédit. Il est proposé au prix de 2000 DZD/Mois

durant les 12 premiers mois au lieu de 2500 DZD, soit une remise de 500 DZD.

- Le second forfait est de 150 Gb d'internet avec des appels et sms en illimité en national et 2000 DZD de crédit vers l'international. Il est cédé au prix de 3000 DZD/Mois durant les 12 premiers mois au lieu de à 3500 DZD/Mois. La nouvelle offre pack Pro est disponible dans toutes les boutiques Djezzy, selon la disponibilité des stocks. D'autres modèles de smartphones viendront enrichir la gamme actuellement proposée.

Djezzy vous invite à vous connecter sur son site web: www.djezzy.dz pour découvrir plus de détails sur ses offres.

Face au chômage L'Arabie saoudite augmente ses investissements intérieurs



Le Fonds d'investissement public (PIF) saoudien va investir 40 milliards de dollars dans l'économie nationale par an pendant cinq ans, a annoncé dimanche le prince héritier au moment où le royaume fait face à une hausse du chômage et à la pandémie de Covid-19. Ce fonds souverain "va investir au moins 150 milliards de riyals (40 milliards de dollars) par an dans l'économie domestique jusqu'à 2025", a annoncé le prince Mohammed ben Salmane (MBS) dans un discours télévisé diffusé par les médias d'Etat. Le PIF, principal instrument de la politique de diversification de l'économie du pays, envisage de porter ses actifs à 4 billions de riyals (1,07 billion de dollars) et de créer 1,8 million d'emplois directs ou indirects d'ici 2025, a ajouté le prince héritier.

Le Fonds saoudien s'était jusque-là concentré à investir dans des géants de l'économie mondiale, de l'application Uber au constructeur automobile américain Lucid Motors. Les annonces de MBS ont lieu dans un contexte économique difficile pour l'Arabie saoudite, qui fait face à un fort taux de chômage et à un ralentissement de son économie. Son discours a coïncidé avec un décret royal annonçant dimanche le limogeage du gouverneur de la Banque centrale, Ahmed al-Kholeifi. Il a été remplacé par Fahad al-Moubarak, qui a déjà été gouverneur de la Banque centrale. Le taux de chômage dans le royaume a atteint 14,9% au troisième trimestre 2020, se rapprochant du taux record de 15,4% enregistré au deuxième trimestre de l'an dernier, selon les données officielles publiées la semaine dernière. "Les conséquences de la pandémie de Covid-19 continuent d'affecter le marché du travail saoudien et son économie", avait dit la semaine dernière l'Autorité générale saoudienne des statistiques. L'année dernière, le double choc de la pandémie et de l'effondrement des prix du pétrole avait incité le premier exportateur de brut au monde à tripler sa taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et à suspendre une allocation mensuelle pour les fonctionnaires.

Très impopulaires, ces mesures d'austérité ont été mises en place quand bien même le royaume continue d'augmenter ses dépenses dans des méga-projets comme NEOM, une mégapole futuriste à 500 milliards de dollars en cours de développement sur la mer Rouge.

Chine : neuf des mineurs coincés sous terre sont morts

Neuf des 10 mineurs encore coincés sous terre en Chine depuis deux semaines ont été retrouvés morts, ont annoncé lundi les autorités locales. Une explosion survenue le 10 janvier dans une mine d'or de Qixia, dans la province du Shandong (est), avait bloqué 22 employés à plusieurs centaines de mètres de profondeur. Les opérations de sauvetage sont depuis suivies avec angoisse dans tout le pays. La semaine dernière, un mineur blessé était décédé sous terre des suites de ses blessures. Et dimanche, 11 travailleurs avaient déjà été remontés à la surface devant les caméras de la télévision nationale. Cependant malgré les "efforts inlassables" des secouristes, "neuf autres mineurs ont malheureusement été découverts morts" et "leurs corps remontés à la surface", a indiqué devant la presse Chen Fei, le maire de Yantai - la ville qui administre Qixia. Les recherches se poursuivent pour retrouver le dernier mineur coincé sous terre. Les sauveteurs n'ont aucune nouvelle de lui. L'explosion avait provoqué d'importants dégâts empêchant aux mineurs de remonter à la surface. Grâce à un câble métallique descendu via un conduit creusé dans la roche, les sauveteurs avaient toutefois pu transmettre à une partie des mineurs des vivres, des médicaments et des téléphones. Les sauveteurs s'étaient en parallèle lancés dans le forage de plusieurs conduits pour accéder aux hommes coincés sous terre. En raison de la dureté des roches souterraines, les secours avaient estimé vendre qu'au moins deux semaines seraient encore nécessaires pour les libérer. Mais les opérations s'étaient subitement accélérées dimanche. Si la sécurité des mines s'est nettement améliorée au cours des dernières décennies, des accidents surviennent encore régulièrement en Chine, où les réglementations ne sont parfois pas appliquées. En décembre, 23 mineurs avaient perdu la vie dans une mine de charbon à Chongqing (sud-ouest).

APARTEMENTS

■Vends ou Loue au 1^{er} étage : Beau F4 spacieux de 118 m² - Libre de suite dans un immeuble de 3 locataires situé au Bd Emir Abdelkader à ORAN - Tél : 0656.05.02.61

■Vends à ORAN (Akid Lotfi) Logement F4 - Libre - 3^{ème} étage - Double façade - 92 m² - Prix : 11 - Tél : 0661.56.83.90

■Loue grand F2 à Seddikia - ORAN à jeune couple sérieux - Cuisine - SDB - Electricité - Eau chaude 24 h/24 - 1^{er} étage - Tél : 0666.82.12.40

■A louer Appartement neuf à Belgaïd 131 Logts LPA à côté Université au 3^{ème} étage - Sup. 73 m² - Prix : 33 000 DA/mois pour un An - Tél : 0667.23.34.14 - 0559.43.10.35

■Loue à ORAN : F3 USTO + F3 Maraval - Vends à ORAN : F3 Seddikia + F2 centre-ville - Tél : 0772.20.56.91

■A vendre : Un Appartement F3 - Acté - à Bir el Djir avec un Balcon et un grand Séchoir au 2^{ème} étage dans une cité clôturée avec Barreaudage + Climatiseur + Téléphone fixe + Internet - Contactez : 0561.87.11.08

■A louer un bel Appartement F2 à Haï Es-Seddikia en face la Métro Gambetta - Bloc C 10 au 4^{ème} étage - ORAN - Contacter au 0541.70.55.39 - 0781.24.89.00

■Appartement à louer F4 à Hayet Regency - ORAN : 3 Chambres - 1 Salon - SDB - WC - Cuisine équipée - 5^{ème} étage dans une résidence sécurisée - Tél : 0667.34.87.48

■A vendre Appartement F3 au 3^{ème} étage - Bon voisinage - Ensoleillé - Acte notarié - Eau + Electricité + Gaz - 2 Balcons - Superficie 55 m² - Adresse : « Mimosa » Cité Saâda à côté du Parc Auto et Magasin Chiali - ORAN - Mobile : 0557.74.78.84

■TLEMCEM : A louer Appart de 140 m² à Bel Air pour : Crèche - Médecins - Bureau études... Tél : 0697.71.95.14

■Loue : F4 au Plateau. 3^{ème} (3 U) - F3 à Belgaïd. 3^{ème} (3 U) - F3 + Box à Pépinière. 4^{ème} (6 U) - F5 à Aïn El Turck. 4^{ème} (2,5 U) - F1 au centre-ville. 1^{er} (2 U) - F1 à Coca. 1^{er} (1,5 U) - Villa à El-Kerma (5 U) - AG. « ABDALLAH » - 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

VILLAS

■A vendre un Hôtel à l'axe du port de GHA-ZAOUET Maritime Voyageurs de 7 étages : 54 Chambres - 4 Façades - Parking - En construction terminé à 65% - Acté + Livret foncier + Permis de construire et Agrément - Tél : 0554.57.35.75 - 0666.75.97.16

LOCAUX

■A louer : Immeuble Showroom de 400 m² sur 5 niveaux. 2 Apparts. Ascenseur et Sous-sol sur le Bd Morchid. Idéal pour : Showroom - Bureaux - Centre de visa... / Local de 1.000 m² à Seddikia / Local de 200 m² au Bd Millénium 25 U / Local de 35 m² au Bd Maraval - Tél : 0550.03.16.64

■TLEMCEM : Vends Local à BOUDJLIDA sur grand boulevard de 85 m² - Bien aménagé avec WC - Deux Paliers - Double Façade avec deux entrées indépendantes - Acte et Livret foncier - Prix après visite - Tél : 0550.16.70.89

■A louer des Hangars : 1.200 m² Sidi Chahmi 32 U / 1.400 m² Z. Ben Okba 32 U / 2.000 m² Z. Sidi Chahmi 55 U / 2.500 m² Z. Chetaïbou 55 U / 2.800 m² Z. Es-Senia 70 U / 1.500 m² Bd Es-Senia / 3.200 m² avec Panneaux Sandwich + Showroom Bd Es-Senia 120 U - Tél : 0550.03.16.64

■Avez-vous un Bien immobilier à louer ou à vendre ou vous voulez acheter ou à louer : Terrain - Showroom - Immeuble - Usine - Hangar - Local commercial - Appartement - Villa - Carcasse - Terrain agricole ou industriel - Hôtel... etc., n'hésitez pas à contacter notre Bureau d'Affaires à Fernandville au : 0550.03.16.64

■Part. met en vente Immeuble de construction neuve - Vente par étage : chaque étage 350 m² libre - Contient 5 étages - Situé entre Akid Lotfi et Fernandville (ORAN) - Etude toute proposition - Tél : 0778.99.20.60

EMPLOIS

■Société importante recrute dans l'immédiat Comptable qualifié - Salaire motivant - Envoyez votre CV avec Photo au : sarlyeswecan@yahoo.fr

■Institut Professionnel d'Esthétique et de Rééducation sis à ORAN cherche : Réceptionniste présentable et des Employées (Femmes) sérieuses et présentables, même débutantes - ou Universitaire - Formation gratuite et possibilité Poste de travail - Tél : 0553.18.41.04

■Entreprise Travaux Bâtiment sise à ORAN recrute : Plombier et Chauffagiste qualifiés pour un poste permanent - Expérience exigée - Tél : 0560.72.76.18 - 0770.98.05.59

■Pressing à ORAN cherche Réceptionniste présentable, sérieuse et dynamique - Tél : 0771.56.54.22

■Titulaire d'un diplôme de Comptable agréé : Cherche Emploi chez un Commissaire aux comptes - Tél : 0798.53.89.87 - Email : b.benyagoub16@gmail.com

TERRAINS

■Avez-vous un Bien à louer ou à vendre dans les Zones industrielles ou vous voulez acheter ou à louer : Terrain - Hangar - Dépôt - Usine en activité avec ou sans Matériels - Showroom... à Senia - Bir El Djir - Sidi Chahmi - Hassi Ameur - Rebel - Hamoul - Chetaïbou...etc., n'hésitez pas à contacter notre Bureau d'Affaires à Fernandville spécialiste dans les Zones industrielles au : 0550.03.16.64

■Vends Lot de Terrain 2.000 m². Deux Façades - Acté + Livret de Foncier - Urbanisable - Viabilisé (Eau - Gaz - Elect.) au bord de la Route Nationale N° 13 reliant (ARZEW - TLELAT) El Gotni Commune de BOUFATIS - N° Tél : 0550.68.88.79

■A louer Terrain de 2.500 m² à la Zone de Hassi Ameur (ORAN) - Tél : 0550.55.10.13

DIVERS

■Cherche Associé qui dispose d'un Bureau ou Appartement libre, pour la création d'un Projet très rentable - Curieux s'abstenir - Tél : 0658.70.04.53

■Etablissement privé de Formation professionnelle - ALMASE - Lance Formation qualifiante en : - Coiffure Homme - Educatrice enfant - Coiffure Femme - HSE - Tél : 0783.85.07.81 / 0796.00.07.59 / 0554.01.48.37 / 0658.36.06.14

■Réparation à domicile : Machine à laver Linge et Vaisselle - Frigo - Cuisinière - Climatiseur - Pièces de rechange disponibles - Travail garanti - Tél : 0662.87.45.68

PENSÉE - 40ÈME JOUR

40 jours se sont écoulés depuis la disparition à

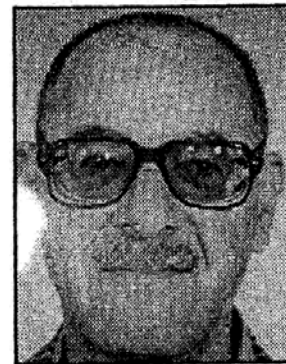
jamais de notre cher époux, père et grand-père **BEZZEGHOUD Faouzi** décédé le 15/12/2020. En cette malheureuse occasion, sa femme, ses enfants, ses petits-enfants et toute sa famille demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

Sa femme, ses enfants et petits-enfants

إنا لله و إنا إليه راجعون



PENSEE



Triste et pénible fut pour nous le 18/12/2020 ou tu nous as quitté notre cher

BENYAHIA MOHAMED

Laissant derrière toi un grand vide,

que ni le temps ni les êtres ne pourront combler tellement la plaie qui brule encore en nous tu as vécu toute ta vie pour rendre les autres toujours heureux La famille **BOUZID** et **BENYAHIA** prient Le Tout Puissant de t'accueillir en Son Vaste Paradis et demandent à tous ceux et à toutes celles qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA DE TLEMCEM

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

NIF du Maître d'ouvrage : 413 024 000 013031

En application de l'article 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant la réglementation des marchés et des délégations de service public, la Direction des Equipements publics de la Wilaya de Tlemcen informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par l'avis d'appel d'offres avec exigence de capacités minimales lancé aux journaux (**Le Quotidien d'Oran**) en date du 17/12/2020 et (**الأجواء**) en date du 23/12/2020, et suite à l'ouverture des plis qui a eu lieu le 31/12/2020 et à la réunion de la commission d'évaluation des offres qui s'est tenue en date du 20/01/2021 dans le cadre de l'opération reste réaliser dans l'unité médico-chirurgicale à Tlemcen, il a été proposé l'attribution provisoire des lots comme suite :

Lot N°01 : équipements poste transformateur et groupe électrogène
Lot N°02 : réalisation d'un poste de garde

Pour les micro-entreprises :

Lot N°03 : poste transformateur + abri pour groupe électrogène (génie civil)

lot	L'entreprise	NIF de l'entreprise	Montant de Soumission DA en TTC	Montant corrigée DA en TTC	Note	Délai	Observation
01	SNC EL KAWS	000519008802763	78.421.000,00	/	55	25 Jours	Offre la moins disante et pré qualifiée techniquement
02	SELKA MOHAMMED	178130105942252	5.590.496.18	5.655.712.70	40.33	05 Mois	Offre la moins disante et pré qualifiée techniquement
Pour Micro entreprises							
03	GHLIS MOHAMMED	185130701725191	1.406.824.00	1.406.823.95	49	55 Jours	Offre la moins disante et pré qualifiée techniquement

N.B.:

Les soumissionnaires intéressés sont invités de se rapprocher de nos services au plus tard trois

(03) jours à compter du premier jour de la publication de l'avis d'attribution, pour prendre connaissance

des résultats détaillés de l'évaluation. Tout soumissionnaire qui conteste le choix opéré peut introduire un recours

dans les Dix (10) jours qui suivent la première parution du présent Avis dans la presse nationale auprès

de la commission des marchés de la Wilaya de TLEMCEM.

2

11.15 Les Z'amours
11.50 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal 13h00
13.44 Météo 2
13.55 Ça commence aujourd'hui
16.15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
18.00 Tout le monde a son mot à dire
18.35 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal 20h00

21.05 Taratata 100% live



Présenté par Nagui

Nagui a convié une quinzaine d'artistes sur scène pour un show dont il a le secret. Pascal Obispo sera là, comme il l'avait annoncé en décembre, pour parler de son nouveau projet musical et visuel unique au monde ; les phénomènes Gims, Kendji Girac et Vianney, une nouvelle fois disque de platine avec leurs albums respectifs ; Camélia Jordana, bientôt de retour avec un 4e album événement ou encore Laurent Voulzy, à l'affiche avec un florilège de ses plus grands succès.

3

10.48 Ensemble c'est mieux !
12.25 12/13 : Journal national
14.05 Un cas pour deux
16.15 Des chiffres et des lettres
17.00 Slam
17.45 Questions pour un champion
18.30 Le 18.30
18.50 18.30, la suite
19.30 19/20 : Journal national
20.20 Plus belle la vie
20.45 Tout le sport
21.00 Météo

21.05 Alexandra Ehle



Série policière - France
Saison 2 - Episode 2/2

- La peste

Avec Julie Depardieu, Bernard Yerlès, Xavier Guelfi, Sophie Le Tellier
Un homme est retrouvé mort dans un bateau amarré au port de plaisance de Bordeaux. Son corps est couvert de pustules, ses extrémités noircies... Pour Alex, le diagnostic est sans appel : cet homme est mort de la peste ! Un périmètre de sécurité est établi autour du bateau et les dernières personnes à l'avoir fréquenté, des membres de sa famille, mises en quarantaine sur le domaine viticole qu'ils possèdent.

4

10.05 La maison des parents
12.25 Masha & Michka
13.05 Sam le pompier
13.35 Toc Toc !
14.00 La maison des Maternelles
15.05 La maison des parents
16.30 Ninjago
17.20 Les as de la jungle à la rescousse
18.55 Les mystérieuses cités d'or
19.40 Lumni, le jeu
20.10 Une saison au zoo

21.10 Fort Boyard



Présenté par Olivier Minne

L'humoriste Jean-Luc Lemoine, la chroniqueuse Enora Malagré, la footballeuse internationale Laure Boulleau, les animatrices Capucine Anav et Anaïs Grangerac et l'acteur Thierry Samitier se lancent à l'assaut du fameux Fort au profit du Rire médecin. Depuis mai 1991, cette association caritative permet d'adoucir le quotidien et les séjours à l'hôpital d'enfants malades grâce à la présence de clowns professionnels, par le jeu, la stimulation de l'imaginaire, la mise en scène des émotions et la parodie des pouvoirs.

5

11.45 La quotidienne
13.40 Le magazine de la santé
14.35 Dorine, d'un ciel à l'autre
15.35 Pérou, la cité perdue de Caral
16.30 J'irai dormir chez vous
17.30 C à dire ?!
17.45 C dans l'air
19.00 C à vous
20.00 C à vous la suite
20.20 Passage des arts
20.55 Charlie, le journal qui ne voulait pas mourir
22.20 La p'tite librairie
22.25 C ce soir, le débat
23.25 C dans l'air

arte

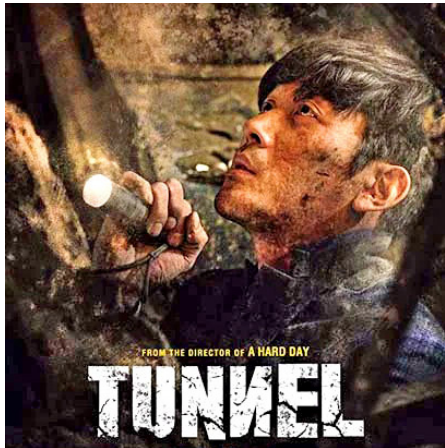
TF1

09.25 La vie cachée des animaux de la ferme
12.50 Arte journal
13.00 Arte Regards
13.35 L'aigle des mers
15.35 Cuba, la poursuite du rêve américain
16.30 Invitation au voyage
17.15 X-enius
17.45 À la rencontre des peuples des mers
18.15 Australie, l'odyssée océanique
18.55 Canada, les phoques gris de l'île de Sable
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.50 Les coulisses de l'histoire

10.30 Crimes et faits divers : la quotidienne
15.05 Si près de chez vous
18.10 Alerte Cobra
21.05 Témoin pour cible
23.25 L'ombre de la loi

C8

10.04 Touche pas à mon poste !
12.45 William à midi
14.12 Inspecteur Lewis
18.12 A prendre ou à laisser
19.44 Touche pas à mon poste !
21.13 A prendre ou à laisser : le prime



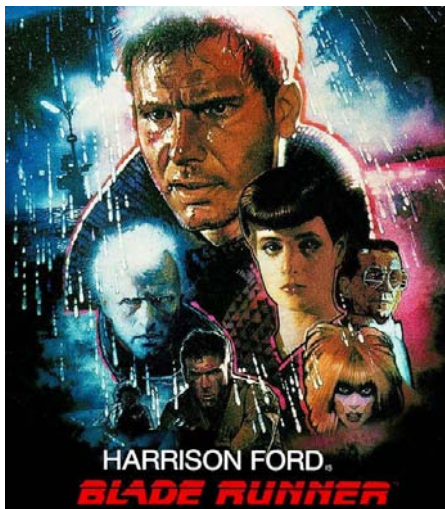
CANAL+ CINEMA 20.54

TUNNEL

Film catastrophe - Corée du Sud - 2016
Avec Ha Jung-woo, Oh Dal-su, Bae Doona, Sin Jeong-geun

Au volant de sa voiture, Jung-soo est pressé de rentrer chez lui pour fêter l'anniversaire de sa fille. Alors qu'il passe sous le nouveau tunnel reliant Séoul à Hado, celui-ci s'effondre sur lui. Coincé sous les décombres, Jung-soo parvient à appeler les autorités avec son téléphone portable à la batterie déclinante. Malgré des moyens conséquents, les secouristes ne parviennent pas à le sortir de là. Quand les médias s'emparent de l'événement, le gouvernement décide d'accélérer l'opération de sauvetage.

CINE + FRISSE 20.50
BLADE RUNNER

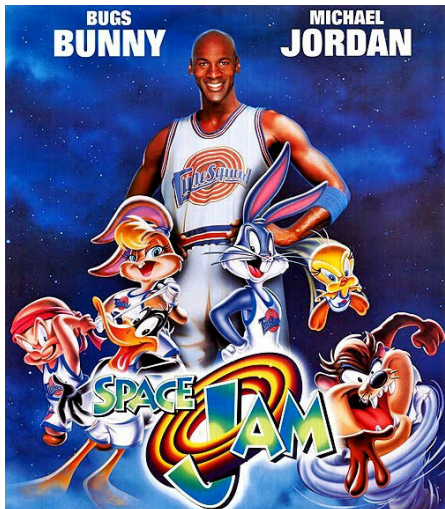


Film de science-fiction - Etats-Unis - Hong Kong - 1982

Avec Harrison Ford, Rutger Hauer, Sean Young, Edward James Olmos

En 2019, à Los Angeles, Deckard, un ancien «blade runner», policier spécialisé dans l'élimination des «répliquants», ces rebelles humanoïdes ultra-perfectionnés habituellement cantonnés dans l'espace, est chargé de retrouver la trace de quatre d'entre eux, qui se sont introduits dans la ville. Son seul indice pour les détecter : les répliquants n'ont pas d'affectivité, donc pas de mémoire.

CINE + FAMIZ 20.50
SPACE JAM



Comédie - Etats-Unis - 1996

Avec Michael Jordan, Bill Murray, Theresa Randle, Brandon Hammond

Bugs Bunny et ses amis toons sont tombés aux mains d'abominables gnomes, les Nerdlocks, qui veulent les embrigader dans un parc d'attractions sur leur planète. Dans l'espoir de déjouer ce plan, les toons proposent aux extraterrestres de disputer un match de basket dont le résultat décidera de leur sort.

TÉLÉVISION

TF1

21.05 S.W.A.T.



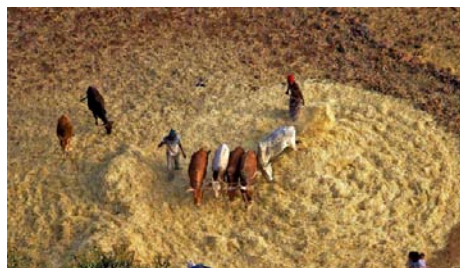
Série policière - Etats-Unis - 2020
Saison 3 - Episode 13 /21

- Bienvenue à Tokyo

Avec Shemar Moore, Alex Russell, Kenny Johnson, Lina Esco, David Lim
Le commandant Hicks, Ta, Deacon et Hondo doivent escorter un fugitif extradé au Japon. Tout se passe bien jusqu'à que celui-ci parvienne à échapper aux autorités locales et à prendre la fuite, contraignant ainsi tous les agents à partir à sa recherche dans la ville de Tokyo. Une mission difficile étant la taille et la densité de la mégalopole japonaise.

6

21.05 Legacy, notre héritage



Le photographe et militant écologiste Yann-Arthus Bertrand raconte comment la vie est apparue sur Terre et à quel point son existence est désormais menacée par l'action de l'Homme. À l'aide d'images aériennes, il donne à voir les changements infligés à la planète au cours des dernières années. Cultures intensives, déforestation, fontes des glaces, champs de panneaux solaires, les exemples ne manquent pas. Aucun continent n'est épargné et le changement climatique laisse peu de place au doute.

CANAL+

21.06 Seules les bêtes



Thriller - France - Allemagne - 2019

Avec Denis Ménochet, Laure Calamy, Damien Bonnard, Bastien Bouillon

Dans les Causses, une femme disparaît durant une nuit neigeuse. Femme d'agriculteur, Alice aperçoit le véhicule un jour, en rentrant de chez Joseph. Les gendarmes ne parviennent pas à retrouver le corps de la disparue. Intriguée, Alice retourne chez Joseph. Ce dernier lui explique que quelqu'un a tué son chien et la repousse avec brusquerie.

PLANETE +

09.47 Les grandes batailles de la 2e Guerre mondiale
11.35 Aux origines de l'histoire
13.25 Very Food Trip
13.55 Nos cinq sens
15.50 Titanic La Dernière Preuve
17.19 Faites entrer l'accusé
19.12 Le marcheur de l'Himalaya
20.06 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
20.55 Les Kennedy : secrets et tragédies
22.28 Les grandes batailles de la 2e Guerre mondiale

TFX

09.00 Les infos
09.15 Mamans & célèbres
12.20 Les frères Scott
16.00 Mamans & célèbres
18.00 Friends



21.05 Pacific Rim Uprising
23.10 Pacific rim

W9


10.30 W9 Hits Gold
11.35 W9 Hits
12.45 Météo
12.50 NCIS




16.40 Un dîner presque parfait
18.50 Les princes et les princesses de l'amour
21.00 Météo
21.05 Deepwater
22.50 La chute de Londres


En ce moment, vos amis vous sollicitent pour des sorties et les projets ne manquent pas, mais vos pensées sont plutôt orientées vers la famille et la maison.




 Actuellement, vous placez tous vos espoirs dans vos objectifs sociaux. Augmentez vos chances de réussite en multipliant vos contacts.


 Depuis quelque temps, vous avez envie d'entreprendre, d'élargir votre horizon. D'autant que cela vous permettrait des rentrées d'argent appréciables. Méditez là dessus...




 Vous vivez une période de crise salutaire car elle vous permet de prendre conscience de ce qui n'allait pas dans votre vie. Mais cela vous met d'humeur maussade...




 Bien que votre partenaire ou vos collaborateurs soient au centre de vos préoccupations, vous avez besoin de faire le point dans le calme et le silence.

 Depuis quelque temps le travail devient votre souci majeur, mais aujourd'hui vos amis vont pouvoir vous donner un bon coup de pouce. Remerciez-les !





 **Balanço** 24-07 au 25-10
D'une créativité peu commune, vous voilà à la fois au four et au moulin ! Vous visez haut, mais vous avez raison car on a l'air de vous faire confiance.





 En ce moment, vous privilégiez la famille, le foyer, mais vous avez aussi envie de prendre l'air, de partir en voyage. Si ce n'est pas possible immédiatement, partez en week-end !



 Vous pouvez tirer profit de votre capacité à communiquer. D'autant que, aujourd'hui, les rentrées d'argent sont à l'ordre du jour et que vous avez du charme !

 On apprécie grandement vos qualités, ce qui vous permet d'obtenir l'estime de votre conjoint ou de vos collaborateurs sociaux. Mais vous devez aussi tenir compte de leur avis.

 On vous écoute ou l'on vous suit, d'autant qu'aujourd'hui le travail ne vous fait pas peur. Mais pensez tout de même à vous relaxer en fin de journée...

 En ce moment, votre vie intérieure devient très importante. Mais vous avez tendance à vous replier sur vous-même. Pensez à votre partenaire ou à vos enfants.

FLÉCHÉS N° 7962

FEMMES CURIIEUSES, ET BAVARDES, COLPORTANT LES NOUVELLES									
		←	BEAU MOIS ----- OISEAU QUI CACARDE	↕	NOTE ----- RETOUR DE PASCAL	→		↕	ARMES BLANCHES
				←	EN COMPAGNIE DE ----- TERRES ISOLEES	→			
		←	LES AFFAIRES ! ----- TOTAL, COMPLET, INTEGRAL	→					
				↑	SUR LA ROSE ----- MANCHETTE ----- BOTTE A BOTTE	→	↑	ENCHANTÉ ----- CLE DES REVES	
		←	LOURD A LA ----- PAYS	→			↕	OH ! LES COCHONNES ! ----- GRAND FRERE	
				←	PERIODE ----- RIDEAU	→		↓	
				↑	RELEVE ----- CHIFFRE	→			
↑ DONNER SA LANGUE AU CHAT ! ----- TIREUR DE FLECHES				←	OBTENU ----- MILIEU	→			↑ FLAGRANT, EVIDENT, FRAPPANT
↓		←	BIEN TOUCHÉ ----- ARGON ----- DANS	↕					
	↑			↓	CALMES, MODEREES, SAGES, REFLECHIES	↕	↑	NOUÉS, LIÉS, ----- L'APRÈM !	NOTE A LA CLE
							←	OISEAU CHANTEUR (SERIN) ----- PERSONNEL	→

[illegible]

1. Fort en musique.
2. Tombée à l'eau.
Tour de pige.
3. Appuie sur le champignon.
Jeu de mistigri.
4. Coup de Tyson !
5. Foucades. A l'excès.
6. Césarine.
Chance gâchée.
7. Barrique sur mesure.
Groupe branché.
8. Pièces de relique.
Suffisant, cela va de soi.
9. Inédites.
Très fleur bleue.
10. Relâche.
Bande de marins.

A. Haut la main !
B. L'a dans l'œuf. Huer.
C. Dialogue en dix livres de Platon (la).
D. Siège.
Cinq sur cinq pour Jules !
E. Note élevée.
A commencé petit.
Se prend pour un original.
F. Paire de la révolution.
G. Loge au 77 ! Le
quart-monde déstabilisé.
H. Ne va pas au fait.
I. Grand, gros. Donne de la voix, suivant une voie.
J. Note. Celle-là, c'est la meilleure !

C	R	U	O	C	C	I	R	A	E	D	A	L	A	B
E	Z	N	O	B	R	E	X	A	T	R	A	C	T	
R	U	E	D	R	A	B	M	I	U	G	C	O	T	N
E	E	E	E	L	L	I	A	M	R	A	M	O	B	E
N	B	I	U	E	I	L	I	M	L	M	H	A	B	M
O	R	R	A	S	A	D	E	M	U	C	R	O	G	E
I	E	E	U	E	C	E	I	N	E	B	L	L	S	S
T	G	R	T	O	R	E	A	T	O	G	I	P	C	I
A	A	R	N	O	C	U	U	U	E	S	O	I	E	G
L	H	A	I	I	T	A	I	T	S	I	E	G	C	T
U	C	Z	E	E	N	L	T	A	R	N	A	O	I	R
C	I	I	T	O	L	E	D	O	C	T	E	U	R	O
R	F	B	R	A	U	E	V	E	E	D	I	T	P	F
I	F	E	G	O	N	O	I	T	A	L	U	B	A	F
C	A	E	C	I	R	T	A	L	U	C	L	A	C	E

Les 9 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er est un rongeur.
- Mon 2e est une leçon. - Mais oui, c'est mon 3e.
- Mon tout est un chemin de traverse.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
A		L	R									
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

3	4	13	3	4	1	11	5	6	7
4	8	6	10	9	4	3		10	4
14	5	11		11		1	7	5	9
6	2	4		4	7	14	5	4	
2	4		3			1	8		13
10	3		1	15	3	5	8	8	4
11		4	8	1	10	2	4		7
5	14	6	5	3	4		9	6	11
6	5		7	4	3	12		5	3
7	6	11	4	9		1	7	9	4
	2	1	9		9	13	5	4	3
2	6	11		12	5		4	1	
5	7	6	10	5	9		4	10	9
3		10	3	7	4	9			6
4	8	4	4		9	4	3	5	7

M	A	L	A	N	D	R	I	N	S
A	M		F	O	U	R	N	I	E
C	O	F	F	R	E		A	E	N
H	U	A	I		T	O	M	E	S
I	R		R	A	T	I	O	S	
N		E	M	O	I		V		R
A	C	N	E		S	U	I	T	E
L	A	B	R	I	T		B	I	S
E	L	U		R	E	F	L	E	T
S	E	T	S		S	C	E	N	E

D		A	R	O	B	A	S	E
E	R	R	E	U	R		T	P
B	A		V		I	R	A	I
A		V	I	T	E		T	A
R	I		S	E		P	U	B
R		P	E	L	E		P	E
A	G	I	R		T	A		A
S	E	L		F	A		S	C
S	A	L	L	E		A	I	E
E	N	A		R	E	D		L
E	T		G	I	R	A	F	E
S		A	P	E		M		T

4	5	8	9	1	6	7	3	2
9	7	6	2	3	4	8	5	1
3	1	2	7	5	8	6	4	9
1	8	9	5	4	3	2	7	6
5	2	3	1	6	7	4	9	8
7	6	4	8	9	2	5	1	3
6	3	7	4	8	1	9	2	5
8	4	5	3	2	9	1	6	7
2	9	1	6	7	5	3	8	4

BAGUETTE (Bas - Gnette)

1	C	O	R	G	U	M
7	T	E	N	A	I	S
13	H	V	P	L	D	
19						

2					7		1	5
							2	
	8		1					
							9	
1	3			9				8
6	7	9	8	5			4	1
	2	8		3	5	1		
9			4		2	7		3
	4		7		6			

L'Indonésie saisit des pétroliers iranien et panaméen



Les autorités indonésiennes ont indiqué lundi avoir saisi deux pétroliers, iranien et panaméen, soupçonnés d'avoir effectué un transfert illégal de brut dans les eaux du pays d'Asie du Sud-Est.

Les pétroliers, le MT Horse battant pavillon iranien, et le MT Freya pavillon panaméen, ont été détectés dimanche au large de la province de Kalimantan et ont été arraisonnés après avoir refusé des contacts radio, a indiqué l'agence de sécurité maritime indonésienne.

"Nous avons saisi les deux pétroliers étrangers hier et poursuivons notre enquête", a indiqué à l'AFP le porte-parole de l'agence, Wisnu Pramandita. Les membres de l'équipage sont soupçonnés de plusieurs délits, notamment de ne pas avoir déployé les drapeaux des navires, d'avoir éteint leurs systèmes d'identification pour éviter d'être détectés et d'avoir transféré illégalement du pétrole brut d'un navire à l'autre. L'Iran a été accusé à plusieurs reprises de mener des ventes clandestines de pétrole pour éviter les sanctions américaines.

L'administration de Donald Trump a imposé en octobre de nouvelles sanctions contre le secteur pétrolier iranien après des transactions avec plusieurs pays dont la Syrie et au Venezuela.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Israël ouvre une première ambassade aux Emirats



Israël a annoncé dimanche l'ouverture d'une ambassade aux Emirats arabes unis, un peu plus de quatre mois après la signature d'un accord de normalisation de ses relations avec cette monarchie arabe du Golfe. "L'ambassade d'Israël à Abou Dhabi a été officiellement ouverte aujourd'hui avec l'arrivée du représentant de la mission, Eitan Na'eh", a indiqué le ministère israélien des Affaires étrangères dans un communiqué, ajoutant que la délégation

israélienne travaillera à "approfondir" encore les liens entre les deux pays.

L'ambassade israélienne, qui est pour l'instant installée dans des "bureaux temporaires", fera la promotion de "l'éventail complet" des relations entre les deux pays, ont précisé les autorités israéliennes.

Israël a annoncé ces derniers mois des accords de normalisation de ses relations avec quatre pays arabes: les Emirats arabes unis, Bahreïn, mais aussi le Soudan et le Maroc,

sous le parrainage des Etats-Unis du président Donald Trump. D'ailleurs, le gouvernement israélien a officiellement approuvé dimanche l'accord avec le Maroc qui doit toutefois encore obtenir le feu vert des députés.

Dans la foulée de cette vague de normalisation, de nombreux accords commerciaux ont été signés entre les Emirats arabes unis et Israël dans les secteurs de l'agro-alimentaire, du tourisme et des hautes technologies.

Nouvel accrochage entre troupes indiennes et chinoises



Les troupes indiennes et chinoises se sont affrontées la semaine dernière sur leur frontière himalayenne disputée, lors d'un nouvel accrochage ayant fait des blessés des deux côtés, ont rapporté lundi des sources militaires et des médias indiens. L'incident s'est produit la semaine dernière sur le col de Naku La dans l'Etat du Sikkim (nord-est), ont indiqué des sources militaires à l'AFP, alors que les médias nationaux, citant des responsables militaires indiens, évoquaient des victimes dans les deux camps.

Une patrouille chinoise a tenté de traverser le territoire indien avant d'être repoussée, ont déclaré ces responsables. Naku La relie le Sikkim à la région du Tibet en Chine.

Les derniers pourparlers de désescalade entre les deux commandements militaires ont eu lieu dimanche. Des combats au corps-à-corps à la frontière du Sikkim en mai avaient ravivé les tensions frontalières entre les deux pays voisins, les plus peuplés du monde.

En juin, au moins 20 soldats indiens et un nombre inconnu de forces chinoises ont été tués dans un affrontement sur leur frontière himalayenne de la région du Ladakh.

La Turquie et la Grèce négocient après la crise



La Turquie et la Grèce ont repris lundi à Istanbul des discussions pour régler leur différend concernant l'exploration d'hydrocarbures en Méditerranée orientale, après une grave crise illustrant l'abysse qui sépare ces deux pays membres de l'Otan. Une délégation de diplomates grecs était reçue en fin de matinée par le numéro deux du ministère turc des Affaires étrangères, Sedat Onal, au palais de Dolmabahçe. Ces pourparlers sur la Méditerranée orientale avaient été interrompus en 2016 dans un contexte de tensions croissantes.

La multiplication des missions d'exploration gazières turques dans des eaux grecques ces derniers mois a plongé Ankara et Athènes dans une crise diplomatique d'une ampleur inédite depuis 1996, année où les deux pays ont frôlé la guerre. Ces discussions s'inscrivent dans le cadre plus large d'une offensive de charme du président Recep Tayyip Erdogan. Celui-ci veut apaiser ses relations tendues avec l'Union européenne laquelle, excédée, a commencé le mois dernier à sanctionner Ankara.

Des Soudanais manifestent contre la cherté de la vie



Des dizaines de Soudanais ont manifesté dimanche à Khartoum contre les difficultés économiques dans un pays de quelque 40 millions d'habitants asphyxiés par la cherté de la vie, ont rapporté des médias.

Depuis la destitution en avril 2019 de l'ex-président Omar el-Bachir sous la pression de la rue, le Soudan s'est enfoncé dans une grave crise économique, héritée de l'ancien régime et menaçant la

paix sociale et la fragile transition politique.

Des manifestants ont barré plusieurs axes principaux dans l'Est de la capitale et à Oumdouman, ville jumelle de Khartoum à l'ouest du Nil, "à l'aide de pierres, de troncs d'arbre, de carcasses de vieilles voitures et des pneus en feu", selon des médias sur place.

Par ailleurs, la police a fait usage de gaz lacrymogène pour disperser la foule, a ajouté la même source. En raison

de pénuries en tous genres, les Soudanais font quotidiennement plusieurs heures de queue devant les stations service, les fours à pain ou encore les pharmacies pour des denrées de première nécessité. Et les coupures d'électricité sont fréquentes.

Le pays est miné par une dette colossale -60 milliards de dollars- et l'inflation a atteint 269% en décembre 2020, le tout accentué par la pandémie de Covid-19.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

ANSEJ, JEUNES, EMPLOIS ET PÉRIMÈTRES POIGNANTS

Le lourd dossier de l'emploi des jeunes garde son actualité brûlante et les autorités publiques ont été bien avisées d'apporter un peu de clarté en intervenant dans le chapitre de l'ANSEJ. En décidant l'effacement des pénalités et le rééchelonnement des dettes sur les crédits, l'intervention aura au moins le mérite de dissiper les rumeurs les plus saugrenues sur un sujet qui n'a pas manqué de créer de nombreux déceptions.

La décision gouvernementale est d'évidence liée à la pandémie et il était clair qu'il ne pouvait en être autrement, car toutes les approches suggérées confirmaient que la majorité des crédits accordés ne pouvait être remboursée et il devenait certain que le gros des milliards distribués était des fonds publics irrémédiablement perdus. Il n'est cependant pas dit en dernier ressort que les jeunes et les

moins jeunes bénéficiaires, à quelques exceptions très réduites, seront en mesure de répondre à la nouvelle et relative générosité décidée par l'Etat, car le désagréement de l'économie nationale est en passe d'atteindre un point de non-retour.

On imagine mal, dans la situation économique et sociale actuelle, le désappointement d'un amateurisme flagrant s'évaporer quand, en parallèle, des industriels autrement mieux aguerris ont baissé les rideaux. Encore une fois, les démarches officielles actuelles prouvent que l'épineux problème de l'emploi des jeunes et son prolongement par l'ANSEJ a été abordé dans sa prise en

charge par la queue. L'épidémie du corona n'a fait que confirmer que sa gestion a été aléatoire parce qu'elle a été d'abord guidée par un élan populiste scabreux.

La griffe manifeste d'une telle fuite en avant, inscrite dans le tarabusta des exigences multiples de la population, ne se limite pas seulement au cercle des jeunes et de l'emploi. Elle est présente dans d'autres périmètres tout aussi poignants parce qu'ils sont censés régir tout autant un vrai et réel projet de société.

Ainsi, la politique de l'habitat, en la prenant comme seul exemple parmi tant d'autres, finira dans un futur proche par étaler des travers incommensurables. A cause de ses profondes causes, l'impossibilité des logés à l'emporte-pièce de régler leurs factures d'électricité en est un exemple édifiant. La pandémie ne saurait avoir un bon dos en aparté pour justifier un très compliqué état des lieux.